

RAPPORT ANNUEL

2016



SOCIETE ANONYME

au capital de 776.875.000 Dinars

Siège Social : Rue Hédi Nouria - 1001 TUNIS

RC B 182331996

Tél : 71.340.477 (100 lignes groupées)

Adresse télégraphique : SOTUBANK

Code : Peterson 4th Edition Acmé

Télex : N° 14135 - 14815 - 15376 - 15377

Adresse SWIFT : STBK TN TT

FAX : 71.348.400 - 71.340.009

Sites Web :

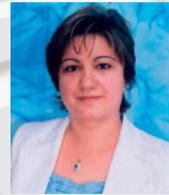
- Commercial : www.stb.com.tn
- Commerce électronique : ecom.stb.com.tn
- Banque en ligne : stbnet.stb.com.tn

SOMMAIRE

ORGANES DE GOUVERNANCE	
CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
COMITES RATTACHES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	5
DIRECTION GENERALE	6
LETTRE AUX ACTIONNAIRES	9
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	10
ECONOMIE TUNISIENNE	12
ACTIVITE DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE	
CHIFFRES CLES DE LA STB	14
RESSOURCES	18
EMPLOIS	20
CAPITAUX PROPRES	23
QUALITE DES ACTIFS ET LIQUIDITES	23
INDICATEURS DE RESULTAT	27
CONTRÔLE INTERNE	33
DEVELOPPEMENT COMMERCIAL	36
MODERNISATION DE LA BANQUE	36
RESSOURCES HUMAINES	37
PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	38
ETATS FINANCIERS	
BILAN	42
ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN	43
ETAT DE RESULTAT	44
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE	45
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	46
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	84
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	88
RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	94
GRUPE SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE	
RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB	98
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	111
BILAN	112
ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN	113
ETAT DE RESULTAT	114
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE	115
NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	116
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	126



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Mme Nejia GHARBI
Présidente du Conseil
Représentant l'Etat



Mme Dorra BERRAIES
Représentant l'Etat



M. Jameleddine CHICHTI
Représentant l'Etat



M. Abdelaziz MAHFOUDHI
Représentant l'Etat



M. Ghazi BOULILA
Représentant l'Etat



M. Abdelkader HAMROUNI
Représentant les actionnaires
privés



M. Mohamed Salah KHALFALLAH
Représentant les actionnaires privés



M. Mohamed ZARROUK
Représentant les actionnaires
minoritaires



Mme Olfa BEN OUDA SIOUD
Indépendant



M. Abderrazek LOUATI
Indépendant



M. Lassâad ZARRROUK
Représentant la STAR

LES COMITÉS ISSUS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Comité Permanent d'Audit Interne la mission fondamentale du Comité est de veiller à la mise en place et au bon fonctionnement du système de contrôle interne, d'assurer le suivi et la supervision des activités de contrôle interne.

Le Comité des Risques Il est chargé d'apprécier les différents risques de la Banque et de s'assurer du respect de la politique de gestion des risques arrêtée par la Conseil d'Administration de la Banque.

Le Comité Stratégique Il a pour rôle d'assister le Conseil d'administration dans le suivi de la mise en place de la stratégie et du Business Plan de la Banque.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations Il a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à arrêter une politique de rémunération en adéquation avec les performances à moyen et long termes de la Banque.

Le Comité Exécutif de Crédit Il a pour rôle, entre autres, d'émettre un avis sur les demandes de financement à court et à moyen terme pour les enveloppes de crédits dépassant un certain montant.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ils ont pour rôle de s'assurer de la fiabilité et de la sincérité des états financiers et de leur conformité aux normes comptables tunisiennes ainsi qu'aux règles édictées par les autorités financières (Banque Centrale, CMF, Impôts ...). Ils évaluent également l'efficacité du système de contrôle interne de la Banque.



DIRECTION GÉNÉRALE

Directeur Général

M. Samir SAIED

Directeur Général Adjoint

M. Mourad BACCAR Chargé des Structures d'Exploitation & Chargé des Structures d'Appui (par intérim)

Contrôleur d'Etat

M. Anès EL HANI

Commissaires aux Comptes

- Cabinet «GEM» Générale d'Expertise & de Management représentée par M. Ali BEN MOHAMED
- Le Groupement : FINACO - AUDIT & CONSEIL
- Cabinet Yahia ROUATBI Finance -Audit & Conseil «FINACO»
- Cabinet «ABC Audit & Conseil»



M. Samir SAIED
Directeur Général



M. Mourad BACCAR
Directeur Général Adjoint

CONDITIONS D'ACCÈS AUX ASSEMBLÉES

Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins, libérées des versements exigibles, peuvent assister à cette assemblée ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir qu'ils auront l'obligance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant

la réunion, à la direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs, des patrimoines et des fortunes de la banque sise rue Hédi Nouira – 1001 Tunis.

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.



Structure du capital de la STB à fin 2016

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant (mTND)	%
Actionnaires Tunisiens	153 376 475	766 882	98,7%
Personnes Morales	140 808 199	704 041	90,6%
Personnes Morales Publiques	129 709 310	648 547	83,5%
Personnes Morales Privées	11 098 889	55 494	7,1%
Personnes Physiques	12 568 276	62 841	8,1%
Actionnaires Etrangers	1 998 525	9 993	1,3%
Personnes Morales	1 773 277	8 866	1,14%
Personnes Physiques	225 248	1 126	0,14%
Total	155 375 000	776 875	100,0%

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

L'année 2016 a été caractérisée par la conception de la nouvelle stratégie de développement de la Société Tunisienne de Banque « STB 2016-2020 », élaborée par plus de 200 cadres relevant de divers métiers de la Banque. Son implémentation, articulée autour de 13 axes de transformation et 47 chantiers, a concerné toutes les fonctions de la Banque.

Cette stratégie, largement partagée au sein de la Banque, s'appuie sur une vision articulée autour de quatre piliers majeurs qui sont les clients, pour lesquels la Banque sera un partenaire de développement performant, les actionnaires auxquels une croissance saine et durable devra être assurée, les collaborateurs qui évolueront dans un environnement épanouissant et la Tunisie pour qui la Banque demeurera un acteur socio-économique influent et responsable.

La stratégie 2016-2020 vise la transformation de la Banque en vue de l'adapter aux nombreux défis que représentent la satisfaction des attentes renouvelées des clients, la révolution numérique et ses conséquences sur son organisation et ses processus, le contrôle et l'utilisation des données...

Un contrat Programme fixant les objectifs de cette stratégie ainsi que les moyens à mettre en œuvre et les modalités de pilotage, de suivi et d'exécution dudit contrat a été signé par la Ministre des Finances et la Présidente du Conseil d'Administration. Ce contrat programme prévoit un processus d'évaluation des performances des organes de gestion de la Banque et ce, dans le cadre des pratiques de bonne gouvernance.

La stratégie accorde une importance particulière au secteur du tourisme et ambitionne de résoudre le problème engendré par le portefeuille des créances accrochées touristiques. Cette stratégie permettra l'assainissement de la situation financière des unités touristiques dans le but de les relancer, le recouvrement adéquat de la dette et par là, le repositionnement du secteur touristique comme une des clés du développement économique.

Elle repose sur une solution novatrice d'ingénierie financière qui sera réalisée en trois temps. Le diagnostic est déjà finalisé. L'assainissement, qui est en cours, puis le suivi vont permettre à la STB de jouer un rôle crucial dans la réussite, à moyen terme, de ce programme ambitieux.

La Société Tunisienne de Banque a réalisé en 2016 des résultats en parfaite concordance avec ses objectifs stratégiques. Elle marque ainsi une étape cruciale de sa transformation avec l'amélioration de ses indicateurs et l'inversement de sa courbe de performance.

Le RBE et le PNB ont enregistré une croissance à deux chiffres, attestant la dynamique nouvelle insufflée aux différents métiers de la Banque, notamment l'activité commerciale et celle de financement qui, malgré un environnement difficile, continue à soutenir pleinement les différents secteurs économiques.

La Banque a lancé l'opération de rajeunissement de ses effectifs par le recrutement, en septembre 2016, de 350 collaborateurs. Une formation adéquate et soutenue leur est délivrée et d'autres recrutements ciblés seront réalisés prochainement.

La STB est en voie de se doter d'un système d'information performant qui lui permettra l'exécution de son plan de développement dont le second horizon d'impact est prévu en 2018 avec la reprise d'une croissance rentable et durable.

Engagée dans une démarche volontariste afin de se rehausser dans les premiers rangs dès 2020, la Société Tunisienne de Banque est assurée du soutien de ses actionnaires, de la détermination de ses administrateurs et de la mobilisation de ses collaborateurs afin de surmonter tous les écueils et de réussir sa transformation.

Mme Nejia GHARBI
Présidente du Conseil d'Administration

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Croissance globalement modérée (3,1%) mais qui s'accélère au second semestre 2016...

L'économie mondiale a enregistré une croissance modérée de 3,1 % en 2016 et de 3,2 % en 2015. Les pays avancés ont réalisé une évolution de leur PIB de 1,6 % contre 2,1 % en 2015, contribuant à hauteur de 41,9 % à la croissance totale. Les économies émergentes ont progressé au même rythme qu'en 2015, soit 4,1 % et leur part dans la richesse mondiale est passée de 57,1% à 58,1 %.

Aux **Etats-Unis**, le PIB a progressé de 1,6 % contre 2,6 % en 2015. Cette décélération s'explique essentiellement par l'appréciation du dollar et la baisse des cours du pétrole qui ont entravé les exportations et les investissements durant le premier semestre de 2016. Cette tendance s'est inversée à partir de la deuxième moitié de l'année, l'économie américaine s'est raffermie et la croissance a été favorisée par la reprise des exportations et la progression des dépenses de consommation. Le taux de chômage a baissé en dessous de la barre des 5 % et l'inflation a été inférieure à 2 %.

Au **Royaume Uni**, les mesures d'assouplissement de la politique monétaire adoptées par la Banque d'Angleterre, notamment la réduction de son principal taux directeur et l'introduction des opérations de refinancement à long terme, ont atténué la décélération de la croissance du PIB qui a évolué de 2 % contre 2,2 % en 2015. Le secteur des services, qui représente 80 % de l'économie, a été dynamique et le taux de chômage a atteint 4,8 %, son niveau le plus bas depuis 10 ans. Le BREXIT, voté le 23 juin, n'a pas significativement pesé sur l'activité économique en 2016 mais a créé une incertitude quant à son évolution lors de l'intensification des barrières aux mouvements commerciaux, financiers ou de personnes.

Dans la **Zone Euro**, la progression de l'activité s'est poursuivie en 2016 mais à un rythme moindre, atteignant 1,7 % contre 2 % l'année précédente.

A l'exception de la Grèce, tous les Etats membres ont contribué à la hausse du PIB de la Zone,

principalement l'Irlande, l'Allemagne et l'Espagne.

L'activité a été soutenue par la demande intérieure stimulée par des conditions de financement favorables. Nonobstant la dynamique de l'emploi, les niveaux de chômage sont restés élevés et l'accroissement de 3,3 % de l'investissement n'a pas été suffisant pour résorber la sous-utilisation des capacités de production.

L'inflation est demeurée à un niveau très bas. La variation de l'indice des prix à la consommation harmonisé de la Zone a été nulle en 2015 et est redevenue positive en 2016, à 0,2 % sous l'effet de la hausse des cours du pétrole.

Dans les **pays émergents**, la croissance s'est stabilisée en 2016, mais les divergences demeurent très marquées.

La **Chine** a poursuivi le processus de rééquilibrage de son économie en faveur d'une croissance interne basée sur l'intensification de la consommation et le glissement de l'activité de l'industrie vers les services. Cette politique a ralenti la croissance à court terme mais devrait permettre une expansion durable à long terme. Le PIB a augmenté de 6,7 % contre 6,9 % en 2015, mais ce résultat se situe à l'intérieur de la fourchette cible officielle, entre 6,5 % et 7 %.

La baisse de la demande de matières premières et les niveaux bas de leurs prix qui ont résulté principalement de la transition de l'économie chinoise ont pénalisé l'activité dans les pays exportateurs de ces produits. Le Brésil a connu une profonde récession amorcée en 2015. La dévaluation du Réal et le renchérissement des matières premières durant la seconde moitié de l'année ont atténué le ralentissement du PIB qui a régressé de 3,8% en 2015 et de 3,5% en 2016.

L'économie de la **Russie** a souffert de la chute des prix du pétrole et des sanctions internationales imposées depuis 2014. Une amélioration de l'activité à la suite de la remontée des prix du brut a atténué le ralentissement du PIB qui avait baissé de 3,7% en 2015 et de 0,6% en 2016.

En **Inde**, la croissance économique est restée solide, à 6,6% en 2016 et 7,6% en 2015. Ce pays a enregistré une amélioration des conditions d'investissement et un recul de l'inflation.

L'**Afrique** a subi en 2016 les effets de la chute des cours des matières premières et sa croissance a décéléré à 1,7 %, soit le taux le plus faible depuis deux décennies. Les pays exportateurs de pétrole et l'Afrique du Sud qui contribuent aux deux tiers de la production en Afrique subsaharienne ont représenté l'essentiel du ralentissement. L'Afrique du Sud et l'Angola ont réalisé une croissance de 0,4 %, tandis que le Nigeria a enregistré une évolution de son PIB de -1,7 %.

Les pays exportateurs de métaux ont de même réalisé une croissance plus faible en 2016 alors que les pays exportateurs de produits agricoles qui avaient investi dans les infrastructures ont connu une forte

progression de leurs PIB tels la Côte d'Ivoire (7,8 %) et l'Ethiopie (8,4 %).

L'**Afrique du Nord** a enregistré une hausse de sa croissance de 2,6% en 2016 (3,2% en 2015) malgré une situation macroéconomique fortement contrastée. Le Maroc a connu une croissance plus forte et plus diversifiée que le reste de la région mais a souffert de la sécheresse en 2016. La croissance s'est renforcée en Egypte en conséquence des réformes engagées et de la confiance retrouvée des investisseurs.

Le **commerce mondial** des biens et services a enregistré en 2016 une décélération, passant d'une évolution de 2,7% en 2015 à 1,9%. Le ralentissement du commerce dans les pays émergents et en Amérique du Nord et la transition de l'économie chinoise qui devient moins tributaire des matières premières et des machines sont les principales causes du recul de la croissance du commerce mondial.



L'ÉCONOMIE TUNISIENNE

Faible croissance de l'économie (1,1%) aggravée par le recul du secteur agricole...

Dans un environnement international marqué par une croissance lente, l'économie tunisienne a réalisé une évolution stable de son PIB en 2016, à 1,1%. Les principaux secteurs productifs ont enregistré une amélioration de leurs résultats, à l'exception du secteur agriculture et pêche.

Le secteur agricole a subi une régression causée principalement par les faibles récoltes de l'arboriculture. En effet, la production de l'huile d'olive a atteint 140 mille tonnes en 2016 contre 340 mille, soit une baisse de 58,8% par rapport à 2015 et de 15% par rapport à la moyenne réalisée durant la dernière décennie. Cette baisse découle du déficit de pluies enregistré dans les zones de production.

Le secteur industriel a enregistré une baisse de 0,5% de l'indice de production industrielle (IPI) contre un recul de 2,4% en 2015. Ce résultat s'explique par l'augmentation de la production dans les industries manufacturières (+1%), notamment l'industrie mécanique et électrique (+2%) et l'industrie chimique (+13,9%), qui a compensé la baisse au niveau des industries agro-alimentaires (-2,1%) et du caoutchouc et plastiques (-3,5%).

Quant au secteur des industries extractives, la production a accusé une baisse de 7,2% due à la régression de la production des produits énergétiques (-8,7%).

Le secteur touristique a bénéficié en 2016 d'une reprise des entrées des non-résidents qui se sont élevées à 4,525 millions de visiteurs, soit une hausse de 7,7% contre -30,8% en 2015. Cette évolution est principalement due à l'affluence des touristes russes dont le nombre a grimpé de 52 mille en 2015 à 623 mille, compensant la baisse au niveau des autres nationalités européennes.

Les entrées des Maghrébins se sont inscrites en hausse de 8,5%, dont les Algériens (+22,1%).

Les nuitées touristiques globales ont progressé de 10,5% contre -44,4% en 2015, atteignant

17,874 millions d'unités. Cependant, les recettes touristiques ont accusé une baisse de 3,8% en 2016 contre -33,4% en 2015, totalisant 2323 millions de dinars.

Les investissements déclarés en 2016 dans le secteur industriel se sont élevés à 3821,2 millions de dinars, en hausse de 45,7% par rapport à l'année 2015 et ont totalisé 3854 projets. Ceux-ci devraient permettre la création de 57205 postes d'emplois contre 49957 postes en 2015, soit une augmentation de 14,5%. Une part de 64% de ces investissements, soit 2093,2 MD, a concerné les zones de développement régional contre 1271,7 MD ou 48,5% en 2015.

Par secteur, les investissements dans les industries mécaniques et électriques ont enregistré une progression de 11,14% en 2016 avec 693,7 millions de dinars. Cette hausse a atteint 71,5% pour les industries agro-alimentaires et 58,4% pour les matériaux de construction, céramique et verre.

Par contre, une baisse des investissements a touché les secteurs du textile-habillement et du cuir et chaussures avec, respectivement, 135,3 et 11,1 millions de dinars contre 225,8 et 29,6 millions de dinars en 2015.

Le secteur des services a bénéficié de 1628,9 millions de dinars d'investissements en 2016, induisant la création de 40629 postes d'emplois contre respectivement 1406,6 millions de dinars et 37192 emplois en 2015.

Au niveau du commerce extérieur, les échanges ont connu en 2016 une évolution comparable avec 5,5% pour les exportations et 5,3% pour les importations.

La balance alimentaire avec l'extérieur s'est soldée par un déficit de 1095 millions de dinars contre 91 millions de dinars en 2015, conséquemment à la baisse des exportations de 23,1% contre +74,5% ainsi qu'une légère hausse des importations avec +2,5% contre 9%.

Les exportations de produits manufacturés ont progressé de 12,1% contre 1,2% en 2015. Les industries mécaniques et électriques ont totalisé 13251 millions

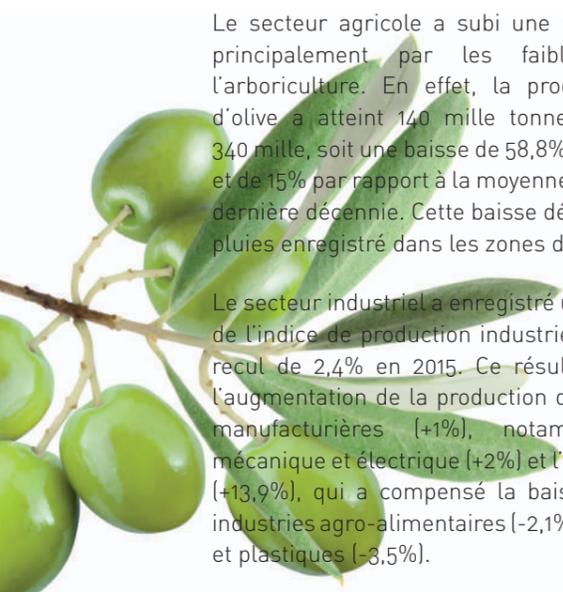
de dinars soit 45,5% du total des exportations, évoluant au taux de 15,7% en 2016 contre -1,1% l'année précédente. Les industries du textile, habillement et cuir ont augmenté leurs exportations de 8,3% contre une baisse de 7,1% l'année précédente.

Les exportations de l'énergie et des lubrifiants ont baissé de 17,3% en 2016 après le recul de 46,9% accusé en 2015 en conséquence des baisses des prix mondiaux d'hydrocarbures et de la production nationale de pétrole brut.

L'évolution des importations a concerné les biens de consommation (+10,5% contre 1%), les matières premières et demi-produits (9,9% contre -3,4%) et les biens d'équipement (+9,6% contre -4,2%). Celles de l'énergie ont baissé de 19,2% en 2016 et de 27,1% en 2015.

Le taux d'inflation s'est établi en 2016 à 3,7% contre 4,9% en 2015. Cette modération est conséquente à l'évolution des prix des produits alimentaires et des produits manufacturés avec respectivement, 2,6% et 3,6% contre 5,2% et 4,8% l'année précédente.

L'inflation sous-jacente (hors produits frais et encadrés) demeure élevée avec 5,2% en 2016 contre 5,3% en 2015.



LES CHIFFRES CLÉS DE LA STB

TND en millions		déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	CAGR
Activité	Total du bilan	7 544,135	7 015,174	7 340,803	7 693,605	8 279,232	2,4%
	Dépôts clientèle	5 517,309	5 175,396	5 331,978	5 285,081	5 443,231	-0,3%
	Ressources d'emprunts	562,830	519,002	491,000	444,035	354,291	-10,9%
	Total des ressources collectées	5 937,688	5 525,679	5 823,946	5 729,115	5 797,522	-0,6%
	Portefeuille titres commercial	209,547	215,475	395,173	814,370	1 066,542	50,2%
	Portefeuille titres d'investissement Net	279,729	274,583	312,560	299,204	354,612	6,1%
	Encours des crédits Bruts à la clientèle	7 137,400	7 672,200	7 968,600	7 887,415	8 289,388	3,8%
	Encours des crédits nets à la clientèle	5 653,400	5 469,200	5 610,800	5 341,440	5 557,026	-0,4%
Total concours nets à l'économie	6 160,900	5 981,940	6 318,548	6 478,264	6 997,780	3,2%	
Résultats	Marge d'intermédiation	140,857	155,168	162,152	152,518	160,032	3,2%
	Volume des commissions nettes	51,919	54,318	55,269	51,740	67,629	6,8%
	Chiffres d'affaires	400,479	449,105	499,697	504,137	527,677	7,1%
	Produit net bancaire	225,659	247,213	262,343	269,694	309,581	8,2%
	Charges opératoires	126,153	126,890	141,505	138,109	155,078	5,3%
	Résultat brut d'exploitation	103,283	125,082	126,257	137,482	160,561	11,7%
Résultat net de l'exercice	- 4,707	- 115,453	21,107	33,042	40,518		
Capitaux Propres	Capital	124,300	124,300	124,300	776,875	776,875	58,1%
	Réserves dont prime de fusion	393,265	393,760	394,283	496,522	496,946	6,0%
	Résultats reportés	-225,502	-633,430	-748,883	-727,776	-694,734	32,5%
	Dotations de l'Etat	117,000	117,000	117,000	117,000	117,000	0,0%
	Résultats de la période	-4,707	-115,453	21,107	33,042	40,518	
	Capitaux propres	404,311	-113,823	-92,220	695,664	736,605	16,2%
Risque	Ratio de solvabilité	8,57%	-6,21%	-5,17%	13,48%	12,13%	
	Tier 1	4,29%	-6,21%	-5,17%	9,12%	8,47%	
	Ratio de liquidité	93,8%	80,0%	87,4%	136,26%	116,72%	
	LCR			51,4%	169,4%	199,30%	
	Créances accrochées	2 104	2 368	2 400	2 508	2 527	
	Taux des créances classées	26,9%	28,7%	29,1%	30,3%	28,2%	
	Taux de couverture des créances classées	47,8%	69,5%	73,0%	74,8%	79,5%	
Taux de couverture des créances classées (net des agios réservés)	34,3%	61,9%	65,7%	67,7%	73,1%		
Rentabilité	Rentabilité des fonds propres (ROE)	-	-	-18,6%	5,0%	5,8%	
	Rentabilité des actifs (ROA)	-0,1%	-1,6%	0,3%	0,4%	0,5%	
	Résultat Net / PNB	-2,1%	-46,7%	8,0%	12,3%	13,1%	
	Commissions nettes / P.N.B	23,0%	22,0%	21,1%	19,2%	21,8%	
	Marges d'intermédiations / PNB	62,4%	62,8%	61,8%	56,6%	51,7%	
	Commissions nettes / masse salariale	52,3%	54,8%	51,2%	48,5%	59,2%	
Productivité	Dépôts / effectifs (en mD)	2 462,0	2 433,2	2 643,5	2 784,6	2 542,4	
	Crédits / effectifs (en mD)	2 522,7	2 571,3	2 781,8	2 813,5	2 595,5	
	PNB/ effectifs (en mD)	100,7	116,2	130,1	142,1	144,6	
	Coefficient d'exploitation	55,9%	51,3%	53,9%	51,2%	50,1%	
Autres indicateurs	Nombre d'agence	118	121	123	123	130	
	Nombre de GAB	175	165	175	174	178	
	Nombre de TPE	1 000	920	885	790	775	
Indicateurs boursiers	nombre d'actions (en milliers)	24 860	24 860	24 860	155 375	155 375	
	Cours de clôture (en dinars)	8,960	5,220	5,000	5,600	3,900	
	capitalisation boursière (en MD)	223	130	124	870	606	
	bénéfice par action (en dinars)	-0,189	-4,644	0,849	0,256	0,261	

COMPTES DE RÉSULTAT

TND en millions	décembre-15	décembre-16	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés	382 720	374 209	(8 511)	(2,2%)
Intérêts encourus et charges assimilées	(230 566)	(214 177)	16 389	(7,1%)
Marge nette d'intérêts	152 154	160 032	7 877	5,2%
Commissions reçues	55 694	71 548	15 854	28,5%
Commissions payées	(3 877)	(3 919)	(42)	1,1%
Commissions nettes	51 817	67 629	15 812	30,5%
Gains sur portefeuille titres commercial & opérations financières	50 179	65 634	15 455	30,8%
Revenus du portefeuille titres d'investissement	15 544	16 287	743	4,8%
Produit Net Bancaire	269 694	309 581	39 887	14,8%
Autres produits d'exploitation	5 899	6 058	159	2,7%
Frais de personnel	(106 672)	(114 219)	(7 547)	7,1%
Charges générales d'exploitation	(24 992)	(33 605)	(8 613)	34,5%
Dotations aux amortissements	(6 443)	(7 253)	(809)	12,6%
Résultat Brut d'Exploitation	137 484	160 561	23 077	16,8%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(85 819)	(105 231)	(19 412)	22,6%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(15 726)	(12 186)	3 540	(22,5%)
Résultat d'Exploitation	35 939	43 144	7 205	20,0%
Solde en gain/perte autres éléments ordinaires	(1 872)	(1 521)	351	(18,8%)
Impôts sur les sociétés	(1 025)	(1 100)	(75)	7,3%
Résultat des activités ordinaires	33 042	40 523	7 481	22,6%
impôts et contribution conjoncturelles	-	(5)	(5)	
Résultat net	33 042	40 518	7 476	22,6%

BILANS

TND en millions	décembre-15	décembre-16	Variation	en %
ACTIF				
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	229 512	279 765	50 253	21,9%
Créances sur les établissements banc. et fin.	235 090	301 566	66 476	28,3%
Créances nettes sur la clientèle	5341 440	5557 026	215 586	4,0%
Portefeuille titres commercial	814 370	1066 542	252 172	31,0%
Portefeuille d'investissement	299 204	354 612	55 408	18,5%
Valeurs immobilisées	88 049	99 183	11 134	12,6%
Autres actifs	685 941	620 538	(65 403)	(9,5%)
TOTAL ACTIF	7 693 605	8 279 232	585 627	7,6%
PASSIF				
Banque Centrale, CCP	312 780	827 873	515 093	164,7%
Dépôts et avoirs des établissements banc. et fin.	87 624	83 052	(4 572)	(5,2%)
Dépôts et avoirs de la clientèle	5285 081	5443 231	158 150	3,0%
Emprunts et ressources spéciales	444 035	354 291	(89 744)	(20,2%)
Autres passifs	868 424	834 180	(34 244)	(3,9%)
TOTAL PASSIF	6 997 943	7 542 627	544 684	7,8%
CAPITAUX PROPRES	695 663	736 605	40 942	5,9%
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	7 693 605	8 279 232	585 627	7,6%

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE

Des réalisations conformes aux objectifs retenus pour 2016, année de mise à niveau, et inversement de la courbe de performance...

Se basant sur les conclusions des travaux de full audit de PwC, la Banque a réussi, durant la première moitié de l'année 2016, à concevoir sa nouvelle stratégie au moyen d'une approche collaborative bottom-up, avec l'apport de l'ensemble des fonctions et l'implication de plus de 200 cadres de la Banque.

Cette stratégie largement partagée par les collaborateurs, s'appuie sur une vision articulée autour de quatre piliers:

- **Poursues Clients** : un partenaire de développement innovant, performant et à l'écoute ;

- **Pour ses Actionnaires** : une croissance soutenue, saine, rentable et durable ;

- **Pour ses Collaborateurs** : un environnement engageant, épanouissant, rafraîchi et compétent;

- **Pour la TUNISIE** : un acteur socio-économique influent, responsable et incontournable.

La nouvelle stratégie prévoit trois horizons d'impact se résumant ainsi:

- Fin 2016 : **Inverser la courbe de performance**

- Fin 2018 : **Reprendre une croissance rentable et durable**

- Fin 2020 : **Remonter sur le podium**

A ce titre, les objectifs retenus au titre de l'exercice 2016 ont été globalement atteints, affichant des taux de réalisation en parfaite ligne avec les prévisions retenues.

En ce sens, les principaux agrégats d'activité et de performance ont affiché une nette amélioration par rapport à leurs niveaux enregistrés à fin 2015 :

Du côté des ressources, la Banque a poursuivi ses efforts de mobilisation des dépôts auprès de sa

clientèle visant à accorder la priorité aux ressources peu onéreuses de manière à contenir le coût moyen global des ressources à un niveau concurrentiel et ce, dans un contexte de resserrement des liquidités très aigu et d'expansion des pratiques de surenchères.

- Les ressources élargies sont passées de 5.956,5 MD à fin 2015 à 6.014,6 MD à fin 2016 en raison, notamment, de l'augmentation des dépôts de la clientèle (+158,2 MD ou +3,0%). Cette amélioration a concerné, essentiellement, les dépôts à vue qui ont progressé de 136,9 MD ou 7,0% et les dépôts d'épargne qui se sont accrus de 129,0 MD ou 5,9%, ce qui témoigne, en fait, des efforts déployés par la Banque en vue de rééquilibrer et d'optimiser la structure de ses ressources.

Néanmoins, les dépôts à terme ont accusé une diminution de 139,6 MD ou 13,7% et ce, conformément au choix délibéré de la Banque de limiter son recours à cette forme de ressources et de contenir ses coûts dans des limites acceptables.

S'agissant des emplois, la Société Tunisienne de Banque a continué ses efforts visant à stimuler davantage la croissance du pays en dépit d'un environnement économique difficile tout en accordant un intérêt particulier à l'assainissement et à la couverture de son portefeuille accroché.

- A ce titre, l'encours brut des créances sur la clientèle a accusé une hausse de 402 MD ou 5,1%, touchant quasiment toutes les rubriques de crédit.

Net des provisions et des agios réservés, l'encours des créances sur la clientèle s'est élevé à 5 557 MD à fin 2016, ce qui correspond à une progression de 215,6 MD ou 4% par rapport à son niveau au terme de l'exercice précédent.

- En référence aux variations précédentes, le taux de transformation s'est amélioré par rapport à son niveau à fin décembre 2015 pour s'établir à 95,9% à fin décembre 2016 contre 93,2% à fin 2015.

- L'encours du portefeuille titres commercial a remarquablement progressé, à son tour, en passant de 814,4 MD à 1066,6 MD et ce, par référence aux orientations de la Banque visant à reconstituer son portefeuille titres et partant, d'assurer une source de revenus stable.
- Parallèlement, l'encours global du portefeuille titres d'investissement s'est établi à 568,9 MD à fin 2016 MD contre 533,4 MD au terme de l'exercice 2015 enregistrant, ainsi, un accroissement de 35,5 MD.

Le Produit Net Bancaire s'est, en effet, établi à 309,6 millions de dinars, marquant ainsi une amélioration de 39,9 millions de dinars ou +14,8% et ce, au même titre que le Résultat Brut d'Exploitation qui s'est accru de 23,1 millions de dinars ou +16,8% pour atteindre 160,6 millions de dinars.

Par ailleurs et grâce aux efforts très importants entrepris en matière de couverture de risques, le coût de risques net global a progressé de 15,9 MD ou 16% entre 2015 et 2016 pour passer de 101,5 MD à 117,4 MD. Cette progression a porté, principalement, sur les dotations aux provisions nettes pour risques et charges et a concerné, particulièrement, le coût de l'assainissement social qui sera réparti sur trois ans (24,4MD).

En référence à ces évolutions et sous l'effet de la constatation d'une charge d'impôts en 2016 de 1,1 MD, le résultat net a affiché une progression de 7,5 MD ou 22,6% pour s'élever à 40,5 MD à fin 2016 contre 33,0 MD une année auparavant.

Ressources

Un effort continu de développement des ressources avec une orientation privilégiant:

- **la mobilisation des dépôts faiblement rémunérés**

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Dépôts de la clientèle	5 285,1	5 443,2	158,2	3,0%
Intermédiation financière	227,4	217,0	-10,4	-4,6%
Ressources d'emprunts	444,0	354,3	-89,7	-20,2%
Total Ressources Elargies	5 956,5	6 014,6	58,0	1,0%

- **la préservation d'une base commerciale stable et diversifiée**

- **la maîtrise des coûts**

La Société Tunisienne de Banque a clôturé l'exercice 2016 avec une progression des ressources élargies de 58 MD ou 1% pour s'élever à 6.014,6 MD contre une régression de 162,4 MD ou 2,7% enregistrée une année auparavant.

Ce faible taux de progression, dû essentiellement à la régression des ressources d'emprunt, ne doit pas occulter les performances relevées en matière de mobilisation des dépôts auprès de la clientèle.

En effet, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 158,2 MD ou 3,0%, touchant principalement les dépôts à vue (+136,9 MD ou 7,0%) et les dépôts d'épargne (+129,0 MD ou 5,9%).

Quand aux dépôts à terme, ils ont affiché une baisse de 139,6 MD ou 13,7% motivée par la renonciation de la Banque à renouveler certains placements souscrits à des taux élevés et par sa volonté de maîtriser au mieux ses coûts de ressources dans un contexte amplifié de surenchères sur les dépôts.

S'agissant des ressources d'emprunt, elles ont poursuivi leur tendance baissière en revenant de 444,0 MD à 354,0 MD en raison, notamment, des règlements des échéances au titre des emprunts et du faible élargement sur les lignes extérieures.

1. Dépôts de la clientèle

L'encours des dépôts collectés auprès de la clientèle s'est établi à 5.443,2 MD à fin 2016 contre 5.285,1 MD au terme de l'exercice 2015. La progression constatée a caractérisé essentiellement les dépôts à vue et les dépôts d'épargne qui sont passés respectivement de 1 947,3 MD à 2 084,2 MD et 2 191,3 MD à 2 320,3 MD.

S'agissant des dépôts à terme, ils ont été ramenés de 1.016,0 MD à fin décembre 2015 à 876,4 MD à fin décembre 2016 et ce, conformément au choix délibéré de la Banque pour limiter son recours à cette forme de ressources et de contenir ses coûts dans des limites compétitives.

Par référence à ces évolutions, la structure des dépôts de la clientèle demeure quasiment identique à celle observée à fin 2015, se caractérisant par la prédominance des dépôts d'épargne et des dépôts à vue qui cumulent une part de près de 81% du total des dépôts de la clientèle à fin 2016.

TND en millions	déc-15	Part	déc-16	Part	Variation	%
Dépôts à vue	1 947,3	37%	2 084,2	38%	136,9	7,0%
dont dépôts à vue en devises	617,7	12%	618,0	11%	0,2	0,0%
Dépôts à terme	1 016,0	19%	876,4	16%	-139,6	-13,7%
Dépôts d'épargne	2 191,3	42%	2 320,3	43%	129,0	5,9%
Autres sommes dues à la clientèle	130,4	3%	162,3	3%	31,8	24,4%
Total Dépôts de la Clientèle	5 285,1	100%	5 443,2	100%	158,2	3,0%

des échéances contractuelles.

Parallèlement, l'encours des ressources spéciales s'est légèrement replié pour s'établir à 192,7 MD contre 193,7 MD une année auparavant.

3. Intermédiation financière

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Emprunts matérialisés	250,4	161,6	-88,8	-35,5%
Emprunts obligataires	240,3	154,4	-85,9	-35,7%
Intérêts à payer & dettes rattachées	10,0	7,2	-2,8	-28,4%
Ressources spéciales	193,7	192,7	-1,0	-0,5%
Lignes d'emprunt	189,8	190,0	0,2	0,1%
Intérêts & primes échus	3,8	2,7	-1,1	-29,6%
Ressources d'emprunt	444,0	354,3	-89,7	-20,2%

La part des dépôts à terme – présentant le seuil de rémunération le plus élevé – s'est repliée de 3,1 points de pourcentage pour revenir de 19,2% à 16,1% à fin décembre 2016.

2. Ressources d'emprunt

A fin 2016, l'encours des ressources d'emprunt s'est situé à 354,3 MD, en baisse de 89,7 MD ou 20,2 % par rapport à son niveau à fin décembre 2015. Ce fléchissement est imputable, essentiellement, à la régression de l'encours des emprunts obligataires et privés engendrée, principalement, par le règlement

Au terme de l'exercice 2016, l'encours des placements de la clientèle en instruments monétaires et financiers s'est établi à 217 MD contre 227,4 MD à fin 2015, enregistrant, de ce fait, un repli de 10,4 MD ou 4,6%.

Cette baisse a caractérisé les placements en billets

de trésorerie (-3,7 MD) et les BTCT (-7,1 MD).

Emplois

Dans un contexte économique morose, la STB a continué à jouer son rôle d'acteur principal dans le financement de l'économie en étendant ses concours à l'ensemble des secteurs d'activité et en finançant la dette publique....

1. Concours à l'économie

Les concours bruts à l'économie ont affiché une progression de 686 MD ou 7,4% pour s'établir à 9 944,4 MD à fin 2016 contre 9 258,4 MD au terme de l'exercice 2015.

Cette progression a concerné, essentiellement, les

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Concours bruts à l'économie	9 258,4	9 944,5	686,0	7,4%
Créances brutes sur la clientèle	7 887,4	8 289,4	402,0	5,1%
Portefeuille titres	1 347,8	1 635,5	287,7	21,3%
Billets de Trésorerie	23,3	19,6	- 3,7	-15,7%
Provisions & agios réservés	2 780,2	2 946,7	166,5	6,0%
Provisions	1 635,3	1 689,4	54,1	3,3%
Agios réservés	1 144,9	1 257,2	112,4	9,8%
Concours nets à l'économie	6 478,3	6 997,8	519,5	8,0%

- Les crédits d'investissement ont marqué un accroissement de 147,1 MD ou 4,1%, pour passer de 3 555,7 MD à 3 702,8 MD au terme de l'exercice 2016. Leur part dans le total des créances brutes sur la clientèle s'est située à 44,7% (45,1 % en 2015).

- Les crédits aux particuliers sont passés de 1.510,8 MD à 1 647,1 MD, en progression de 136,3 MD ou 9,0% par rapport à leur niveau à fin 2015 pour représenter une part de 19,9% des créances brutes sur la clientèle (en progression de 0,7 point de pourcentage).

- Les crédits de gestion se sont améliorés, à leur tour, de 125,9 MD ou 4,8% pour se situer à 2 735,8 MD à fin 2016, une évolution conforme aux orientations de la Banque visant à accroître la part de cette forme d'engagements.

créances brutes sur la clientèle (+402 MD ou 5,1%) et, à un moindre degré, le portefeuille titres de la Banque (+287,7 MD ou 21,3%).

Compte tenu de l'enveloppe additionnelle des provisions et des agios réservés, l'encours net des concours à l'économie s'est accru de 519,5 MD ou 8,0%, pour s'établir à 6.997,8 MD à fin décembre 2016 contre 6 478,3 MD une année auparavant.

2. Créances nettes sur la clientèle

A fin décembre 2016, l'encours brut des créances sur la clientèle s'est établi à 8.289,4 MD contre 7.887,4 MD une année auparavant, marquant ainsi une hausse de 402 MD ou 5,1%. Cette tendance haussière a caractérisé les différentes rubriques, en ce sens:

Parallèlement, la Banque a continué à affecter les provisions nécessaires à la couverture des créances en souffrance dont, notamment, celles ayant séjourné 3 ans et plus dans les classes de risques 4 et 5 et ce, en application de la circulaire BCT N° 2013-21 instituant les provisions additionnelles.

Net des provisions et des agios réservés, l'encours des créances nettes sur la clientèle a affiché une hausse de 215,6 MD ou 4% pour s'élever à 5.557 MD à fin 2016 contre 5.341,4 MD au terme de l'exercice 2015.

Par référence à ce qui précède, la structure des

crédits bruts, caractérisée par la prédominance des crédits d'investissement, est restée quasiment stable.

La progression des créances nettes à un rythme

plus accentué que celui des ressources (y compris les ressources d'emprunt) s'est traduite par une amélioration du ratio de transformation (créances sur la clientèle rapportées aux ressources clientèle), lequel s'est établi à 96% à fin 2016 contre 93% à fin

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Créances brutes sur la clientèle	7 887,4	8 289,4	402,0	5,1%
Crédits de gestion	2 609,8	2 735,8	125,9	4,8%
Crédits d'investissement	3 555,7	3 702,8	147,1	4,1%
Crédits aux particuliers	1 510,8	1 647,1	136,3	9,0%
Autres crédits	211,1	203,8	- 7,3	-3,5%
Provisions & agios réservés	2 546,0	2 732,4	186,4	7,3%
Provisions	1 401,1	1 475,1	74,0	5,3%
Agios réservés	1 144,9	1 257,2	112,4	9,8%
Créances nettes sur la clientèle	5 341,4	5 557,0	215,6	4,0%

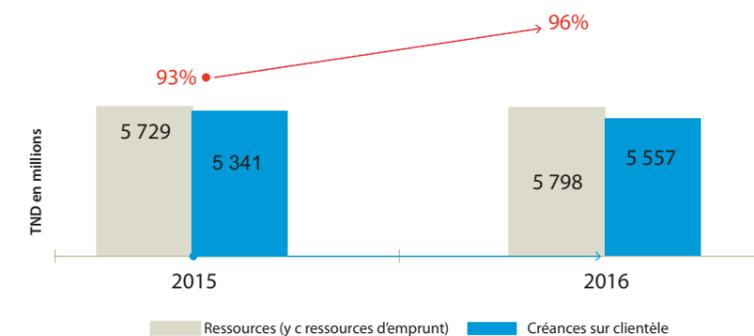
2015.

3. Portefeuille Titres

L'encours brut du portefeuille titres a affiché une

progression de 287,8 MD ou 21,3% pour s'établir à 1 635,5 MD à fin 2016 contre 1 347,8 MD une année auparavant.

Evolution du taux de transformation



3.1 Portefeuille titres commercial : (+252,2 MD ou 31%)

Le portefeuille titres commercial, constitué des titres de l'Etat, a atteint 1066,6 MD à fin 2016, en progression de 252,2 MD ou 31,0 % par rapport à son niveau atteint au terme de l'exercice 2015. Il

est essentiellement constitué de Bons de Trésor assimilables (+334,6 MD) présentant des maturités assez longues et des niveaux de rentabilité élevés. A ce titre, il convient de souligner que la Banque cherche à travers la consolidation de son portefeuille Bons de Trésor à assurer une source de revenus stables et peu risqués.

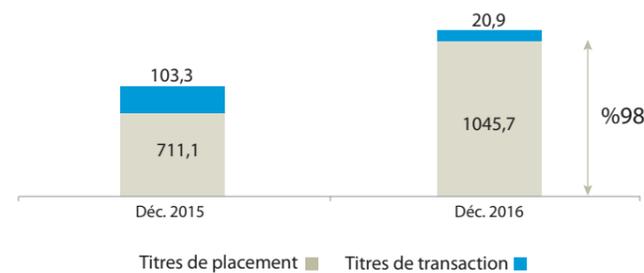
3.2 Portefeuille titres d'investissement : (+35,5 MD)

L'encours global du portefeuille titres d'investissement a marqué un accroissement, en

termes bruts, de 35,5MD ou 6,7% pour s'établir à 568,9 MD à fin décembre 2016 contre 533,4 MD au terme de l'exercice 2015. Cette progression a concerné principalement :

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	en %
Titres de transaction	103,3	20,9	-82,4	-79,8%
Titres de placement	711,1	1 045,7	334,6	47,1%
Portefeuille titres commercial	814,4	1 066,6	252,2	31,0%

Structure du portefeuille des Bons du Trésor (TND en milliers)



• L'encours des titres d'investissement (+61,4 MD ou +61,7%) provenant, essentiellement de la souscription à l'emprunt obligataire subordonné TFB d'environ 40 MD;

• les parts dans les entreprises liées (+18,2 MD ou +14,8%).

Net des provisions, l'encours du portefeuille titres d'investissement de la Banque s'est situé à 354,6

MD, en progression de 55,4 MD ou 18,5% par rapport à son niveau enregistré à fin 2015.

Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan ont marqué une progression de 388,4 MD pour se situer à 1.609,8 MD contre 1.221,4 MD une année auparavant.

Cette évolution a concerné quasiment toutes les catégories d'engagement:

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Portefeuille titres brut	533,4	568,9	35,5	6,7%
Titres d'investissement	99,4	160,8	61,4	61,7%
Titres de participations	201,9	198,1	-3,8	-1,9%
Parts dans les ent associées et co entreprises	87,2	48,3	-38,9	-44,6%
Parts dans les entreprises liées	123,7	142,0	18,2	14,8%
Participations en retrocession	21,2	19,7	-1,5	-6,9%
Provisions	234,2	214,3	-19,9	-8,5%
Portefeuille titres net	299,2	354,6	55,4	18,5%

• Les engagements en faveur ou d'ordre de la clientèle ont enregistré une hausse de 233,2 MD constatée principalement au niveau des ouvertures de crédits documentaires (+109,1 MD);

• Les engagements en faveur ou d'ordre des banques se sont accrus de 155,2 MD ou 38,7% pour se situer à 556,7 MD au terme de l'exercice 2016.

Capitaux Propres

Niveau confortable des capitaux propres, permettant le respect des seuils réglementaires des ratios de solvabilité...

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Engagements en faveur ou d'ordre de la clientèle	819,9	1 053,2	233,2	28,4%
Ouvertures de crédits documentaires	176,1	285,2	109,1	62,0%
Crédits notifiés non utilisés	76,5	128,2	51,7	67,5%
Cautions et avals	557,2	634,8	77,6	13,9%
Participations non libérées	3,1	4,9	1,9	60,0%
Engagements sur billets de trésorerie	7,0	0,0	-7,0	-100,0%
Engagements en faveur ou d'ordre des banques	401,5	556,7	155,2	38,7%
Banques non résidentes installées à l'étranger	401,5	556,7	155,2	38,7%
Confirmation de crédits documentaires	49,8	50,3	0,5	0,9%
Autres garanties irrévocables	351,6	506,4	154,7	44,0%
Total engagements hors bilan	1 221,4	1 609,8	388,4	31,8%

Les capitaux propres de la Banque ont progressé de 40,9 MD en passant de 695,7 MD à fin 2015 à 736,6 MD à fin 2016.

Cette évolution correspond aux résultats enregistrés à fin 2015 (33,0 MD) et 2016 (40,5 MD).

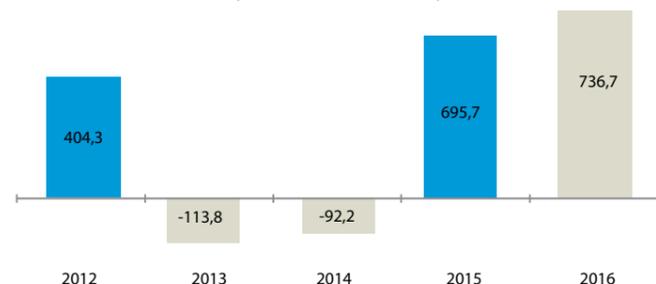
Qualité des actifs & Liquidité

Poursuite des efforts visant à maîtriser l'évolution des créances accrochées et à assurer une meilleure couverture...

1. Evolution des Créances Accrochées

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Capital	776,9	776,9	-	0,0%
Dotation de l'Etat	117,0	117,0	-	0,0%
Réserves	464,7	465,1	0,5	0,1%
Actions Propres	(5,5)	(5,5)	(0,0)	0,6%
Autres capitaux propres	37,3	37,3	-	0,0%
Résultats reportés	(727,8)	(694,7)	33,0	(4,5%)
Résultat de l'exercice	33,0	40,5	7,5	22,6%
Capitaux propres	695,7	736,6	40,9	5,9%

Capitaux propres de la Banque
(TND en millions)



A fin décembre 2016, le volume total des créances accrochées a légèrement progressé (+0,8%) pour atteindre 2.528 MD au terme de l'exercice 2016.

La progression des créances saines à un rythme nettement plus important s'est traduite par une amélioration sensible du taux des créances accrochées, lequel est revenu de 30,3% à 28,2%, gagnant ainsi près de deux points de pourcentage.

2. Couverture des Créances Accrochées

La Société Tunisienne de Banque a poursuivi, durant l'exercice 2016, ses efforts en matière d'affectation des provisions requises.

En ce sens, le taux de couverture global des créances

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Créances Brutes	8 273	8 974	701,0	8,5%
Créances saines	5 765	6 446	681	11,8%
Créances douteuses ou litigieuses	2 508	2 528	20	0,8%
En % des créances brutes	30,3%	28,2%		
Provisions	1 327	1 406,8	79	6,0%
Agios réservés	552	603,3	52	9,3%
Créances nettes	6 394	6 964	570	8,9%
Taux de couverture des créances en souffrance (sens large)	74,9%	79,5%		
Taux de couverture des créances en souffrance (nettes de agios réservés)	67,9%	73,09%		

accrochées (nettes des agios réservés) s'est davantage amélioré en passant de 67,9% à fin 2015 à 73,1% au terme de l'exercice 2016, ce qui correspond à une progression de 5,2 points de pourcentage.

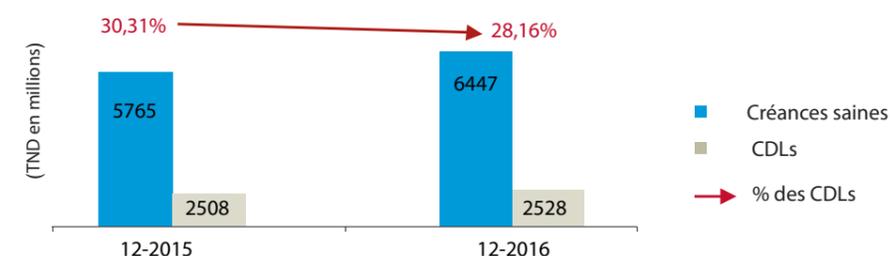
Ce niveau confortable de couverture trouve son origine, principalement, dans la constitution de sommes importantes de provisions additionnelles au titre des créances classées 4 & 5 ayant une ancienneté supérieure à 3 ans.

L'encours des provisions et des agios réservés affectés à la couverture des créances accrochées a progressé de 131 MD ou 6,9% pour s'élever à 2.010,1 MD à fin 2016 contre 1.879 MD à fin 2015.

3. Solvabilité

Les ratios de solvabilité demeurent situés à des niveaux supérieurs aux seuils exigés et ce, nonobstant l'intégration parmi les risques encourus des exigences en fonds propres édictées par la BCT

Evolution du taux des CDLs



pour la couverture des risques opérationnels.

A ce titre, les risques encourus ont progressé de 918,7 MD dont 500 MD correspondant au montant requis pour la couverture des risques opérationnels institués par la circulaire N°2016-03.

Parallèlement, les fonds propres nets de base (Tier1) ont progressé de 45 MD pour totaliser 555,3 MD. Quant au total des fonds propres nets, ils se sont établis à 795,3 contre 760,6 MD en 2015.

La conjugaison de ces facteurs s'est traduite par une baisse des ratios réglementaires comme suit :

- Tier1 : -0,58% en revenant de 9,05% à 8,47% pour un seuil réglementaire de 7%.

- Ratio de solvabilité : -1,35% en revenant de 13,48% à 12,13% pour un seuil réglementaire de 10%.

Nonobstant ces régressions, la Banque continue à disposer de matelas confortables de fonds propres:

- 139 MD au titre du ratio de solvabilité global.
- 96 MD au titre du ratio Tier 1.

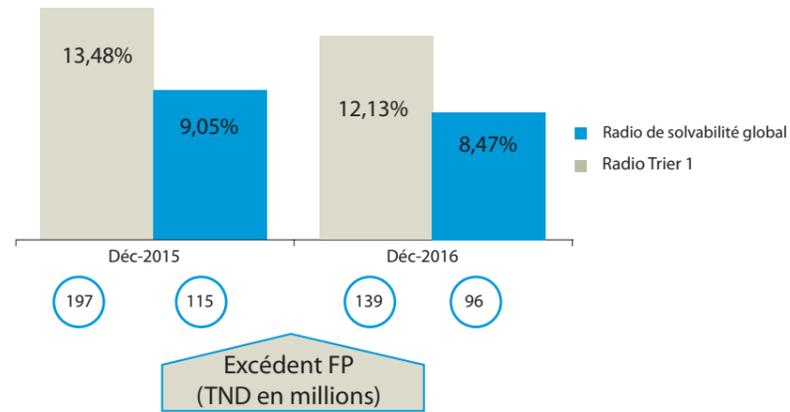
TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Fonds propres nets de base	510,2	555,3	45,1	8,8%
Fonds propres complémentaires	250,4	240,0	-10,4	-4,2%
Total Fonds propres	760,6	795,3	34,7	4,6%
Total risques encourus	5 640,2	6 558,9	918,7	16,3%
Ratio de solvabilité global	13,48%	12,13%		
<i>Minimum réglementaire</i>	10%	10%		
Ratio TIER 1	9,05%	8,47%		
<i>Minimum réglementaire</i>	7%	7%		

4. Liquidity Coverage Ratio (LCR)

Malgré la baisse constatée au niveau des actifs

liquides de haute qualité (-379 MD), le niveau du LCR mensuel, mesuré par le rapport entre les actifs liquides de haute qualité et les sorties nettes

Ratios de solvabilité



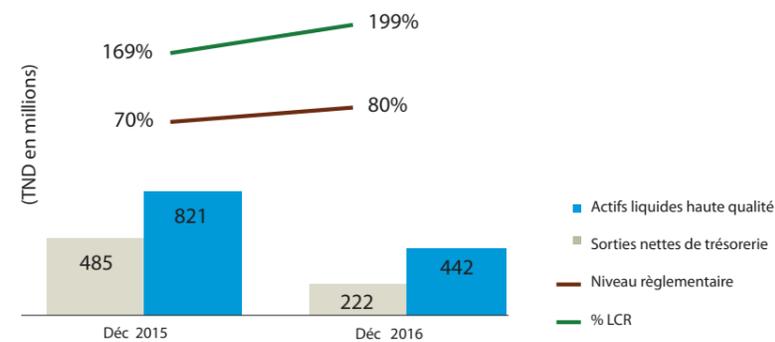
de Trésorerie, a connu une amélioration de 30,1 points de pourcentage pour se situer à 199,3% à fin décembre 2016 contre 169,4 % au terme du mois de décembre 2015 et ce, sous l'effet de la diminution des sorties nettes de trésorerie [-263MD].

5. Ratio de Liquidité

Défini comme étant le rapport entre les actifs réalisables et les passifs exigibles, le ratio de liquidité s'est établi à 116,7% à fin 2016, soit en dessus du seuil réglementaire exigé (100%).

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Sorties nettes de trésorerie	485,0	222,0	(263)	-54, %
Actifs liquides haute qualité	821,0	442,0	(379)	-46, %
% LCR	169%	199%		
Niveau réglementaire	70%	80%		

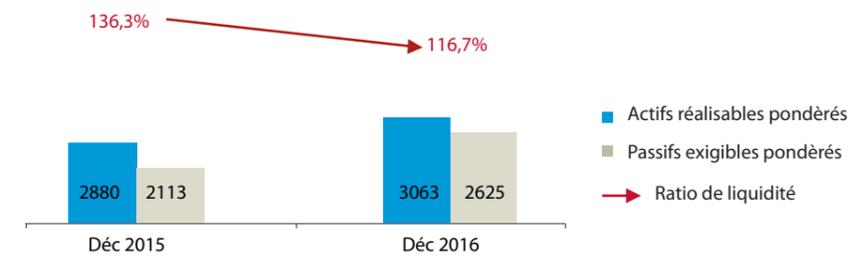
Evolution du ratio de liquidité LCR



6. Liquidités et équivalents de liquidités

Sur la base des flux de trésorerie, les liquidités et équivalents de liquidités se sont repliés en revenant de 157 MD à un niveau négatif de [-342,4 MD] au terme de l'exercice 2016, affichant ainsi une régression de 499,3 MD.

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Actifs réalisables pondérés	2 879,7	3 063,4	183,7	6,4%
Passifs exigibles pondérés	2 113,4	2 624,5	511,1	24,2%
Ratio de liquidité	136,3%	116,7%		
Minimum réglementaire	100%	100%		

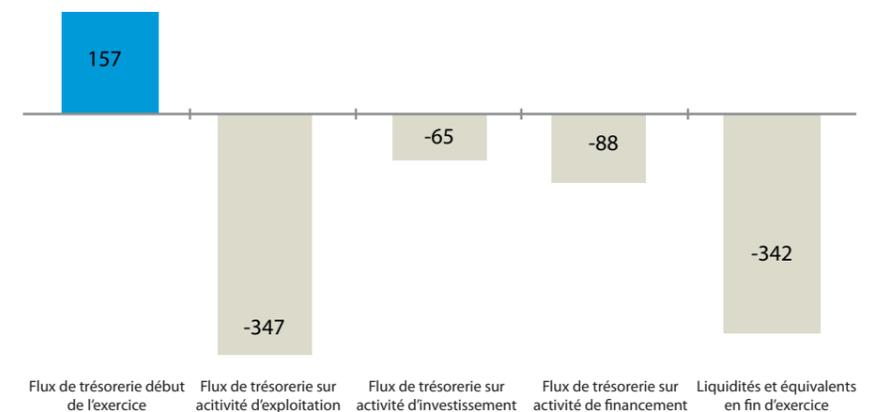


Cette situation a essentiellement caractérisé les flux provenant de l'activité de financement (l'exercice 2015 ayant connu l'opération d'augmentation de capital).

Amélioration tangible observée au niveau de l'ensemble des soldes intermédiaires de gestion permettant de rompre avec la tendance baissière et d'inverser la courbe des performances

Indicateurs de résultats

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Flux de trésorerie sur activité d'exploitation	(172)	(347)	(174,8)	102%
Flux de trésorerie sur activité d'investissement	7	(65)	(71,8)	
Flux de trésorerie sur activité de Financement	711	(88)	(798,9)	
Variation nette des liquidités	546,1	(499,4)	(1 045,5)	(191,%)
Flux de trésorerie début de l'exercice	(389)	157	546,2	(140,%)
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	156,9	(342,4)	(499,3)	(318,%)



• **Produit Net Bancaire**

A fin décembre 2016, le Produit Net Bancaire s'est établi à 309,6 MD, en progression de 39,9 MD ou 14,8% par rapport à son niveau de l'exercice 2015.

L'évolution relevée a concerné toutes ses composantes :

- Les commissions nettes : +15,8 MD ou 30,5%, touchant les différentes rubriques et principalement celles perçues au titre des études de dossiers de crédit et de la tenue de compte;
- La marge nette d'intérêts : +7,9 MD ou 5,2%,

attribuée en grande partie à la baisse des charges d'intérêts de 16,4 MD;

- Les revenus des titres de l'Etat & opérations financières: +15,5 MD ou 30,8%;
- Les revenus du portefeuille titres d'investissement: +0,7 MD ou 4,8%.

La structure du PNB demeure marquée par la prédominance de l'activité d'intermédiation avec une part de 52 % avec, toutefois, une amélioration de:

- La contribution de la part des commissions (+2,6 points de pourcentage) pour se situer à hauteur de

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés	382 720	374 209	[8 511]	[2,2%]
Intérêts courus et charges assimilées	(230 566)	(214 177)	16 389	[7,1%]
Marge nette d'intérêts	152 154	160 032	7 877	5,2%
Commissions reçues	55 694	71 548	15 854	28,5%
Commissions payées	(3 877)	(3 919)	[42]	1,1%
Commissions nettes	51 817	67 629	15 812	30,5%
Gains sur portefeuille titres commercial	32 683	44 438	11 755	36,0%
Gains sur opérations de change	17 496	21 196	3 700	21,1%
Revenus du portefeuille titres d'investissement	15 544	16 287	743	4,8%
Autres produits	65 723	81 920	16 198	24,6%
Produit net bancaire	269 694	309 581	39 887	14,8%

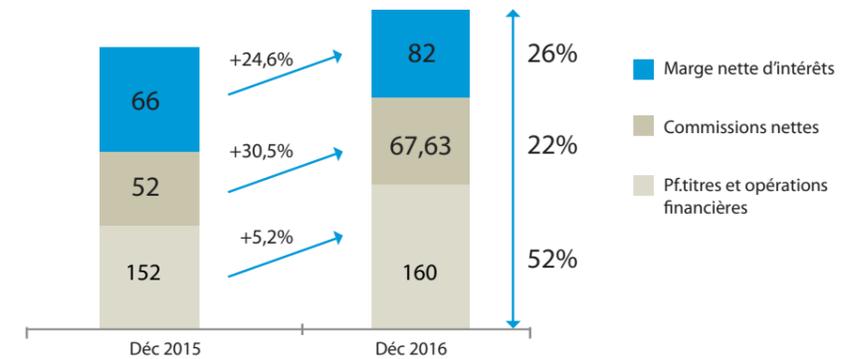
21,8 % du Produit Net Bancaire;

- La contribution des revenus générés par le portefeuille titres commercial et d'investissement, établie à 26,5% en 2016 contre 24% en 2015.

Évolution des Composantes du PNB

1. **La Marge Nette d'Intérêts (MNI)** s'est inscrite en hausse, passant de 152,2 MD à fin 2015 à 160,0 MD au terme de l'exercice 2016, en progression de 7,9

Structure du PNB (TND en millions)



MD. Cette progression aurait dû être plus importante n'eût été l'effet mix défavorable de la baisse du taux moyen du marché monétaire.

due à un fléchissement du recours de la Banque au refinancement sur le marché monétaire et interbancaire.

2. **Les commissions nettes** se sont accrues de 15,8 MD ou 30,5% durant la période d'analyse pour totaliser 67,6 MD à fin décembre 2016. Cette hausse a concerné, particulièrement, les commissions

La marge sur opérations interbancaires a enregistré une amélioration de 5,8 MD ou 33%

Analyse de la marge nette d'intérêts

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés	382 720	374 209	(8 511)	(2,2%)
Intérêts et charges assimilées	(230 566)	(214 177)	16 389	(7,1%)
Marge nette d'intérêts sur opérations interbancaires	(17 843)	(12 006)	5 837	(33%)
Marge nette d'intérêts sur opérations avec la clientèle	180 045	176 176	(3 869)	(2%)
Marge nette d'intérêts sur autres opérations	(10 048)	(4 138)	5 910	(59%)
Marge	152 154	160 032	7 877	5,2%
PNB en % du PNB	269 694	309 581		
Marge nette d'intérêts	56,4%	51,7%		
Marge nette d'intérêts sur op. trésorerie et interbancaires	[7%]	[4%]		
Marge nette d'intérêts sur op. avec la clientèle	67%	57%		
Marge nette d'intérêts sur autres opérations	[4%]	[1%]		

perçues sur la tenue de compte et les études de dossiers de crédit.

29% à fin 2015 à 28% à fin 2016.

Les commissions nettes demeurent en grande partie concentrées autour de l'activité «Gestion de comptes» avec une part de 54 %. La part revenant à l'activité Financement est passée, quant à elle, de

3. **Les gains sur portefeuille titres commercial** les gains sur portefeuille titres commercial ont marqué une progression remarquable de 11,8 MD ou 36%

pour passer, durant la période d'analyse, de 32,7 MD à 44,4 MD.

La hausse significative de ces revenus s'explique par l'accroissement du portefeuille moyen des Bons du Trésor géré pour le propre compte de la Banque.

La contribution du portefeuille titres commercial dans la formation du PNB global s'est, ainsi, améliorée, passant de 12,1% à 14,4%.

TND en millions	déc-15	déc-16	Variation	%
Intérêts	29,6	59,3	29,7	100%
intérêts sur BTCT	6,9	1,6	- 5,4	-77%
Intérêts sur BTA	22,7	57,8	35,1	154%
Marge nette	3,1	- 14,9	- 17,9	-588%
Total	32,7	44,4	11,8	36%

4. Les gains nets sur opérations de change ont augmenté de 3,7 MD ou 21,1 % en passant de 17,5 MD à 21,2 MD de décembre 2015 à décembre 2016. La progression relevée a caractérisé le résultat de :

- change à terme sous l'effet de la baisse des charges sur les opérations à terme;
- change au comptant qui a enregistré une hausse de 1,9 MD par rapport à son niveau de fin décembre 2015.

0,7 MD ou 5 % par rapport à leur niveau à fin 2015 en totalisant 16,3 MD à fin 2016.

L'accroissement enregistré a caractérisé essentiellement les produits sous forme :

- d'intérêts sur titres d'investissement obligataires : + 0,9 MD ;
- de dividendes de participations: + 0,2 MD pour atteindre un total de 9 MD à fin 2016.

5. Les Revenus sur portefeuille titres d'investissement les revenus sur portefeuille titres d'investissement ont légèrement progressé de

En revanche, les revenus sur fonds Sicar ont affiché une baisse de 0,4 MD.

TND en milliers	déc-15	déc-16	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	5 900	6 778	879	15%
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participations	9 644	9 508	(136)	(1%)
REVENUS DES FONDS SICAR	831	464		
REVENUS SUR TITRES DE PARTICIPATIONS	8 813	9 044	231	3%
Revenus du portefeuille titres d'investissement	15 544	16 287	743	5%

• Résultat brut d'exploitation

Par référence à l'amélioration du PNB (+14,8%) et à l'accroissement des charges opératoires (+12,3%), le Résultat Brut d'Exploitation a progressé de 23,1 MD ou 16,8% pour s'établir, au terme de l'exercice 2016 à 160,6 MD contre 137,5 MD à fin 2015.

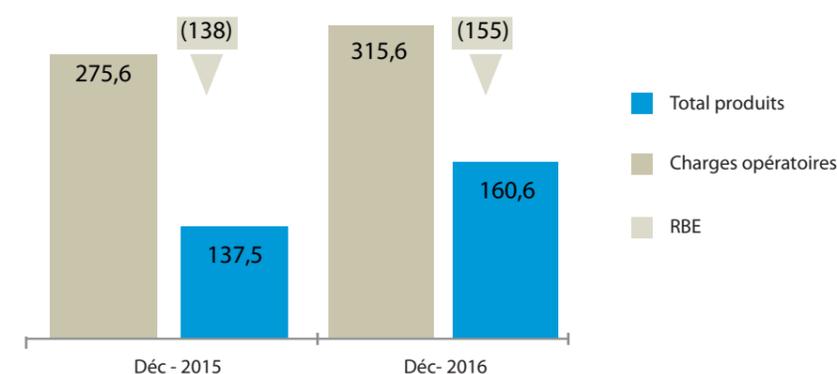
Le total des charges opératoires (majoritairement composées des frais de personnel) a augmenté de 17 MD ou 12,3% pour passer de 138,1 MD à 155,1 MD de décembre 2015 à décembre 2016. Cette variation se ventile comme suit:

• Masse salariale : + 7,5 MD ou 7,1%, Cet accroissement est expliqué principalement par le coût du recrutement opéré durant le 3ème trimestre 2016, des effets de promotions de fin d'année et de l'augmentation légale des salaires;

• Charges générales d'exploitation : +8,6 MD ou +34,5% et a concerné les frais de sous-traitance.



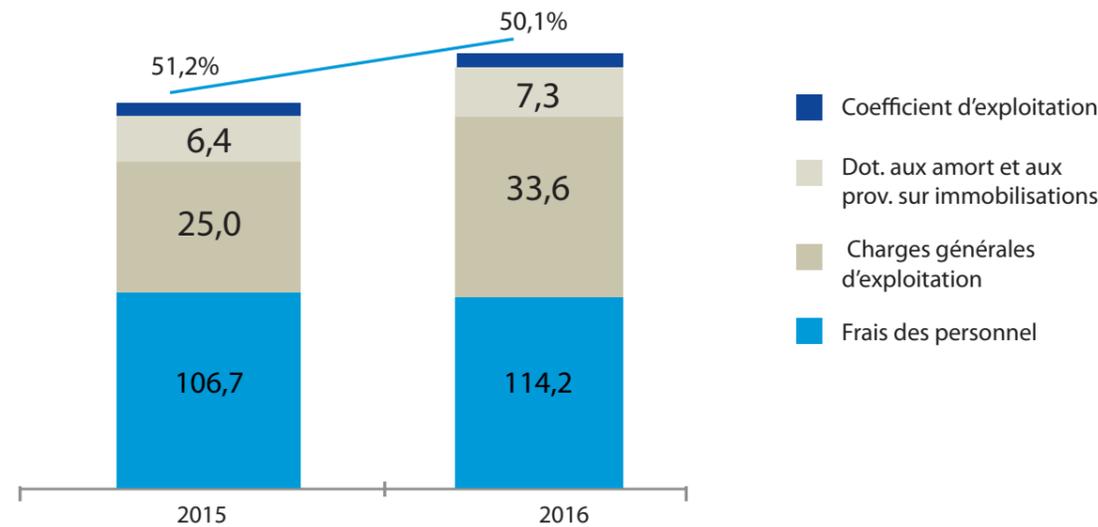
Evolution du RBE (TND en millions)



TND en milliers	déc-15	déc-16	Variation	%
Produit net bancaire	269 694	309 581	39 887	14,8%
Autres produits d'exploitation	5 899	6 058	159	3%
Produits nets d'exploitation	275 593	315 639	40 046	14,5%
Frais de Personnel	(106 672)	(114 219)	(7 547)	7,1%
Charges générales d'exploitation	(24 992)	(33 605)	(8 613)	34,5%
Dot. aux amor. et aux provisions sur immobilisations	(6 443)	(7 253)	(809)	13%
Charges opératoires	(138 108)	(155 078)	(16 969)	12,3%
Résultat brut d'exploitation	137 484	160 561	23 077	16,8%

Par référence à ce qui précède, le coefficient d'exploitation s'est amélioré en revenant de 51,2% en décembre 2015 à 50,1% en décembre 2016.

Structure des charges d'exploitation (TND en millions)



Coût de risques

Les dotations nettes aux provisions ont porté sur un volume de 117,4 MD se détaillant comme suit:

- Dotations nettes additionnelles correspondant au coût de conservation des créances ayant séjourné 3 ans et plus au niveau des classes de risque 4&5: 70,4 MD;
- Dotations nettes sur activité récurrente: 8,3 MD;

- Dotations nettes pour risques & charges: 23,9 MD qui englobent des provisions pour la couverture des pensions et des indemnités de départ volontaire à la retraite (24,4 MD).
- Dotations pour la couverture des dépréciations des titres d'investissement : 12,2 MD, liées en grande partie à l'opération de restructuration de la TFB.

TND en milliers	déc-15	déc-16	Variation	%
Dotations aux provisions sur créances	(55 859)	(44 563)	11 296	-20%
Reprises de provisions sur créances	42 746	34 689	(8 058)	-19%
Dotations aux provisions additionnelles	(85 176)	(77 973)	7 203	-8%
Reprises de provisions additionnelles	10 847	7 589	(3 258)	-30%
Reprises d'agios sur créances abandonnées	543	-	(543)	-100%
Créances passées par pertes	(1 677)	(1 111)	566	-34%
Dot. Prov nettes pour dépréciation des créances clients	(88 576)	(81 369)	7 207	-8%

S'agissant du coût de risques sur portefeuille titres, il a régressé de 3,5 MD en passant de 15,7 MD à fin 2015 à 12,2 MD à fin 2016.

TND en milliers	déc-15	déc-16	Variation	%
Dot. prov. dépréciation du portefeuille d'investissement	(14 663)	(3 925)	10 738	-73%
Reprises sur prov. dépréciation du pf. d'investissement	2 211	23 285	21 074	953%
Dot. prov. dépréciation fonds gérés	(5 698)	(1 022)	4 676	-82%
Reprises sur provisions sur fonds gérés	859	1 523	664	77%
+/- values de cession du portefeuille d'investissement	1 565	(32 042)	(33 608)	-2147%
Pertes sur fonds SICAR	-	(5)	(5)	
Dot. prov et résultat des corrections de valeurs sur pf. d'investissement	(15 726)	(12 186)	3 540	-23%

Compte tenu de la constatation de la couverture des coûts liés au plan d'assainissement social de 24,4 MD, la variation des dotations aux provisions entre 2015 et 2016 est donnée par le tableau suivant:

TND en milliers	déc-15	déc-16	Variation	%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(85 819)	(105 231)	(19 412)	23%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(15 726)	(12 186)	3 540	(22,5%)
Coût du risque total	(101 545)	(117 417)	(15 872)	16%

Résultat Net

le résultat net relatif à l'exercice 2016 s'est établi à 40,5 MD, en progression de 7,5 MD ou 22,6% par rapport à son niveau en 2015.

TND en milliers	déc-15	déc-16	Variation	%
Produit Net Bancaire	269,7	309,6	40	14,8%
Produits nets d'exploitation	275,6	315,6	40	14,5%
Charges opératoires	(138,1)	(155,1)	(17)	12,3%
Résultat brut d'exploitation	137,5	160,6	23	16,8%
Coût de risques net	(101,5)	(117,4)	(16)	15,6%
Résultat d'exploitation	35,9	43,14	7	20,0%
solde en gain/perte autres éléments ordinaires	(1,9)	(1,5)	0	(18,8%)
Impôts sur les sociétés	(1,0)	(1,1)	(0)	7,3%
Impôts et contributions conjoncturelles	-	(0,0)	(0)	
Résultat net de la période	33,04	40,518	7,5	22,6%

CONTRÔLE INTERNE

Renforcement continu en vue de l'adoption des normes baloises...

Toujours dans la continuité de la mise en application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 2006-

19 du 28 novembre 2006 et de la loi bancaire n° 48-2016 du 11 juillet 2016 et après l'adoption d'un nouveau mode de gouvernance en 2015 dissociant les fonctions du Président du Conseil d'Administration et du Directeur Général, la STB a poursuivi le renforcement de son système de contrôle interne par la réalisation des actions diverses suivantes:

Contrôle des opérations et des procédures

Concernant le contrôle permanent des activités, la Banque dispose dans son organigramme des principales structures de contrôle suivantes :

- Direction du Contrôle de Gestion ;
- Direction du Contrôle des Engagements ;
- Direction du Contrôle Comptable ;
- Direction du Contrôle Réglementaire, Comptable et des Opérations Décentralisées (pour les opérations en devises et du bancaire étranger);
- Direction du Suivi et du Contrôle des Opérations Décentralisées du Juridique ;
- Direction du Suivi et du Contrôle des Opérations Décentralisées du Contentieux ;
- Direction de la Réalisation des Crédits et du Contrôle des Opérations Décentralisées ;
- Direction des Services Communs (service sécurité pour les personnes, les biens, les valeurs...).

Afin de consolider l'activité de contrôle au sein de la Banque, les attributions de ces directions seront davantage renforcées dans le cadre du projet de mise en place d'un dispositif de contrôle permanent.

De même et en application des dispositions légales et réglementaires, la STB s'est dotée d'une structure permanente chargée du contrôle de la conformité dont la mission principale est :

- de veiller au respect des lois et règlements relatifs à l'activité bancaire ;
- d'identifier et d'évaluer les risques de non-conformité aussi bien à la réglementation interne qu'externe liée à l'activité bancaire ;
- d'assurer un rôle de supervision des travaux de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

- de veiller au respect, par les employés, du code de bonne conduite et de les former au sujet de l'éthique et la déontologie bancaires.

Aussi, dans le but de renforcer le contrôle de conformité, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la Banque a procédé à :

- L'affectation de nouvelles recrues à l'Organe Permanent de Contrôle de la Conformité;
- la mise en œuvre de l'application «Compliance Reporting Portal (CRP)» développée par Money Gram permettant d'analyser les transferts de fonds via Money Gram et la surveillance des transactions suspectes ;
- La formation des nouvelles recrues sur la procédure de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- La préparation d'un projet de note de procédures permettant la mise en application de la loi FATCA.

Outre ces départements, la Banque est dotée des organes de contrôles périodiques traditionnels à savoir :

- Une Direction de l'Inspection Générale.
- Une Direction de l'Audit Interne.

Ces deux structures, qui veillent au respect de la réglementation en vigueur et des procédures internes et émettent des recommandations pour améliorer l'efficacité des systèmes de gestion, relèvent de la Direction Centrale du Contrôle Général qui est rattachée au Directeur Général.

Elles assurent leurs missions en toute indépendance soit sur la base de plannings d'intervention annuels dûment approuvés, soit sur instruction de la Direction Générale ou des comités relevant du Conseil d'Administration, à savoir le Comité Permanent d'Audit Interne, le Comité des Risques et le Comité

de Nomination et de Rémunération en vue d'un recadrage de leurs missions et d'une amélioration de la fréquence de leurs réunions.

Organisation comptable et traitement de l'information

A l'issue de la finalisation de la mise en œuvre des différents modules du noyau du nouveau système d'information, la STB a entrepris la mise en exploitation progressive de certaines applications informatiques afin de s'interférer principalement avec ce noyau.

Ces applications informatiques couvrant certains métiers de la Banque, à savoir la gestion de la trésorerie, le bancaire étranger, la monétique et la gestion des participations, rentrent dans le cadre des chantiers du business plan relatifs à la restructuration de la Banque.

Elles permettront à la Banque de disposer d'un système d'information plus homogène notamment après la mise en œuvre des applications «Agence» et «Engagements» dans la mesure où les composants essentiels sont conçus par le même éditeur du noyau du système d'information.

Sur le plan de la sécurité physique des locaux et des données, la STB a entrepris la mise en œuvre des projets structurants d'infrastructure hardware et réseau :

• Site de secours :

Le site de secours externalisé est actuellement opérationnel pour l'annuaire d'entreprise et le courrier électronique, le transfert des autres données et applications informatiques est en cours.

Ce site est un plan permettant à l'activité de fonctionner normalement en cas de panne informatique et de sauvegarder les données dans un centre situé dans un endroit autre que le siège.

• Vidéo-surveillance :

Afin de se conformer aux exigences de sécurité telles que dictées par la BCT, un projet a été lancé

pour équiper le siège social de la Banque, les immeubles annexes, les directions régionales, les agences, les dépôts d'archives, les bureaux de change et les locaux DAB de la Banque d'un système de vidéosurveillance.

• Mesure, surveillance et maîtrise des risques

- Les trois Directions chargées de la gestion des risques, à savoir la Direction de Surveillance et de Suivi du Risque de Crédit, la Direction de Surveillance et de Suivi des Risques Opérationnels et la Direction de Surveillance et de Suivi des risques de marché, ont été dotées de nouvelles recrues afin de les rendre opérationnelles et d'activer la mise en œuvre de la gestion des risques au sein de la Banque..

- Chacune de ces directions a arrêté une feuille de route pour l'instauration progressive des systèmes d'analyse, de mesure et de surveillance des risques liés aux divers métiers lui revenant.

• Système de documentation et d'information

- Les rapports établis à la suite des contrôles effectués dans le cadre de la vérification périodique sont communiqués à l'Organe de direction et au Comité Permanent d'Audit Interne. Ces rapports sont tenus à la disposition des Commissaires aux comptes et de la Banque Centrale de Tunisie.

- La Banque élabore, une fois par an, un rapport sur les conditions dans lesquelles le contrôle interne est assuré. Ce rapport est communiqué au Comité Permanent d'Audit Interne et au Conseil d'Administration ainsi qu'aux Commissaires aux comptes et à la Banque Centrale de Tunisie.

- La Banque est dotée d'une politique en matière de communication financière qui est en cours de formalisation.



Développement Commercial

Nouvelle dynamique basée sur la maîtrise des données et la connaissance client.

Le développement de l'activité commerciale a représenté l'un des axes prioritaires de la stratégie 2016-2020. Plusieurs chantiers ont été mis en place dans l'objectif d'identifier de nouvelles pistes de développement, de fidéliser les clients et d'en prospecter de nouveaux. Cette démarche a donné lieu à une nouvelle segmentation de la clientèle et à l'enrichissement et la différenciation de l'offre la ciblant après la réalisation d'un benchmark des produits et services offerts par la concurrence.

Les nouveaux produits créés en 2016 sont :

- la carte «Visa-Platinum Business» nationale et internationale ;
- le crédit «Eudes Supérieures» ;
- les deux packs «Avicenne» et «Ibn Jazzar» ;
- les deux produits de bancassurance «Assistance voyage» et «Assurance incendie».

Conformément à l'approche préconisée depuis plusieurs années, de nouvelles conventions de crédits ont été signées avec 10 importantes relations, permettant de fidéliser leur personnel. Ainsi, les crédits conventionnés ont augmenté en 2016 de 188 %, atteignant 294,767 millions de dinars.

Dans le cadre de sa politique de proximité et conformément à son business plan, la STB a réalisé son programme d'ouverture de nouvelles agences avec 7 agences implantées à Ezzahra, Hammamet Medina, Gafsa, Chenini Gabès et Sfax Chihia, Thyna et Lafrane.

Le concept «Agence Boutique» a été développé en 2016 et les travaux d'aménagement et de conception de mobilier des deux agences Ennasr et la Soukra selon ce nouveau concept seront réalisés début 2017.

La STB a aussi renforcé sa présence médiatique tant au niveau des médias classiques que sur les réseaux sociaux.

La nouvelle stratégie adoptée confère à la STB une plus grande responsabilité sociale et

environnementale et différentes activités seront réalisées lors de son application. En 2016, la Banque a participé à plusieurs manifestations économiques, sociales, culturelles et universitaires. Elle a aussi accordé des subventions à des associations humanitaires, caritatives et estudiantines.

En vue de renforcer sa relation avec ses clients, la Banque s'investit de plus en plus dans le digital, anticipant leurs besoins et misant sur la sécurité et la conformité.

Déjà en Février 2016, la STB a reçu le trophée de la meilleure solution mobile innovante remis par l'APTBEF lors de la cinquième édition du «Droidcon Tunisie». La Banque veille à enrichir davantage les services mis à la disposition de ses clients dans l'objectif final de passer à un modèle de distribution omni-canal.

Modernisation de la Banque

Démarrage de la transformation digitale de la Banque...

La stratégie 2016-2020 stipule une simplification et une optimisation du processus opérationnel. L'automatisation permet de se consacrer aux tâches à forte valeur ajoutée et de réduire les délais de traitement (dématisation, automatisation des processus d'instruction des dossiers clients (Workflow))...

La refonte du Back Office est en cours afin que le Système d'Information puisse fournir des interactions digitales en temps réel, un suivi et une traçabilité.

Pour réussir cette mutation, la STB investit dans les architectures informatiques et les outils numériques. Elle est en voie de se doter d'un système d'information performant qui lui permettra d'exécuter sa stratégie ambitieuse. Ainsi, la Banque contribuera à la mise en place progressive d'un Global Banking purement tunisien qui pourrait être exportable tout en le faisant bénéficier d'un savoir-faire STB.

Dans ce cadre, des projets et actions ont été engagés en 2016 concernant :

- Les travaux de mise en place des applications «Agence» et «Engagement» ;
- L'acquisition d'une solution intégrée pour la gestion des produits monétiques ;
- La réalisation d'un portail pour le personnel ;
- Le développement et la mise en place du nouveau Système d'échange électronique des obligations cautionnées avec la prise en charge de la signature électronique ;
- La mise en place des modules de comptabilisation de la gestion filiale et participations (Pro-Invest).

Au niveau de l'architecture du Système d'Information, une solution de haute disponibilité a été mise en place pour :

- La disponibilité des bases de données sans interruptions ;
- La récupération d'urgence de ces données via un site distant.

Dans le cadre de sa transformation digitale, la Banque a entamé la mise en place d'un data analytics.

Concernant le réseau des agences, la Banque a procédé au remplacement des supports Cuivre MPLS par la fibre optique qui offre plus de fiabilité et de performance. Un E-espace a été prévu par le concept «Agence boutique» et est déjà fonctionnel dans les nouvelles agences La Soukra et Ennasr.

Ressources Humaines

Forte implication du personnel dans la restructuration de la Banque...

Dans le cadre de l'axe «Excellence des Ressources humaines» relatif à la nouvelle stratégie qui appréhende la dimension humaine comme un levier de développement, d'importantes actions ont été réalisées en 2016, notamment :

- La réalisation du programme de recrutement dont l'objectif est d'attirer les meilleurs potentiels pour répondre aux besoins recensés des différents métiers et de rajeunir la pyramide des âges ;

- La mise en place des conditions nécessaires au lancement de l'opération d'assainissement social ;
- La définition d'un nouveau plan de communication interne ;
- La révision des critères de l'évaluation en vue de motiver et d'améliorer la performance ;
- La régularisation de la situation juridique de l'Académie STB.

L'effectif de la Banque s'est élevé à 2141 employés à fin 2016 contre 1898 en 2015. Le réseau des agences en compte 1226, soit 57,3% et le taux d'encadrement est de 35,12%. L'opération de recrutement de 348 nouveaux collaborateurs a été réalisée en Septembre et 80% des recrues ont été affectées dans les agences, ce qui permettra à la Banque de rehausser rapidement son efficacité commerciale.

Une transformation culturelle des Ressources humaines a été engagée en 2016. Ainsi, dans le cadre de l'implémentation de la stratégie, un programme d'accompagnement et de coaching a concerné 300 cadres en vue d'établir un nouveau leadership model, les initiant aux comportements ciblés en référence aux valeurs de la Banque : «Engagement, Responsabilité, Loyauté, Confiance et Performance». Ces managers pourront conduire et accompagner la transformation stratégique de la Banque.

Les nouveaux employés ont également bénéficié de plusieurs cycles de formation relatifs aux différents métiers de la Banque.

En 2016, les actions de formation ont globalement concerné 974 employés en intra et 106 en inter ; tandis que 23 employés ont été inscrits à des formations diplômantes.

En 2016, la STB a œuvré à promouvoir la qualité de sa politique sociale en vue d'assurer un climat social sain et propice à l'épanouissement personnel et au développement durable. Elle a assuré les prestations relatives à la sécurité sociale et l'assistance médicale, la couverture des risques, le soutien financier et l'organisation des activités culturelles et de loisirs par l'Amicale du Personnel ainsi que les activités sportives.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Focalisation sur la réussite des prochaines dates clés de STB 2020.

L'avenir de la STB est basé sur la réussite de sa stratégie ambitieuse STB2020. Cette nouvelle stratégie, articulée autour de 13 axes stratégiques (8 axes de performance et 5 axes de moyens) a été mise en exécution au début du mois de juillet 2016 et préconise trois phases d'impact:

- Une première phase de mise à niveau: inversement de la courbe de performance à l'horizon 2016;
- Une deuxième phase d'accélération: reprendre une croissance rentable et durable à partir de 2018;
- Une troisième phase de décollage: remonter sur le podium à partir de 2020 et réaliser la mission de la stratégie:

«Redevenir la banque performante locomotive de l'économie tunisienne».

Les différents axes stratégiques comportent chacun un ensemble de chantiers homogènes et couvrent l'ensemble des domaines d'activité de la Banque.

L'aboutissement de cette stratégie passe inéluctablement par la mise en œuvre de réformes

structurelles de fond dont le fruit sera tangible à moyen terme. Ces réformes se répartissent en:

Réformes de moyens:

- La mise en place progressive d'un Global-Banking «100% made in Tunisia» avec l'étroite collaboration de BFI;
- L'acquisition d'une nouvelle solution monétique;
- La restructuration sociale: rajeunissement des ressources humaines et plan de départ volontaire à la retraite.

Réformes de modes de gestion:

- La mise en place d'un système de notation interne visant à améliorer la qualité de l'actif de la Banque;
- L'ingénierie financière adaptant des mécanismes de financement pour soutenir les clients en difficulté en collaboration avec les consultants;
- La transformation digitale et l'innovation qui permettront à la Banque d'être au diapason de l'ère de la décision basée sur l'analyse des données.

Parallèlement, une des préoccupations majeures de la Banque consiste à mettre en place un programme de traitement des créances compromises touristiques, qui constitue un levier de croissance très important.

A ce titre, la Banque a conçu une approche associant les professionnels, l'association professionnelle des banques (APBTBEF) et la Fédération Tunisienne du Tourisme (FTH) pour proposer à l'Etat un plan Marshall permettant le redressement du secteur du tourisme.

Ce programme comporte trois étapes (diagnostic sectoriel, assainissement puis phase de suivi et de développement) et vise la concrétisation des objectifs suivants:

- Assister nos clients en difficulté en synergie avec les bureaux d'études et les consultants dans leurs œuvres de redressement;

- Agir pour donner toutes les chances aux sociétés mises en difficulté par la conjoncture économique et sociale;

- Apporter, en collaboration avec la Fédération Tunisienne du Tourisme et l'APTBEF, notre savoir-faire en matière d'ingénierie financière;

- Supporter un risque raisonnable à court terme et contribuer au redressement du secteur pour en partager les fruits à moyen terme.





ÉTATS FINANCIERS

ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

BILAN
ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN
ÉTAT DE RÉSULTAT
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

BILAN AU 31/12/16

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ARRÊTÉ AU 31/12/2016

(en milliers de dinars)

ACTIF	Notes	31-12-2016	31-12-2015
AC1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP ET TGT	5.1	279 765	229 512
AC2- Créances sur les établissements bancaires et financiers	5.2	301 566	235 090
AC3- Créances sur la clientèle	5.3	5 557 026	5 341 440
AC4- Portefeuille titres commercial	5.4	1 066 542	814 370
AC5- Portefeuille d'investissement	5.5	354 612	299 204
AC6- Valeurs immobilisées	5.6	99 183	88 049
AC7- Autres actifs	5.7	620 538	685 941
TOTAL ACTIF		8 279 232	7 693 606
PASSIF			
PA1- Banque centrale et C.C.P	5.8	827 873	312 780
PA2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	5.9	83 052	87 624
PA3- Dépôts et avoirs de la clientèle	5.10	5 443 231	5 285 081
PA4- Emprunts et ressources spéciales	5.11	354 291	444 035
PA5- Autres passifs	5.12	834 180	868 424
TOTAL PASSIF		7 542 627	6 997 943
CAPITAUX PROPRES			
CP1- Capital		776 875	776 875
CP2- Dotation de l'Etat		117 000	117 000
CP3- Réserves		465 131	464 676
CP4- Actions propres		-5 509	-5 478
CP5- Autres capitaux propres		37 324	37 324
CP6- Résultats reportés		-694 734	-727 776
CP7- Résultat de l'exercice		40 518	33 042
TOTAL CAPITAUX PROPRES	5.13	736 605	695 663
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		8 279 232	7 693 606

(en milliers de dinars)

	Notes	31-12-2016	31-12-2015
PASSIFS EVENTUELS			
HB 1 Cautions,avals et autres garanties données		1 141 151	915 848
HB 2 Crédits documentaires		335 555	225 948
HB 3 Actifs donnés en garantie			
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	6.1	1 476 705	1 141 796
ENGAGEMENTS DONNES			
HB 4 Engagements de financements donnés		128 194	76 531
HB 5 engagements sur titres		4 933	3 083
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	6.2	133 127	79 614
ENGAGEMENTS REÇUS			
HB 6 Engagements de financements reçus			
HB 7 Garanties reçues	6.3	1 418 553	1 259 963



ÉTAT DE RÉSULTAT

ARRÊTÉ AU 31/12/2016

(en milliers de dinars)

	NOTES	31-12-2016	31-12-2015
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
PR1- Intérêts et revenus assimilés	7.1	374 209	382 720
PR2- Commissions	7.2	71 548	55 694
PR3- Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	7.3	65 634	50 179
PR4- Revenus du portefeuille-titres d'investissement	7.4	16 287	15 544
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		527 677	504 137
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
CH1- Intérêts encourus et charges assimilées	7.5	-214 177	-230 566
CH2- Commissions encourues		-3 919	-3 877
CH3- Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières		0	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		-218 096	-234 443
PRODUIT NET BANCAIRE			
		309 581	269 694
PR5/CH4- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	7.6	-105 232	-85 819
PR6/CH5- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	7.7	-12 186	-15 726
PR7- Autres produits d'exploitation	7.8	6 058	5 898
CH6- Frais de personnel	7.9	-114 219	-106 673
CH7- Charges générales d'exploitation	7.10	-33 605	-24 992
CH8- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		-7 253	-6 443
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		43 144	35 939
PR8/CH9- Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	7.11	-1 521	-1 872
CH11- Impôts sur les sociétés	7.12	-1 100	-1 025
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		40 523	33 042
PR9/CH10- Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires		-5	0
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		40 518	33 042
Effets des modifications comptables (net d'impôts)		0	0
RÉSULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES		40 518	33 042

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

ARRÊTÉ AU 31/12/2016

(en milliers de dinars)

	Note	31/12/16	31/12/15
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaissés		536 672	499 301
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-212 562	-237 553
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers		-23 137	9 391
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-365 405	152 860
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle		160 044	-43 252
Acquisitions/cessions des titres de placement		-318 949	-414 250
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-114 498	-105 786
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		-6 795	-30 951
Impôts sur les sociétés payés		-2 033	-1 646
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	8.1	-346 660	-171 885
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement		16 494	15 637
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement		-62 981	1 705
Acquisitions / cessions des immobilisations		-18 387	-10 408
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	8.2	-64 874	6 934
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Emissions d'actions		0	756 987
Emissions / Remboursements d'emprunts et ressources spéciales		-87 821	-45 886
Dividendes versés		0	0
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	8.3	-87 821	711 101
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		-499 355	546 150
Liquidités et équivalents en début de l'exercice		156 984	-389 166
Liquidités et équivalents en fin de l'exercice	8.4	-342 374	156 983

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31 DECEMBRE 2016

1. PRESENTATION DE LA BANQUE

La Société Tunisienne de Banque est une société anonyme régie par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers. L'assemblée générale constitutive de la STB date du 18 Janvier 1957. Le capital social de la STB s'élève à 776 875 mDT et il est composé de 155 375 000 actions d'une valeur de 5 dinars chacune,

admise à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la STB est sis à Avenue Hédi Nouira 1001 Tunis. Son réseau comprend 130 agences et 175 Distributeurs Automatique de Billets-DAB.

La structure du capital de la Banque se présente au 31 Décembre 2016 comme suit :

En milliers de dinars

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en mDT	% du Capital
A/ACTIONNAIRES TUNISIENS	153 376 475	766 880	98.71%
L'ETAT TUNISIEN	111 160 004	555 800	71.54%
ENTREPRISES PUBLIQUES	18 408 461	92 042	11.85%
PERSONNES MORALES PRIVEES	11 098 889	55 494	7.14%
RACHAT PAR LA BANQUE DE SES TITRES	140 845	704	0.09%
PERSONNES PHYSIQUES	12 568 276	62 841	8.09%
B/ACTIONNAIRES ETRANGERS	1 998 525	9 995	1.29%
PERSONNES MORALES	1 773 277	8 866	1.14%
PERSONNES PHYSIQUES	225 948	1 130	0.15%
Total	155 375 000	776 875	100.00%

2. REFERENCIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers de la Société Tunisienne de Banque «S.T.B.» arrêtés au 31 Décembre 2016 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les Normes Comptables (NCT 21, 22, 23, 24 et 25) relatives aux établissements bancaires.

3. BASES DE MESURES ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUES

Les états financiers de la «S.T.B.» sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1 Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des débloquages des fonds pour leur valeur nominale.

3.1.2 Comptabilisation des crédits à la clientèle

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

3.1.3 Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clôt au 31 Décembre 2016 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe B2, B3 et B4), au sens de la circulaire de la «B.C.T» n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste «Créances sur la clientèle». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe A) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe B1) au sens de la circulaire de la «B.C.T» n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus à l'exception des intérêts des crédits traités dans le cadre de la nouvelle circulaire BCT N°2011-04.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère «gel du compte». Seuls les agios sur les comptes gelés sont réservés.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

3.1.4 Comptabilisation des intérêts de retard

Les intérêts de retard sont constatés par la «S.T.B.» lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.

Toutefois, et suite à la mise en place depuis 2007 du nouveau progiciel du contentieux «IMX», une partie des intérêts de retard a été calculée, réservée et comptabilisée pour un montant de 590 189 mD.

3.1.5 Provisions sur engagements

i. Provisions individuelles

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la «B.C.T» n° 91-24, telle que modifiée par les circulaires de la «B.C.T» n° 93-23 et n° 99-04, qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

A : actifs courants	0%
B1 : actifs nécessitant un suivi particulier	0%
B2: actifs incertains	20%
B3: actifs préoccupants	50%
B4: Actifs compromis	100%

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique «Autres postes des passifs».

ii. Provisions collectives

En application de l'article 10 bis (nouveau) de la circulaire 91-24 du 17 décembre 1991 telle que

modifiée par les textes subséquents et notamment la circulaire 2012 -20 du 6 décembre 2012, la STB a constitué, des provisions à caractère générale dites «Provisions Collectives» en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

Pour la détermination du montant de cette provision, la banque a retenu la méthodologie référentielle annexée à la circulaire 91-24 qui prévoit les étapes suivantes :

- Regroupement des engagements classés 0 et 1 en groupes homogènes par secteur d'activité ;
- Calcul du taux de migration moyen pour chaque groupe qui correspond aux risques additionnels du groupe de l'année N par rapport aux engagements 0 et 1 du même groupe de l'année N-1. Ce calcul a été effectué en éliminant les engagements présentant un profil de risque spécifique à savoir : Clan Ben Ali et entreprises publiques ;
- Détermination du facteur scalaire par groupe de créances reflétant l'aggravation des risques. Il y a lieu de noter que le calcul du facteur scalaire a été effectué compte tenu des engagements du clan Ben Ali et ceux des entreprises publiques étant donné que ces derniers sont également touchés par la conjoncture exceptionnelle observée en 2011 ;
- Estimation des taux de provision à appliquer par groupe de créances et détermination du montant de la provision collective par la multiplication du montant des engagements 0 et 1 par ces trois paramètres.

iii. Provisions additionnelles

En application de la circulaire aux Banques n° 2013-21 du 30 décembre 2013 portant division, couverture des risques et suivi des engagements, la STB a constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou

égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans.
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans.
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

Le risque net est la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'État, des organismes d'assurance et des établissements de crédits ;
- Des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- Des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24.

Mesures exceptionnelles pour le secteur touristique

La BCT a émis une circulaire n°2015-12 en date du 22 juillet 2015 prévoyant des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises du secteur touristique.

Les termes de cette circulaire se résument comme suit :

- Les établissements de crédit peuvent rééchelonner les échéances des années 2015 et 2016 des crédits accordées aux entreprises touristiques. Le remboursement de ces échéances pourrait commencer à partir de l'année 2017 ;
- Les établissements de crédit peuvent accorder de nouveaux crédits exceptionnels remboursables sur 7 ans dont deux années de franchise destinés au financement du

besoin en fonds de roulement des entreprises touristiques pour la période allant du 01 juillet 2015 au 31 décembre 2016.

Le montant de ces crédits ne peut dépasser 10% de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles conformément aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2014.

Ces crédits sont acceptés au refinancement auprès de la BCT.

- Le bénéfice de ces mesures est subordonné à la présentation, par la société en question, d'une demande en l'objet accompagnée des justificatifs de la baisse du chiffre d'affaires d'au moins 30% par rapport à la même période de l'année précédente ;

- Les mesures exceptionnelles ne concernent pas les entreprises en phase de règlement judiciaire conformément aux dispositions de la loi n° 95-34 du 17/04/1995 relative au redressement des entreprises en difficultés économiques ;

- Les établissements de crédit peuvent maintenir la classe de risque au 31 décembre 2014 pour les entreprises qui ont bénéficié des mesures exceptionnelles et geler l'ancienneté au sens de l'article 10 quater de la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 pour les entreprises touristiques qui ont bénéficié des mesures de l'article 1 et l'article 2 de la circulaire BCT n°2015-12.

Au 31 Décembre 2016, et en application de ces règles, la Banque n'a pas constaté une dotation aux provisions additionnelles pour 33 relations du secteur touristique pour un montant de 44 336 KDT.

3.2. Comptabilisation du portefeuille titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

3.2.1 Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque (titres de participation à caractère durable) : Titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenus fixes acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires) ;
- Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés ;
- Les fonds gérés par les sociétés SICAR.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

i. Titres de participation à caractère durable

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

ii. Titres d'investissement.

Les revenus des titres à revenu fixe (obligations) sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

iii. Les titres représentant des participations de financement.

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

iv. Provisions sur participations

Les titres de participation sont évalués à leur valeur d'usage à la date d'arrêt des comptes et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable. Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres cotés,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôteliers,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte

tenu de la plus value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers.

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

3.2.2 Portefeuille titre commercial et revenus y afférents

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transactions : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois (Bons de trésor à court terme).
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

La prime sur titres de placement, soit la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement, est étalée sur la durée résiduelle des titres.

3.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour

le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectuées par la clientèle, et ce conformément à la circulaire n° 91-22.

Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêt.

3.4. Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes.

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs contractés par la Banque et bénéficiant d'une prise en charge, par Tunis Ré, de la perte de change y découlant sont présentés au niveau des états financiers en dinars tunisiens convertis sur la base du cours historique.

Les emprunts en devises dont la «S.T.B» encourt le risque de change sont réévalués à la date d'arrêt aux taux en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes sont portées en résultat.

3.5. Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne 02, relative aux capitaux propres :

Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;

Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;

Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte «Résultats reportés».

3.6. Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change.

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêt. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan «38.391 : Écart de conversion».

3.7. Les valeurs immobilisées et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par la Banque se détaillent comme suit :

- Immeubles	2%
- Matériel de transport	20%
- Mobilier et matériel de bureau	15%
	20% ^(*)
- Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
- Matériel informatique	15%
	33% ^(*)
- Logiciels informatiques	33%
- Agencements, aménagements et installations	10%

(*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1er Janvier 2008.

Toutefois, et par dérogation au principe comptable du coût historique, la Banque a procédé au cours de l'exercice 2000 à la réévaluation des terrains et des constructions. Cette réévaluation a induit une augmentation des capitaux propres pour un montant de 37 324 MD présenté au niveau du poste «Autres capitaux propres».

3.8 Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par la Banque pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (six mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

Un complément de provision est également comptabilisé pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale, en utilisant la même méthode comptable et en se basant sur des estimations de l'espérance de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

Libellé	En milliers de dinars	
	31/12/2016	31/12/2015
Portefeuille titres commercial (bons de Trésor)	1 066 542	814 370
gains sur portefeuille titres commercial (bons de Trésor)	65 634	50 179

4.1.2_ Créance de la STB envers la Tunis-Ré

Les lignes de crédit extérieures sont comptabilisées à la date de déblocage au cours de change de l'opération de vente des devises encaissées, ces lignes de crédit font l'objet d'une couverture de change assurée par la compagnie d'assurance Tunis-Ré. A la date d'échéance, les règlements sont comptabilisés au cours d'achat des devises. En effet, Tunis-Ré doit rembourser à la STB la différence entre le cours historique et le cours à la date du remboursement.

4. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE ET EVENEMENTS POST-CLOTURE

4.1_Faits marquants de la période

4.1.1_Hausse significative de l'encours du portefeuille titres commercial et des revenus y afférents

L'encours du portefeuille titres commercial est composé exclusivement de bons de trésor assimilables.

Cet encours a enregistré une hausse significative de 252 172 mDT soit 30.96%, il est passé de 814 370 mDT au 31 décembre 2015 à 1 066 542 mDT au 31/12/2016.

Par ailleurs, leurs revenus sont passés de 50 179mDT au 31/12/2015 à 65 634mDT au 31/12/2016, soit une hausse de 15 455mDT (30.80%).

Le tableau suivant détaille l'évolution de l'encours du portefeuille commercial et ses revenus :

Libellé	En milliers de dinars	
	31/12/2016	31/12/2015
Portefeuille titres commercial (bons de Trésor)	1 066 542	814 370
gains sur portefeuille titres commercial (bons de Trésor)	65 634	50 179

Cette différence est constatée au niveau du compte «Différence de change à la charge de l'Etat».

Une partie de la créance a fait l'objet de règlements courant l'année 2016.

Le tableau suivant présente la variation de la créance envers Tunis-Ré :

Libellé	En milliers de dinars		
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Différence de change à la charge de l'Etat	4 457	9 144	10 031

4.1.3 Recrutement du personnel

La banque a recruté courant le mois de Septembre 348 employés entre agents et cadres.

4.1.4 Départ volontaire à la retraite

Dans le cadre de son programme de restructuration, la Banque a élaboré un plan d'assainissement social.

Sur la base d'une estimation du coût de l'assainissement social, une provision de 24.4 millions de dinars a été constatée au niveau des états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.

Le montant de la provision tient compte de l'étalement du coût sur 3 ans.

4.1.5 Dossier de la société «TOPIC»

Dans le cadre du financement du dépassement enregistré lors du développement de la concession pétrolière.. Halk El Menzel, la société TOPIC a contracté un crédit auprès de l'Africa Finance Corporation AFC d'un montant de 28 millions USD.

Suite à l'accord de la BCT notifié en date du 13/01/2017, les banques ont accordé les crédits de consolidation des financements en devises impayés et qui sont relatifs aux crédits en devises accordés à TOPIC depuis 2009 pour financer l'acquisition du champ pétrolier Halk El Menzel.

Il est à signaler qu'à chaque trimestre, les crédits en tant que créances séniors bénéficient de la priorité de remboursement par rapport au crédit AFC qui est une créance subordonnée.

4.1.6 Affaire BRUNO POLI

Affaire engagée contre la Banque par Mr BRUNO POLI prétendant avoir déposé auprès de l'Ex BNDT sept (7) bons de caisse au porteur libellés en dollars US sans préciser la banque émettrice et la date d'échéance en se prévalant d'une copie conforme à l'originale d'une attestation non datée établie au nom personnel d'un ex-employé de la BNDT et sans porter le cachet de la banque. Un jugement mal fondé a condamné la STB à lui restituer les bons en question ou la valeur équivalente, ce jugement fait l'objet d'un appel en cours.

4.1.7 Garantie de l'Etat au profit de la Banque Franco-Tunisienne :

La Banque Franco-Tunisienne BFT détenue par la STB à concurrence de 78,18% a bénéficié de la garantie de l'Etat à hauteur de 201 millions de dinars pour le refinancement BCT et 140 millions de dinars pour l'emprunt accordé par les banques, dont 70 millions de dinars par la STB.

La garantie de l'Etat couvre environ 80% du passif de la BFT.

5. NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

Note 5.1 – Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de ce poste s'élève à 279 765 mDT au 31/12/2016 contre 229 512 mDT au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Caisse	40 710	42 895
Caisse dinars	36 167	39 708
Caisse devises	4 543	3 187
BCT	239 055	186 613
BCT dinars	15 190	32 956
BCT devises	223 796	153 657
CCP	65	0
TGT et Reprise de liquidité	4	4
Total	279 765	229 512

- Les comptes «B.C.T» Dinars présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement.

- Le tableau suivant récapitule ces suspens par date d'antériorité :

En milliers de dinars

ANTERIORITE	DEBIT BCT	DEBIT STB	CREDIT BCT	CREDIT STB
Moins d'un trimestre	695 579 337	72 231 998	724 412 456	33 083 062
Plus d'un trimestre	60 117 149	22 475 932	83 324 129	2 814 866
Plus d'un semestre	8 793 306	7 358 556	10 511 524	5 685 950
Plus d'un an	67 264 856	53 240 192	46 145 071	56 514 068
TOTAL	831 754 649	155 306 677	864 393 180	98 097 946

- Les comptes « B.C.T » Devises présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Ces suspens sont récapitulés par devises et par ancienneté dans le tableau suivant :

DEVISE	ANTERIORITE	LC	LD	NC	ND	LC ET NC BCT	LD ET ND BCT	COURS	LC ET NC BCT EN DT	LD ET ND BCT EN DT
AED	Moins d'un trimestre	7 287				7 287	0	0,626	4 562	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,626	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	87 618	140 000	87 618	140 000	0,626	54 849	87 640
	Plus d'un an	0	191	13 362	52 950	13 362	53 141	0,626	8 364	33 266
		7287	191	100 979	192 950	108 266	193 141		67 775	120 906
CHF	Moins d'un trimestre	54	0	0	40 054	54	40 054	2,261	123	90 562
	Plus d'un trimestre	72	0	0	32	72	32	2,261	164	72
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	2,261	0	0
	Plus d'un an	1 682	1 325	112 261	1 191	113 944	2 516	2,261	257 627	5 689
		1 809	1 325	112 261	41 277	114 070	42 602		257 913	96 324
DKK	Moins d'un trimestre					0	0	0,326	0	0
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,326	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,326	0	0
	Plus d'un an	7	101	0	520	7	621	0,326	2	203
		7	101	0	520	7	621		2	203
EURO	Moins d'un trimestre	20 463 604	5 305 281	39 010 846	19 984 326	59 474 450	25 289 607	2,430	144 522 914	61 453 745
	Plus d'un trimestre	6 467 274	6 471 666	871 801	1 704 384	7 339 076	8 176 050	2,430	17 833 954	19 867 801
	Plus d'un semestre	9 100 942	6 468 830	1 261 377	147 638	10 362 319	6 616 468	2,430	25 180 435	16 078 017
	Plus d'un an	27 077 016	2 620 469	2 873 942	694 012	29 950 958	3 314 480	2,430	72 780 827	8 054 187
		63 108 837	20 866 245	44 017 965	22 530 360	107 126 802	43 396 605		260 318 130	105 453 750
GBP	Moins d'un trimestre	3 548 672	2 624 756	3 410 237	1 200 066	6 958 909	3 824 822	2,841	19 770 259	10 866 320
	Plus d'un trimestre	187	0	3 669 536	1 290 000	3 669 723	1 290 000	2,841	10 425 684	3 664 890
	Plus d'un semestre	2 924	26	2 983	0	5 907	26	2,841	16 783	74
	Plus d'un an	2 497 121	90 896	248 527	42 235	2 745 648	133 131	2,841	7 800 385	378 224
		6 048 904	2 715 678	7 331 283	2 532 301	13 380 187	5 247 979		38 013 111	14 909 509
JPY	Moins d'un trimestre	0	0	0	1 189 200	0	1 189 200	0,020	0	23 784
	Plus d'un trimestre	0	0	0	0	0	0	0,020	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,020	0	0
	Plus d'un an	51 051	1	0	378 476	51 051	378 477	0,020	1 021	7 570
		51 051	1	0	1 567 676	51 051	1 567 677		1 021	31 354
KWD	Moins d'un trimestre					0	0	7,512	0	0
	Plus d'un trimestre	45	3 000	0	0	45	3 000	7,512	339	22 536
	Plus d'un semestre	0	3 000	0	0	0	3 000	7,512	0	22 536
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	7,512	0	0
		45	6 000	0	0	45	6 000		339	45 072
NOK	Moins d'un trimestre	0	0	288 150	1 440 000	288 150	1 440 000	0,267	76 936	384 480
	Plus d'un trimestre	0	1 000 019	240 125	0	240 125	1 000 019	0,267	64 113	267 005
	Plus d'un semestre	552 274	1 070 015	290 835	1 090 000	843 109	2 160 015	0,267	225 110	576 724
	Plus d'un an	126	143 314	26	500	152	143 814	0,267	41	38 398
		552 400	2 213 348	819 136	2 530 500	1 371 536	4 743 848		366 200	1 266 607
QAR	Moins d'un trimestre					0	0	0,631	0	0
	Plus d'un trimestre					0	0	0,631	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,631	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	0,631	0	0
		0	0	0	0	0	0		0	0

DEVISE	ANTERIORITE	LC	LD	NC	ND	LC ET NC BCT	LD ET ND BCT	COURS	LC ET NC BCT EN DT	LD ET ND BCT EN DT
SAR	Moins d'un trimestre					0	0	0,613	0	0
	Plus d'un trimestre	34	25 650	0	20	34	25 670	0,613	21	15 736
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,613	0	0
	Plus d'un an	0	0	0	0	0	0	0,613	0	0
		34	25 650	0	20	34	25 670		21	15 736
SEK	Moins d'un trimestre	0	0	0	375 000	0	375 000	0,254	0	95 250
	Plus d'un trimestre					0	0	0,254	0	0
	Plus d'un semestre	0	0	0	0	0	0	0,254	0	0
	Plus d'un an	79	0	11 567	700	11 646	700	0,254	2 958	2
		79	0	11 567	375 700	11 646	375 700		2 958	95 428
USD	Moins d'un trimestre	33 748 192	819 510	2 495 173	18 486 175	36 243 365	19 305 685	2,339	84 773 231	45 155 997
	Plus d'un trimestre	819 122	111 712	3 521 206	4 604 142	4 340 328	4 715 853	2,339	10 152 028	11 030 381
	Plus d'un semestre	15 034 308	5 304 329	3 500	8 025 016	15 037 808	13 329 345	2,339	35 173 434	31 177 338
	Plus d'un an	39 492 621	38 883 587	17 017 602	10 167 066	56 510 223	49 050 653	2,339	132 177 412	114 729 477
		89 094 243	45 119 138	23 037 482	41 282 398	112 131 725	86 401 536		262 276 105	202 093 193

Ratio de liquidité :

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2014-14 du 10 novembre 2014, les banques sont tenues de respecter un ratio de liquidité de 60% durant l'année 2015 et de 70% durant l'année 2016. La STB a affiché les ratios de liquidité suivants :

	En mDT	
	31/12/2016	31/12/2015
RATIO DE LIQUIDITE	199,25%	169,4%

Note 5.2 – Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de ce poste s'élève à 301 566 mDT au 31/12/2016 contre 235 090 mDT au 31/12/2015. Il se détaille comme suit :

	En milliers de dinars	
description	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur les établissements bancaires	115 066	87 555
comptes courants des banques résidentes	2	2
comptes courants des banques non résidentes	114 105	85 074
comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	959	2 479
Prêts aux établissements bancaires	169 162	138 223
Prêts sur le marché monétaire en dinars	122 000	75 200
Prêts sur le marché monétaire en devises	47 162	63 023
Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)	12 429	4 993
Créances rattachées	4 909	4 318
Créances rattachées sur prêts interbancaires en dinars	58	28
Créances rattachées sur prêts interbancaires en devises	4 851	4 290
Total	301 566	235 090

- Les comptes correspondants débiteurs sont présentés nets des comptes correspondants créditeurs par devise.

- Les comptes correspondants présentent des suspens qui sont en cours d'apurement. Le tableau suivant récapitule ces suspens par devises et par ancienneté :

ANTERIORITE DES SUSPENS	DEVISES	DEBIT CORRES	CREDIT CORRES	DEBIT STB	CREDIT STB	DEBIT STB +DEBIT CORRES DEV	CREDIT STB +CREDIT CORRES DEV	COURS	DEBIT STB +DEBIT CORRES DT	CREDIT STB +CREDIT CORRES DT
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	DZD	731	0	0	0	731	0	0.021	15	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	EUR	1 383 874	2 836 775	24 075 965	56 020 441	25 459 839	58 857 216	2.430	61 867 408	143 023 035
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	JPY	94 400	266	0	0	94 400	266	0.020	1 888	5
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	LYD	0	0	0	0	0	0	1.595	0	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	NOK	1 251	534	2 000	0	3 251	534	0.267	868	143
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	SAR	220				220	0	0.613	135	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	SEK	5 166	178	700	0	5 866	178	0.254	1 490	45
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	CHF	8 877	452	691	0	9 567	452	2.261	21 632	1 022
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	DKK	1 871	0	0	0	1 871	0	0.326	610	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	AED	407	0	0	0	407	0	0.626	255	0
									61 894 301	143 024 251
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	DZD	1 463	0	0	0	1 463	0	0.021	31	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	EUR	641 424	774 918	239 566	612 690	880 990	1 387 608	2.430	2 140 806	3 371 888
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	JPY	229 981	1 812	0	89	229 981	1 901	0.020	4 600	38
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	LYD	0	0	0	0	0	0	1.595	0	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	NOK	2 350	1 336	2 500	0	4 850	1 336	0.267	1 295	357
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	SAR	375	0	0	0	375	0	0.613	230	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	SEK	6 735	3 530	3 636	30	10 371	3 560	0.254	2 634	904
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	CHF	14 633	2 807	1 276	1 933	15 909	4 740	2.261	35 971	10 718
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	AED	1 216	0	0	0	1 216	0	0.626	761	0
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	DKK	3 780	815	0	0	3 780	815	0.326	1 232	266
									2 187 559	3 384 171
SUP A 12 MOIS	DZD	294 747	256 058	22 414	54 880	317 161	310 938	0.021	6 660	6 530
SUP A 12 MOIS	EUR	25 016 320	112 075 871	104 195 818	188 389 982	129 212 138	300 465 854	2.430	313 985 497	730 132 024
SUP A 12 MOIS	JPY	2 417 165	589	49 373	4 631	2 466 538	5 221	0.020	49 331	104
SUP A 12 MOIS	LYD	350 021	697 121	839 111	1 076 576	1 189 131	1 773 697	1.595	1 896 665	2 829 047
SUP A 12 MOIS	NOK	4 663	2 020	31 654	1 335	36 317	3 355	0.267	9 697	896
SUP A 12 MOIS	SAR	81 707	411	12 526	49 020	94 233	49 431	0.613	57 765	30 301
SUP A 12 MOIS	SEK	26 413	11 665	55 757	4 479	82 170	16 143	0.254	20 871	4 100
SUP A 12 MOIS	CHF	91 751	445 445	584 955	1 027 948	676 707	1 473 393	2.261	1 530 034	3 331 342
SUP A 12 MOIS	AED	593	272	5	30 306	598	30 578	0.626	374	19 142
SUP A 12 MOIS	DKK	15 621	2 896	13 327	2 184	28 948	5 080	0.326	9 437	1 656
									317 566 330	736 355 142

(1) Ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2016

En milliers de dinars

Description	≤ 3 mois	[3 mois-1 an]	[1 an-5 ans]	> 5 mois	Total
Créances sur les établissements bancaires	115 066	0	0	0	115 066
comptes courants des banques résidentes	2	0	0	0	2
comptes courants des banques non résidentes	114 105	0	0	0	114 105
comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	959	0	0	0	959
Prêts aux établissements bancaires	147 656	21 506	0	0	169 162
Prêts sur le marché monétaire en dinars	122 000	0	0	0	122 000
Prêts sur le marché monétaire en devises	25 656	21 506	0	0	47 162
Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)	1 445	2 761	8 223	0	12 429
Total	264 167	24 267	8 223	0	296 657

(2) ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la nature de la relation : entreprises liées, entreprises associées et autres:

En milliers de dinars

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	autres	total
Créances sur les établissements bancaires	12 228	0	102 838	115 066
comptes courants des banques résidentes	0	0	2	2
comptes courants des banques non résidentes	12 228		101 877	114 105
comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	0	0	959	959
Prêts aux établissements bancaires	78 069	0	91 093	169 162
Prêts sur le marché monétaire en dinars	70 000	0	52 000	122 000
Prêts sur le marché monétaire en devises	8 069		39 093	47 162
Prêts aux organismes financiers spécialisés(leasing)	0	0	12 429	12 429
Total	90 267	0	206 360	296 657

(3) ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la BCT

En milliers de dinars

Description	Éligibles au refinancement de la BCT	Non éligibles au refinancement de la BCT	TOTAL
Créances sur les établissements bancaires et financiers	0	296 657	296 657

(4) ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon qu'elles sont matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire

En milliers de dinars

Description	Matérialisés par des titres du marché interbancaire	Non matérialisés par des titres du marché interbancaire	TOTAL
Créances sur les établissements bancaires et financiers	0	296 657	296 657

L'applicatif dédié à la gestion des prêts en devises ne permet pas de retracer toutes les opérations effectuées par la Banque.

Note 5.3 – Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2015 et 2016 se présente comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
- Comptes courants débiteurs	928 195	885 175
- Crédits sur ressources spéciales	274 047	270 645
- Les créances prises en charge par l'Etat	35 063	39 334
- Bonification prise en charge par l'Etat	10 071	12 019
- Comptes courants associés	187 245	192 014
- Autres concours à la clientèle	6 806 006	6 452 154
- Créances à abandonner	3 562	3 562
- Créances rattachées	57 894	42 890
Total Brut	8 302 083	7 897 793
Provisions	1 475 113	1 401 082
- Provisions sur comptes courants	246 744	240 061
- Provisions sur ressources spéciales	138 833	138 194
- Provisions sur autres concours à la clientèle	972 856	906 160
- Provisions sur comptes courants associés	60 961	60 459
- Provisions sur créances à abandonner	455	455
- Provisions collectives	55 264	55 753
- Agios réservés	1 257 249	1 144 891
- Agios réservés sur comptes courants	88 739	78 285
- Agios réservés sur autres concours à la clientèle	1 029 119	936 370
- Agios réservés sur comptes courants associés	38 201	38 391
- Agios réservés sur ressources spéciales	78 957	79 514
- Agios réservés sur créances à abandonner	3 107	3 107
- Agios réservés sur créances rattachées	19 126	9 224
- Produits perçus d'avance	12 695	10 379
Total Net	5 557 026	5 341 440

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2016 est la suivante :

En milliers de dinars

Libellé	Encours Brut	Prov. Individuelles	Prov. additionnelles	Agios Réservés	Pdt perçus d'avance	Encours Net
C/C Débiteurs	928 195	- 186 281	- 60 463	- 88 739		592 712
C/ Ressources spéciales	274 047	-52 743	-86 090	- 78 957		56 257
Comptes courants associés	187 245	-45 705	-15 256	- 38 201		88 083
Autres conc. à la clientèle	6 851 140	-471 152	-501 704	- 1029 119	-12 695	4 836 470
Créances à abandonner	3 562	-455		-3 107		0
Créances rattachées	57 894			-19 126		38 768
Total	8 302 083	-756 335	-663 513	-1 257 249	-12 695	5 612 290
Provisions collectives						-55 264
Encours net						5 557 026

Le système d'information de la Banque n'assure pas la traçabilité, le recouplement et le contrôle des soldes des comptes «Produits perçus d'avance» se rapportant aux crédits à la clientèle. Cependant, des ajustements sont effectués pour l'estimation de ces soldes en fin d'exercice, sur la base de situations extra-comptable du portefeuille.

L'encours brut des créances sur la clientèle, hors impayés et créances rattachées, est ventilé selon la durée résiduelle comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	Inf. à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	de 5 ans à plus	Encours Brut
C/C Débiteurs	928 195				928 195
Autres concours à la clientèle	1 298 909	1 003 755	2 000 679	706 885	5 010 228
Crédits sur ressources spéciales	961	5 322	25 842	14 230	46 355
Total	2 228 064	1 009 077	2 026 521	721 115	5 984 777

Agios réservés :

Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Agios réservés sur C/C	88 739	78 285
Agios réservés sur Avals et Cautions	6 266	7 057
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires	187 943	181 816
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés	241 826	205 710
Agios réservés sur crédits garantis par l'Etat	2 895	3 174
Agios réservés sur Ressources Spéciales	78 957	79 514
Agios réservés sur C/C Associés	38 201	38 391
Intérêts de retard réservés sur créances contentieuses	590 189	538 613
Agios réservés/ créances à abandonner	3 107	3 107
Agios réservés sur créances rattachées	19 126	9 224
Sous Total	1 257 249	1 144 891
Agios réservés sur créances prises en charge par l'Etat	6 716	7 570
Total	1 263 965	1 152 461

Suite à la mise en place depuis 2007 du nouveau progiciel du contentieux «IMX» une partie des intérêts de retard a été calculée, réservée et comptabilisée pour un montant de 590 189 mD.

Ces intérêts de retard réservés sur créances contentieuses concernent seulement une partie des créances contentieuses gérées par le nouveau progiciel du contentieux et qui sont calculés et comptabilisés automatiquement par ce système.

Les agios réservés sur les comptes courants associés sont comptabilisés en partie au niveau du compte agios réservés sur CCA et en partie au niveau des comptes agios réservés sur les autres engagements.

Les comptes des provisions ont connu les mouvements suivants au cours de l'exercice 2016

En milliers de dinars

Désignation	Montant
SOLDE AU 31/12/2015	1 799 583
Dotations aux provisions sur engagements	44 563
Dotations aux provisions additionnelles sur engagements	77 973
Dotations aux provisions sur titres	4 947
Dotations aux provisions pour risques et charges	26 025
Reprises des provisions sur engagements	-34 199
Reprises des provisions additionnelles sur engagements	-7 589
Reprises des provisions collectives	-489
Reprises des provisions sur titres	-24 808
Reprises des provisions pour risques et charges	-2 163
SOLDE AU 31/12/2016	1 883 843

Note 5.3.1 – Garanties

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFI...).

Note 5.3.2 – Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2016, des provisions additionnelles nettes sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour un montant de 70 496 mDT.

Ainsi, et pour l'exercice clôt le 31/12/2016 le solde des provisions additionnelles s'élève à 686 492 mDT

Note 5.3.3 – Provisions collectives

En application de l'article 10 bis (nouveau) de la circulaire 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents et notamment la circulaire 2012-20 du 6 décembre 2012, la STB a constitué, des provisions à caractère général dites «Provisions Collectives» en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

La provision collective, déterminée conformément à la méthodologie référentielle annexée à la circulaire 91-24, a été estimée fin 2016 à 55.264 millions de dinars.

Elle se détaille comme suit :

En milliers de dinars

ACTIVITE	CLASSES 0&1 DEC2016	TX MIG MOYEN 201/2015	FACTEUR SCALAIRE 2015/2016	TX DE PROV CORRIGE	PROV COLLECTIVE DEC2016
AGRICULTURE	58 815 666	7.49%	2.15	37.43%	3 554 754
AUTRES INDUSTRIES	7 493 770	48.16%	4.10	37.22%	5 512 718
AUTRES SERVICES	859 977 861	2.02%	1.01	31.96%	5 586 358
BATIMENT & T.P	445 568 753	2.10%	0.73	20.31%	1 384 454
COMMERCES	696 611 223	3.55%	0.93	33.41%	7 685 985
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	1 360 869 273	2.80%	1.19	25.69%	11 673 866
PROMOTION IMMOBILIERE	213 982 024	3.69%	1.23	15.00%	1 454 657
TOURISME	378 563 865	16.37%	0.80	20.00%	9 915 254
AUTRES	59 564 508	1.89%	0.96	44.48%	481 176
CONSOMMATION	1 218 452 986	0.71%	1.92	30.00%	4 989 967
HABITAT	339 341 789	1.84%	1.08	45.17%	3 024 479
					55 263 668

Note 5.3.4 – Créances consolidées et prises en charge par l'État sans intérêts

Les créances prises en charges par l'État sont :

- Les créances de certaines entreprises publiques prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et dont l'encours totalise la somme de 35 349 millions de dinars. Ces créances ont été consolidées sur une période de 20 à 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État.

Note 5.4 – Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste s'élève 1 066 542 mDT au 31/12/2016 contre 814 370 mDT au 31/12/2015 Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'État et de titres à revenus variables.

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
TITRES DE TRANSACTION	20 879	103 305
Bons de Trésor à court terme	21 450	104 474
Intérêts perçus d'avance	- 571	- 1 169
Actions	0	0
TITRES DE PLACEMENTS	1 045 663	711 065
Bons de trésor assimilables	1 009 974	690 429
Créances rattachées	35 689	20 636
Dépréciation des bons de Trésor assimilables	0	0
Total	1 066 542	814 370

Note 5.5 – Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille titres est passée de 299 204 mDT au 31/12/2015 à 354 612 mDT au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
- Titres d'investissement	156 918	96 205
- Fonds gérés SICAR	79 374	80 153
- Fonds commun de Placement	22 740	22 740
- Titres de participation	96 346	100 689
- Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	48 339	85 841
- Parts dans les entreprises liées	141 959	123 709
- Sociétés en liquidation	30	547
- Participations en rétrocession	19 709	20 657
- Créances et dettes rattachées	3 506	2 868
Valeur Brute	568 921	533 409
Provisions	214 309	234 205
Valeur Nette	354 612	299 204

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

En milliers de dinars

Description	Solde au 31/12/2015	Sous-croption	Cession / remboursement / restitution	Résultats capitalisés	Reclassement (+)	Reclassement (-)	Solde au 31/12/2016
Titres d'investissement	96 205	64 560	3 847	0	0	0	156 918
Fonds gérés Sicar	80 153		30	-749	0		79 374
Fonds commun de placement	22 740						22 740
Titres de participation	100 689	720	4 209			854	96 346
Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	85 841	2 000	2 136			37 366	48 339
Parts dans les entreprises liées	123 710		0	0	18 249	0	141 959
Société en liquidation	547		517				30
Participation en rétrocession	20 657	0	948	0	0	0	19 709
Total	530 542	67 280	11 686	-749	18 249	38 220	565 415

La ventilation des titres au 31/12/2016 en titres cotés et titres non cotés est comme suit :

En milliers de dinars

Description	Titres cotés	Titres non cotés	total
Portefeuille titres investissement	19 136	546 279	565 415

La liste des principales entreprises filiales au 31/12/2016 se détaille comme suit :

En milliers de dinars

Filiales	Quote part du capital détenu par la «S.T.B»	Valeur Comptable Brute	Provision	Valeur Comptable Nette
SECTEUR FINANCIER				
STRC	91,4%	33 801	33 801	0
STB SICAR	55,8%	10 905	0	10 905
STB INVEST	94,4%	34 676		34 676
STB-FINANCE (Ex-SOFIGES)	61,3%	4 749		4 749
BFT	78,2%	3 535	3 535	0
SECTEUR TOURISTIQUE				
SKANES PALACE INTERNATIO	99,8%	6 180	6 180	0
AFRICA SOUSSE	96,9%	9 050	9 050	0
ED-DKHILA	61,2%	3 221		3 221
CIE HOTELI CENTRES VILLES	70,3%	2 488	2 488	
SECTEUR BATIMENT				
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	84,7%	7 461		7 461
SECTEUR SERVICES				
STE LA GENERALE DE VENTE	50%	2 000	1 105	895

Le portefeuille investissement comprend les Fonds Gérés par la société «STB SICAR» d'une valeur totale de 79 375 mDT, et qui ont été provisionnés à hauteur de 49 572 mDT. Le solde des fonds gérés se détaille comme suit :

En milliers de dinars

Fonds gérés	Fonds initial	Remboursements Antérieurs	Restitutions fonds	Résultats capitalisés	Solde au 31/12/2016
FG STB 1	8 000	2 127		-1 147	4 726
FG STB 2	8 000	4 331		1 461	5 130
FG STB 3	5 000	2 077		1 126	4 049
FG STB 4	6 500	2 008		1 519	6 011
FG STB 5	6 824	2 633		1 854	6 045
FG STB 6	2 707	1 085		441	2 063
FG STB 7	800	140		134	794
FG STB 8	6 752	1 370	31	1079	6 430
FG STB 9	4 800	519		549	4 830
FG STB 10	8 748	186		277	8 839
FG STB 11	6 000			1 237	7 237
FG STB 12	9 898			1 727	11 625
FG STB 13	10 000	10 000		0	0
FG ID 1	2 000	1 630		866	1 236
FG ID 2	2 000	957		219	1 262
FG ID 3	5 436	2 839		1 235	3 832
FG ID 4	360	28		40	372
FG ID 5	1 133	173		313	1 273
FG ID 6	4 000	1 023		643	3 620
Total	98 958	35 577	31	16 025	79 375

Au 31 Décembre 2016, la situation des emplois des Fonds Gérés se détaille comme suit :

En milliers de dinars

Fonds Gérés	Titres de participations à rétrocéder	Participations directes	Titres SICAV
Fonds gérés STB 1 (1999)	2 216	2 094	83
Fonds gérés STB 2 (2000)	4 875	299	149
Fonds gérés STB 3 (2001)	2 483	1 000	395
Fonds gérés STB 4 (2002)	6 226		646
Fonds gérés STB 5 (2003)	5 202	231	907
Fonds gérés STB 6 (2005)	2 061	80	874
Fonds gérés STB 7 (2006)	225	390	238
Fonds gérés STB 8 (2007)	2 943	382	3829
Fonds gérés STB 9 (2008)	4 408		800
Fonds gérés STB 10 (2008)	8 544		319
Fonds gérés STB 11 (2009)	5 371	83	2 602
Fonds gérés STB 12 (2009)	6 066	1 526	2 244
FG 1 ID SICAR (2002)	1 289		6
FG 2 ID SICAR (2002)	1 639		6
FG 3 ID SICAR (2003)	3 874	140	53
FG 4 ID SICAR (2005)	358		31
FG 5 ID SICAR (2006)	951		355
FG 6 ID SICAR (2007)	3 003		706

Note 5.6 – Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 99 183mDT au 31/12/2016. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2016 se détaillent comme suit

En Milliers de dinars

Libellé	Valeur Brute au 31/12/2015	Acquisition/ Cession 2016	Valeur Brute au 31/12/2016	Amort. Au 31/12/2015	Dotation/ Régul. 2016	Sortie Amortif actif 2016	Amort au 31/12/2016	Valeur Nette au 31/12/2016
Immobilisations Incorporelles	14 133	2 244	16 377	12 475	1 889	0	14 364	2 013
Logiciel informatique	14 076	2 244	16 320	12 475	1 889	0	14 364	1 956
Droit au bail	57	0	57	0	0	0	0	57
Immobilisations Corporelles	204 391	16 143	220 534	118 000	5 366	0	123 366	97 170
Terrains	17 773	0	17 773	0	0	0		17 773
Constructions	75 056	0	75 056	30 006	1 205	0	31 211	43 845
Mobilier de bureaux	5 694	241	5 935	5 041	225	0	5 266	669
Matériel de transport	1 161	0	1 161	921	0	0	921	240
Matériel informatique	32 360	2 679	35 040	32 206	1 439	0	33 645	1 397
Matériel de communication	2 985	17	3 002	1 927	127	0	2 054	948
Matériel de bureaux	16 042	164	16 206	15 217	321	0	15 538	668
Matériel de sécurité	2 926	403	3 329	2 320	100	0	2 420	909
Matériel de climatisation	5 189	269	5 458	4 318	217	0	4 535	923
Agencements, amé. et instal.	36 010	499	36 509	23 787	1 534	0	25 321	11 188
Mob- bureau hors expl	32	0	32	29	1	0	30	2
Mat-outil hors exploit	330	42	372	302	10	0	312	60
Immeubles hors exploit	8 420	9 861	18 281	1 926	187	0	2 113	16 168
Constructions en cours	412	1 968	2380	0	0	0	0	2 380
Imm. En attente affectation	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	218 524	18 387	236 911	130 475	7 253	0	137 728	99 183

La Banque n'a pas procédé en 2016 à l'inventaire physique de ses immobilisations. En outre, la Banque ne dispose pas d'une base de données détaillant les immobilisations comptabilisées par la Banque par nature d'immobilisations et par référence.

Note 5.7 – Autres actifs

Au 31/12/2016, les autres postes d'actif totalisent 620 538 mDT contre 685 941 mDT au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
- Prêts au personnel	148 891	138 621
- Frais médicaux à récupérer	3 147	3 147
- État, impôt et taxes	30 212	29 258
- Stock divers	1 751	1 916
- Différence de change à la charge de l'État	4 457	9 144
- Écart de conversion	0	21 893
- Siège, succursales et agences (1)	5 100	39 954
- Comptes de régularisation actif	273 241	311 887
- Valeurs présentées à la compensation	47 031	36 908
- Effets financiers en recette	107	107
- Débits à régulariser	1 848	1 291
- Charges payées d'avance	918	727
- Produits à recevoir	1 082	3 100
- Créances cédées	2 136	2 136
- Différence PF encaissement exigible après encaissement	0	573
- Autres	100 617	85 279
TOTAL	620 538	685 941

(1) Les suspens débiteurs nets non identifiés et relatifs à l'inter-siège sont provisionnés à concurrence de 6 572mD. Ce montant a été déterminé par l'application d'un taux de provisionnement de 100% pour les suspens antérieurs à 2015, de 50% pour les suspens du premier semestre 2016 et de 20% pour les suspens du troisième trimestre 2016.

Le détail des provisions constatées sur les éléments des autres actifs est le suivant :

En milliers de dinars

Libellé	provision 31/12/2015	reprises 2016	dotation 2016	provision au 31/12/2016
- Prêts au personnel	1 731			1 731
- État, impôt et taxes	830			830
- Stock divers	29			29
- Écart de conversion	7 641			7 641
- Siège, succursales et agences	8 064	1 907	0	6 157
- Comptes de régularisation actif	7 753	0	381	8 134
- Valeurs présentées à la compensation	11			11
- Effets financiers en recette	111			111
- Débits à régulariser	849	0	212	1 061
- Charges payées d'avance	134			134
- Produits à recevoir	0			
- Créances cédées	2 137			2 137
- Différence PF encaissement exigible après encaissement	442	2		440
Autres	21 569	254	935	22 250
TOTAL	51 301	2 163	1 528	50 666

Note 5.8 – Banque centrale et CCP

Au 31/12/2016 ce poste totalise 827 873mDT contre 312 780 mDT au 31/12/2015. Ce poste se détaille comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
- Appel d'offre	827 000	310 000
- Autres	380	2 670
- Dettes rattachées	493	110
Total	827 873	312 780

Note 5.9 – Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2016 ce poste totalise 83 052 mDT contre 87 624 mDT au 31/12/2015. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financier est la suivante :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Etablissements bancaires :	41 037	17 530
Banques de dépôts	1	1
Banques non résidentes	41 036	17 529
Emprunts interbancaires :	42 015	68 700
Emprunts en dinars	42 000	68 700
Emprunts en devises		
Dettes rattachées	15	1 394
Total	83 052	87 624

- Les comptes correspondants créditeurs sont présentés compensés nets des comptes correspondants débiteurs par devise.

- Les comptes correspondants présentent des suspens, qui sont en cours d'apurement. Le tableau suivant récapitule ces suspens par devise et par ancienneté :

ANTERIORITE DES SUSPENS	DEVICES	DEBIT CORRES	CREDIT CORRES	DEBIT STB	CREDIT STB	DEBIT STB +DEBIT CORRES DEV	CREDIT STB +CREDIT CORRES DEV	COURS	DEBIT STB +DEBIT CORRES DT	CREDIT STB +CREDIT CORRES DT
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	GBP	879	0	0	2 671	879	2 671	2.841	2 496	7 587
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	KWD	0	0	0	0	0	0	7.512	0	0
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	CAD	12 446	3 610	3 740	1 878	16 186	5 488	1.709	27 663	9 380
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	USD	287 626	36 098 245	60 165	1 621 841	347 791	37 720 085	2.339	813 483	88 227 280
SUP 3 MOIS INF 6 MOIS	MAD	279	0	0	0	279	0	0.227	63	0
									843 705	88 244 247
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	GBP	2 624	1 261	386	537	3 009	1 799	2.841	8 549	5 110
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	KWD	7 435	55 803	0	22 536	7 435	78 339	7.512	55 854	588 480
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	CAD	14 426	55 540	3 175	36 804	17 601	92 344	1.709	30 080	157 817
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	USD	639 141	5 752 469	194 746	378 927	833 887	6 131 396	2.339	1 950 462	14 341 336
SUP A 6 MOIS INF 12 MOIS	MAD	482	70 528	424	46 871	906	117 400	0.227	206	26 650
									2 045 150	15 119 391
SUP A 12 MOIS	GBP	472 600	2 718 750	1 788 244	1 535 574	2 260 844	4 254 324	2.841	6 423 058	12 086 534
SUP A 12 MOIS	KWD	96	0	0	22 663	96	22 663	7.512	721	170 244
SUP A 12 MOIS	MRO	0	1 930	0	34 864	0	36 794	0.006	0	221
SUP A 12 MOIS	CAD	544 175	552 352	1 096 795	2 468 204	1 640 971	3 020 556	1.709	2 804 419	5 162 130
SUP A 12 MOIS	USD	38 524 009	125 211 549	47 876 288	124 219 222	86 400 296	249 430 770	2.339	202 090 293	583 418 572
SUP A 12 MOIS	MAD	44 817	32 393	9 656	31 849	54 473	64 242	0.227	12 365	14 583
									211 330 857	600 852 283

(1) Ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers (hors dettes rattachées)

(1.1) selon la durée résiduelle au 31/12/2016

Description	≤ 3 mois	[3 mois-1 an]	[1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Comptes à vue des établissements financiers	41 037	0	0	0	41 037
Banques de dépôts	1	0	0	0	1
Banques non résidentes	41 036	0	0	0	41 036
Emprunts auprès des établissements financiers	42 000	0	0	0	42 000
Emprunts en dinars	42 000	0	0	0	42 000
Emprunts en devises	0	0	0	0	0
Total	83 037	0	0	0	83 037

(1.2) selon la nature de la relation au 31/12/2016

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	autres	total
Comptes à vue des établissements financiers	0	0	41 037	41 037
Banques de dépôts	0	0	1	1
Banques non résidentes	0	0	41 036	41 036
Emprunts auprès des établissements financiers	0	0	42 000	42 000
Emprunts en dinars	0	0	42 000	42 000
Emprunts en devises	0	0	0	0
Total	0	0	0	83 037

(1.3) selon la matérialisation ou non des emprunts par des titres du marché interbancaires

Description	Matérialisés par des titres	Non matérialisés par des titres	Total
Emprunts auprès des établissements financiers	0	42 000	42 000

Note 5.10 – Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élève à 5 443 231 mDT au 31/12/2016 contre 5 285 081 mDT au 31/12/2015. Les dépôts se détaillent comme suit:

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts à vue(*)	1 466 245	1 329 617
Dépôts épargne	2 320 327	2 191 282
Compte à terme	439 800	528 267
Comptes en dinars convertibles(*)	82 807	75 484
Dépôts en devises	381 064	387 625
Placements en devises	153 806	154 226
Bons de caisse	337 020	347 028
Autres sommes dues à la clientèle	162 253	130 449
Dettes rattachées	(6 791)	(4 897)
Certificats de dépôts	106 700	146 000
Total	5 443 231	5 285 081

Les applicatifs utilisés pour la gestion des placements clientèle en devises et en dinars ne permettent pas de retracer toutes les opérations effectuées par la Banque.

(*) Les comptes en dinars des non-résidents libyens ont été reclassés parmi les dépôts à vue, l'information au 31/12/2015 a été retraitée pour les besoins de la comparabilité (535mdt).

Ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle hors dettes rattachées :

Description	≤ 3 mois	[3 mois-1 an]	[1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Dépôts à vue	1 996 100	87 822			2 083 922
Dépôts à vue dinars	1 466 244				1 466 244
Comptes en dinars convertibles	82 807				82 807
Comptes en devises	381 064				381 064
Placement en devises	65 985	87 822			153 807
Dépôts épargne	2 274 575	45 752			2 320 327
Comptes spéciaux d'épargne	2 274 575				2 274 575
Autres comptes d'épargne			45 752		45 752
Dépôts à terme	328 619	242 275	312 476	150	883 520
Compte à terme	176 768	102 124	160 908		438 800
Bons de caisse	62 651	123 151	151 068	150	337 020
Certificats de dépôts	89 200	17 000	500		106 700
Autres sommes dues à la clientèle	162 253				162 253
Total	4 761 547	330 097	358 228	150	5 450 022

Note 5.11 – Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste s'élève à 354 291 mDT au 31/12/2016 contre 444 035 mDT au 31/12/2015 et se répartit comme suit:

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires & privés	154 422	240 344
Ressources spéciales	190 069	189 898
Ressources budgétaires	34 608	27 478
Ressources extérieures	155 461	162 420
Intérêts sur emprunts obligataires	6 788	9 638
Intérêts à payer sur ressources extérieures Dettes rattachées	2 624	3 767
Dettes rattachées	388	388
Total	354 291	444 035

(a) Emprunts obligataires & privés

(1) Ventilation des emprunts obligataires et privés selon la durée résiduelle au 31/12/2016

Description	≤ 3 mois	[3 mois-1 an]	[1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires et privés	21 386	12 491	77 769	42 776	154 422

(2) Ventilation des emprunts obligataires et privés en emprunt long terme et court terme

Description	Solde 31/12/2015	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Solde 31/12/2016
Emprunts long terme	170 544	0	49 999	0	120 545
Emprunts court terme	69 800	0	35 923	0	33 877
Total	240 344	0	85 922	0	154 422

(b) Ressources spéciales

(1) Ventilation des ressources spéciales selon la durée résiduelle au 31/12/2016

Description	≤ 3 mois	[3 mois-1 an]	[1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
ressources spéciales	3 879	102 715	26 195	57 280	190 069

(2) Ventilation des ressources spéciales en ressources long terme et court terme

Description	Solde 31/12/2015	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Solde 31/12/2016
Ressources long terme	160 580	9 907	9 736	-77 276	83 475
Ressources court terme	29 318	0	0	-77 276	106 594
Total	189 898	9 907	9 736	0	190 069

Note 5.12 – Autres passifs

Ce poste totalise 834 180 mDT au 31/12/2016 contre 868 424 mDT au 31/12/2015 :

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Provisions pour passifs et charges (1)	196 211	166 121
État, impôts, taxes et dettes sociales (2)	21 301	20 429
Effets financiers non échus (3)	204 486	251 531
Agios réservés pris en charge par l'État	6 716	7 570
Charges à payer	42 216	40 689
Créditeurs divers	2 595	2 414
Suspens à régulariser	5 915	5 915
Siège, succursales et agences	11 732	5 452
Comptes de régularisation-Passif	111 089	114 068
Valeurs télé-compensées en instance de règlement	206 912	236 545
Ecart de conversion (4)	5 386	0
Autres crédits	336	361
Crédits à régulariser	3 338	3 609
Intérêts à recouvrer sur ressources spéciales	13 719	13 720
Différence PF encaissement exigible après encaissement (5)	2 228	0

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par la Banque au terme de l'exercice 2016 s'élèvent à 196 211 mDT contre 166 121 mDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

Libellé	Provisions 31/12/2015	Reprises	Dotations	Réaffectation et correction	Provisions 31/12/2016
Prov sur E/S	36 958	-1 641	8 822	- 954	43 185
Prov pour départ à la retraite	26 464		24 376		50 840
Prov pour risques divers	102 699	-2 163	1 650		102 186
Total	166 121	-3 804	34 848	-954	196 211

(2) Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubrique	31/12/2016	31/12/2015
TVA	2 113	1 492
Retenues à la source	8 632	9 566
Fonds de péréquation de change	7 185	6 991
Autres	3 371	2 380
Total	21 301	20 429

(3) cette rubrique se détaille comme suit :

Rubrique	31/12/2016	31/12/2015
Effets financiers moyen terme non échus	88 061	76 863
Effets financiers court terme non échus	88 415	146 368
Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus	27 463	27 754
Effets financiers non échus reçus de la compensation	547	546
Total	204 486	251 531

(4) Les soldes des comptes en devises sont convertis en dinars à chaque date d'arrêt en appliquant le cours moyen à cette date. L'écart de conversion dégagé compensé avec les soldes des comptes de positions et de contre valeurs position de change est provisionné à hauteur de 50% s'il présente un solde débiteur.

(5) La rubrique portefeuille encaissement exigible après encaissement présente un solde créditeur de 2 228 mDT. Ce solde est le résultat de la compensation entre plusieurs comptes d'actif et de passif relatifs aux valeurs à l'encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Nature	Montant
Valeur à l'encaissement	-120 407
Valeurs exigibles après encaissement	122 635
Total	2 228

Note 5.13 – Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 776 875 mDT. Il est composé de 155 375 000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libérées en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la Banque se détaillent comme suit :

Description	Capital	Dotation de l'état	primes liées au capital	Réserves légales	Réserves statutaires	Réserves à régimes spécial	Réserves pour réinvestissement exonéré	Réserves Pour fonds social	Réserves pour risques bancaires	Actions propres	Autres capitaux propres (1)	Résultats reportés	Modification comptable	résultat de la période	Totaux
Solde au 31/12/2015 avant affectation	776 875	117 000	142 663	12 430	49 479	196 906	9 974	8 197	45 028	-5 478	37 324	-87 666	-640 110	33 042	695 663
Affectation résultat 2015												33 042		-33 042	0
imputation sur le capital															
autres imputations								455		-31					424
Résultat au 31/12/2016															40 518 40 518
solde au 31/12/2016	776 875	117 000	142 663	12 430	49 479	196 906	9 974	8 652	45 028	-5 509	37 324	-54 624	-640 110	40 518	736 605

(1) Il s'agit des réserves de réévaluation pour un montant de 37 324 mDT (terrains : 15 328 mDT et immeubles d'exploitation : 21 996 mDT).

Note 5.13.1 – Dotation de l'État

En vertu de la loi n°2012-17 du 17 septembre 2012, la STB a constaté parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de Dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

La STB a bénéficié de cette dotation au titre de la mise en jeu de la garantie de l'État en matière de remboursement des échéances des lignes des crédits extérieures suivantes :

Ligne	Encours 2011	Encours 2010	Échéances payées en 2011		Échéances à payer 2012-2014		Garantie de l'État	
			Principal	Intérêt	Principal	Intérêt	Principal	Intérêt
			EMP BEI P . G .E.T.II/ BNDT	15 498	17 801	2 303	961	7 715
EMPRT . BAD 6/ EX -BNDT	18	35 900	17 950	648	17 950	643	35 900	1 291
EMP GSI /EX BNDT	95 624	95 624	-	4 542	-	13 626	-	18 169
EMP BAD 7EME LIGNE BDET	37 974	48 824	10 850	2 102	32 550	3 347	43 399	5 449
Total	149 115	198 149	31 102	8 253	58 215	19 688	89 317	27 941

En milliers de dinars

6. NOTES RELATIVES A L'ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2016

Note 6.1 – Passifs éventuels

Le poste passif éventuel composé des rubriques «Cautions, avals et autres garanties données» et «crédits documentaires» se détaille au 31 Décembre 2016 comme suit :

Libellé	En milliers de dinars	
	31/12/2016	31/12/2015
Cautions et avals d'ordre de la clientèle	634 782	557 202
Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques	506 369	358 646
Total cautions, avals et autres garanties données	1 141 151	915 848
Crédits documentaires et acceptations import	285 249	176 111
Crédits documentaires et acceptations export	50 306	49 837
Total crédits documentaires	335 555	225 948
Total passifs éventuels	1 476 705	1 141 796

Les comptes des engagements hors bilan ne sont pas justifiés et ne reflètent pas d'une manière fiable et exhaustive les engagements réels de la Banque. Par conséquent et afin de pallier à cette situation, l'état des engagements hors bilan est élaboré à partir des déclarations extra-comptables.

Note 6.2- Engagements donnés

Le poste «Engagements donnés» s'élève au 31 Décembre 2016 à 133 127mDT contre 79 614mDT au 31 Décembre 2015.

Libellé	En milliers de dinars	
	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement	128 194	76 531
Engagements sur titres	4 933	3 083
Total	133 127	79 614

Note 6.3-Garanties reçues

Le solde du poste «Garanties reçues» s'élève au 31 Décembre 2016 à 1 418 553 mDT contre 1 259 963 mDT au 31 Décembre 2015 :

Libellé	En milliers de dinars	
	31/12/2016	31/12/2015
Contre garanties reçues des Banques installées à l'étranger	556 908	409 731
Garanties reçues des Banques et des établissements financiers installés en Tunisie	12 066	10 359
Garanties reçues de l'État et des organismes d'assurance	585 207	548 587
Garanties reçues de la clientèle	264 372	291 286
Total	1 418 553	1 259 963

Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la Banque.

Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.

Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises en compte au niveau de l'hors bilan.

7. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE RESULTAT

Note 7.1 – Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 374 209 mDT contre à 382 720 mDT au 31 Décembre 2015 et s'analysent comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers	15 667	16 552
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire dinars	4 642	4 988
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire devises	11 025	11 564
Intérêts sur créances sur la clientèle	342 546	351 816
Intérêts en agios sur comptes débiteurs	54 205	52 114
Intérêts sur crédit à la clientèle	288 341	299 702
Revenus assimilés	15 996	14 352
Total	374 209	382 720

Note 7.2 – Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2016 à 71 548 mDT contre 55 694 mDT au 31 Décembre 2015 et s'analyse comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Chèques, effets, virements et tenue de compte(*)	27 874	24 652
Opérations sur titres	531	478
Opérations de change	8 175	7 987
Opérations de commerce extérieur	1 760	1 634
Coffre-fort	35	33
Études	13 496	5 790
Autres(*)	19 677	15 120
Total	71 548	55 694

(*) Les commissions sur virements reçus ont été reclassées parmi les commissions chèques, effets, virements et tenue de compte, l'information au 31/12/2015 a été retraitée pour les besoins de la comparabilité (125mdt).

Note 7.3 – Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2016 à 65 634 mDT contre 50 179 mDT au 31 Décembre 2015 et s'analyse comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Gains/Pertes nets sur titres de transaction	-13 334	9 968
Gains nets sur titres de placement	57 772	22 715
Gains nets sur opérations de change	21 196	17 496
Total	65 634	50 179

Les pertes nettes sur titres de transaction sont répartis comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Plus-value de cession de titres	1 898	320
Plus-value de réévaluation des titres	25 698	4 278
Moins-value de cession de titres	-3	-27
Moins-value de réévaluation des titres	-42 494	-1 522
Intérêts sur BTC	1 563	6 918
Total	-13 334	9 968

Les gains nets sur titres de placement sont répartis comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et revenus assimilés	57 772	22 715
Dividendes et revenus assimilés	0	0
Total	57 772	22 715

Note 7.4 – Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille titre d'investissement s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 16 287 mDT contre 15 544 mDT au 31 Décembre 2015 et s'analysent comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	6 779	5 900
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participations	9 508	9 644
Total	16 287	15 544

Au 31/12/2016, la ventilation des dividendes et revenus assimilés en participations, entreprises liées et entreprises se présente comme suit :

En milliers de dinars

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Participations	Autres	Total
Dividendes	962	4208	3599	41	8 810
Jetons de présence	52	49	121	12	234
Revenus Sicar	464	0	0	0	464
Total	1 478	4 257	3 720	53	9 508

Note 7.5 – Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élèvent au 31 Décembre 2016 à 214 177 mDT contre 230 566 mDT au 31 Décembre 2015 et se détaillent comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec les établissements bancaires	27 673	34 395
Opérations avec la clientèle	166 370	171 771
Emprunts et ressources spéciales	19 741	24 033
Autres intérêts et charges	393	367
Total	214 177	230 566

Note 7.6 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-44 563	-55 859
Dotations aux provisions additionnelles	-77 973	-85 176
Dotations aux provisions collectives	0	0
Créances passées par pertes	-1 111	-1 677
Reprises sur provisions pour créances douteuses, engagements hors bilan et passif	34 200	42 746
Reprises sur provisions additionnelles	7 589	10 847
Reprises sur provisions collectives	489	0
Reprises d'agios réservés sur créances abandonnées	0	543
Dotations aux provisions pour risques et charges	-26 025	-3 108
Reprises sur provisions pour risques et charges	2 163	5 865
Total	-105 232	-85 819

Note 7.7 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2016, le solde de ce poste se détaille comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-3 925	-14 663
Dotations aux provisions pour fonds gérés	-1 022	-5 698
Plus values ou moins values de cession du portefeuille d'investissement	-303	1 565
Pertes sur fonds SICAR	-5	0
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	23 285	2 211
Pertes sur titres de participations	-31 739	-
Reprises sur provisions pour fonds gérés	1 523	859
Total	-12 186	-15 726

Note 7.8 – Autres produits d'exploitation

La rubrique autres produits d'exploitation a atteint au 31/12/2016 un total de 6 058 mDT contre 5 898 mDT au 31/12/2015, détaillée comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Revenus des immeubles	1 015	955
Intérêts sur crédits au personnel	4 950	4 864
Autres produits accessoires	93	79
Total	6 058	5 898

Note 7.9 – Frais de personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2016 un total de 114 219 mDT contre 106 673 mDT au 31 Décembre 2015, détaillés comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Rémunération du personnel	87 774	81 828
Charges sociales	24 529	22 900
Autres charges liées au personnel	1 916	1 945
Total	114 219	106 673

Note 7.10 – Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont atteint au 31 Décembre 2016 un total de 33 605 mDT contre 24 992 mDT au 31 Décembre 2015, détaillées comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Loyer	3 318	2 986
Entretiens et réparations confiés à des tiers	7 507	3 474
Travaux et façons exécutés par des tiers	6 438	4 335
Primes d'assurance	451	417
Autres	2 062	1 925
Impôts et taxes	1 264	1 445
Fournitures faites à l'entreprise	1 682	1 756
Rémunération d'intermédiaire et honoraires	1 237	1 839
Transport et déplacement	491	295
Frais divers de gestion	9 155	6 520
Total	33 605	24 992

Notes 7.11 – Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires est de - 1 521 au 31/12/2016 contre - 1 872 mDT au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Correction de valeurs	-1 521	-1 872
Plus-value de cession	0	0
Moins-value de cession	0	0
Total	-1 521	-1 872

Note 7.12 – Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2016 et de l'exercice 2015 correspond au minimum d'impôt.

8. Notes sur l'état des flux de trésorerie

Note 8.1 – Flux de trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2016, un flux de trésorerie net négatif de 346 660 mDT.

Les principales variations se détaillent comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 324 111 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées.
- Les crédits et les remboursements sur crédits effectués par la clientèle ont dégagé un flux net négatif de 365 405 mDT.
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 160 044 mDT.
- les acquisitions/ cessions des titres de placement ont dégagé un flux net négatif de 318 949 mDT.
- Les sommes versées au personnel et aux créiteurs divers ont atteint 114 498 mDT.
- les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un décaissement net de 6 795 mDT.

Note 8.2 – Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé au cours de l'exercice 2016, un flux net négatif de 64 874 mDT compte tenu essentiellement des nouvelles souscriptions en emprunts obligataires pour un montant cumulé de 64 560 mDT, et d'autre part de l'acquisition d'immobilisations pour 18 387 mDT.

Note 8.3 – Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2016, un flux de trésorerie net négatif de 87 821 mDT.

Note 8.4 – Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la Banque ont atteint au 31 Décembre 2016, un solde de -342 371 mDT contre 156 985 mDT au 31 Décembre 2015, détaillées comme suit :

En milliers de dinars		
Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, CCP et reprise de liquidité	40 710	42 895
BCT (*)	-588 887	-126 169
Banques et organismes spécialisés	85 836	72 185
Prêts et emprunts sur le marché monétaire	99 091	64 768
Titres de transactions	20 879	103 305
Total	-342 371	156 984

(*) Les montants inscrits dans la rubrique BCT correspondent à la différence entre les avoirs et les engagements de la Banque envers la BCT.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur les états financiers de la Société Tunisienne de Banque-STB- arrêtés au 31 décembre 2016, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

1. Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société Tunisienne de Banque – STB-, arrêtés au 31 décembre 2016, comportant le bilan, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à cette date.

Ces états financiers font apparaître un total bilan net de 8 279 232 KDT, des capitaux propres positifs de 736 605 KDT, et un résultat bénéficiaire de l'exercice de 40 518 KDT, arrêté compte non tenu d'une dotation aux provisions additionnelles d'un montant de 44 336 KDT, en application de la circulaire BCT n°2015-12 du 22 juillet 2015, prévoyant des mesures exceptionnelles au profit des entreprises touristiques.

2. Responsabilité de la Direction

Les organes de Direction et d'Administration de la Banque sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un système de contrôle interne permettant la préparation et la présentation d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

3. Responsabilité des Commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie.

Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques en vue de s'assurer que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation des méthodes et des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

4. Justification de l'opinion avec réserves

4-1. Nos travaux d'audit ont été limités par :

- L'absence d'une notation récente attribuée par une agence de notation et/ou d'états financiers récents et audités par un commissaire aux comptes légalement habilité, pour plusieurs relations présentant des engagements auprès du système financier dépassant individuellement les seuils respectifs de 25 000 KDT,

et de 5 000 KDT, tel que prévus par l'article 7 de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991.

- L'absence d'un inventaire physique des «garanties reçues» par la STB en couverture des risques encourus sur la clientèle ainsi que l'indisponibilité de documentation justifiant la valeur retenue de certaines garanties réelles, notamment des rapports d'expertise conformément à la réglementation en vigueur.

Par conséquent, les conclusions des travaux d'un inventaire physique des «garanties reçues», ainsi que la prise en compte des données financières pour l'évaluation du risque encouru sur certaines relations, pourraient avoir un impact significatif (positif ou négatif) sur le résultat et sur les capitaux propres de la Banque.

4-2. Les soldes comptables des engagements figurant au niveau des rubriques AC3 «Créances sur la clientèle», AC7 «Autres actifs» et HB «Engagements hors bilan» sont inférieurs au solde des engagements détaillés au niveau de la base de gestion des crédits de la Banque pour un montant net de 8 092 KDT. Cet écart négatif devrait être justifié par les structures de la Banque.

4-3. L'état des engagements hors bilan de la Banque, arrêté au 31 décembre 2016, fait apparaître des engagements donnés et reçus pour des valeurs respectives de 1 609 832 KDT, et de 1 418 553 KDT. Il est établi d'une manière extra-comptable sur la base des inventaires physiques préparés par les structures internes de la Banque.

Nous ne pouvons pas par conséquent, nous assurer de l'exhaustivité des engagements donnés et/ou reçus par la Banque.

4-4. La Banque n'a pas encore mis en place une comptabilité autonome tenue en devises pour la comptabilisation de ses opérations effectuées en monnaies étrangères, et ce, contrairement aux dispositions de la NCT n°23, relative aux opérations en devises dans les établissements bancaires. Cette

situation ne permet pas d'évaluer l'impact de ces opérations sur les actifs, les passifs et les capitaux propres de la Banque.

4-5. Les rubriques du bilan : «Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT», «Créances sur les établissements bancaires et financiers» et «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers», comportent des suspens se rapportant principalement aux comptes BCT dinars, BCT Devises et correspondants devises.

Aussi, les comptes «Correspondants locaux» et le compte «BCT compte BDET/BNDT» présentent des soldes anciens, figés, provisionnés et non rapprochés. (Se référer aux notes 3.1, 3.2 & 3.8 des états financiers.)

Par ailleurs, les rubriques «Autres actifs» et «Autres passifs» comportent, d'une part, des soldes figés qui totalisent respectivement 10 480 KDT, et 16 293 KDT et d'autre part, des suspens se rapportant principalement aux comptes inter-sièges (en dinars et en devises) et aux comptes liés à la télé-compensation.

Les travaux de justification et d'apurement des soldes figés et des suspens entamés par la Banque au cours de l'année 2014, ne sont pas encore achevés à la date de ce rapport. Il en découle que l'impact, des résultats de ces travaux sur les actifs, les passifs, les capitaux propres et le résultat de l'exercice, ne peut être actuellement cerné avec précision.

4-6. Les créances consolidées, prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application de l'article 25 de la loi de finances pour l'année 1999, présentent, au 31 décembre 2016, une valeur comptable de 35 349 KDT, alors que leur juste valeur est estimée à 26 804 KDT, en actualisant les encaissements futurs au taux d'intérêt prévalant sur le marché, tel que prévu par le paragraphe 07 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus.

Ainsi, la moins-value non constatée par la Banque est de l'ordre de 8 545 KDT.

4-7. Le solde du compte «Réserves pour fonds social» s'élève au 31 décembre 2016 à 8 652 KDT, alors que les encours des prêts sur fonds social s'élèvent à la même date à 20 154 KDT, soit une différence de : 11 502 KDT, due principalement aux changements successifs des règles de fonctionnement du fonds. Des travaux de justification de cette différence ont été entamés par les structures de la Banque au cours du mois de juin 2016, dont les résultats n'ont pas été traduits au niveau des états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.

4-8. Contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, les résultats de l'inventaire physique des immobilisations corporelles et incorporelles n'ont pas été rapprochés avec les données comptables correspondantes au 31 décembre 2016.

Nous ne pouvons pas par conséquent nous assurer de l'existence et de l'exhaustivité des immobilisations corporelles et incorporelles figurant au bilan de la Banque et dont le solde comptable net s'élève au 31 décembre 2016, à 99 183 KDT.

5. Opinion sur les comptes avec réserves

A notre avis et sous réserve de ce qui a été mentionné aux paragraphes 4.1 à 4.8, les états financiers ci-joints sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la «Société Tunisienne de Banque -STB-» ainsi que le résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 décembre 2016, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

6. Paragraphes d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous attirons votre attention sur les deux points suivants :

6-1. Les capitaux propres de la Banque comportent une dotation de l'État d'un montant de 117 000 KDT, constituée en vertu de la loi approuvée par l'Assemblée Nationale Constituante courant septembre 2012, et objet d'une convention conclue entre l'Etat Tunisien et la Banque en date du 09 octobre 2012. Ce montant est remboursable après cinq années de la date de signature de la convention susvisée et après rétablissement de l'équilibre financier de la Banque au sens de l'article 4 de la même convention.

6-2. Ainsi qu'il est mentionné au niveau de la note aux états financiers n°4.1.6, la Banque est défenderesse dans un procès l'opposant à une personne physique étrangère réclamant la restitution de sept bons de caisse d'une valeur totale de sept millions de dollars américains, prétendant les avoir déposés auprès de l'ex Banque Nationale de Développement Touristique «BNDT». Un jugement en première instance a été prononcé à l'encontre de la STB la condamnant à restituer les sept bons de caisse ou à défaut à verser la valeur équivalente, soit sept millions de dollars américains majorés des intérêts.

La banque a interjeté appel et la première audience est fixée pour le mois d'octobre 2017, aucune provision n'a été constatée à ce titre et ce en attendant l'issue finale de ce procès.

7. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

7-1. Sur la base de notre examen, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans

le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur la gestion de l'exercice 2016.

7-2. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la présentation des états financiers arrêtés au 31 décembre 2016. Nous signalons que nos travaux nous ont permis de déceler et de mettre en évidence certaines insuffisances susceptibles d'impacter l'efficacité du système de contrôle interne, elles concernent

particulièrement le système d'information et les processus opérationnels connexes.

Les résultats de ces travaux sont en cours de discussion avec les structures internes de la Banque, ils feront ultérieurement l'objet d'un rapport distinct à l'intention de la Direction Générale de la Banque.

7-3. En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la Banque, eu égard à la réglementation en vigueur.

Tunis, le 08 mai 2017

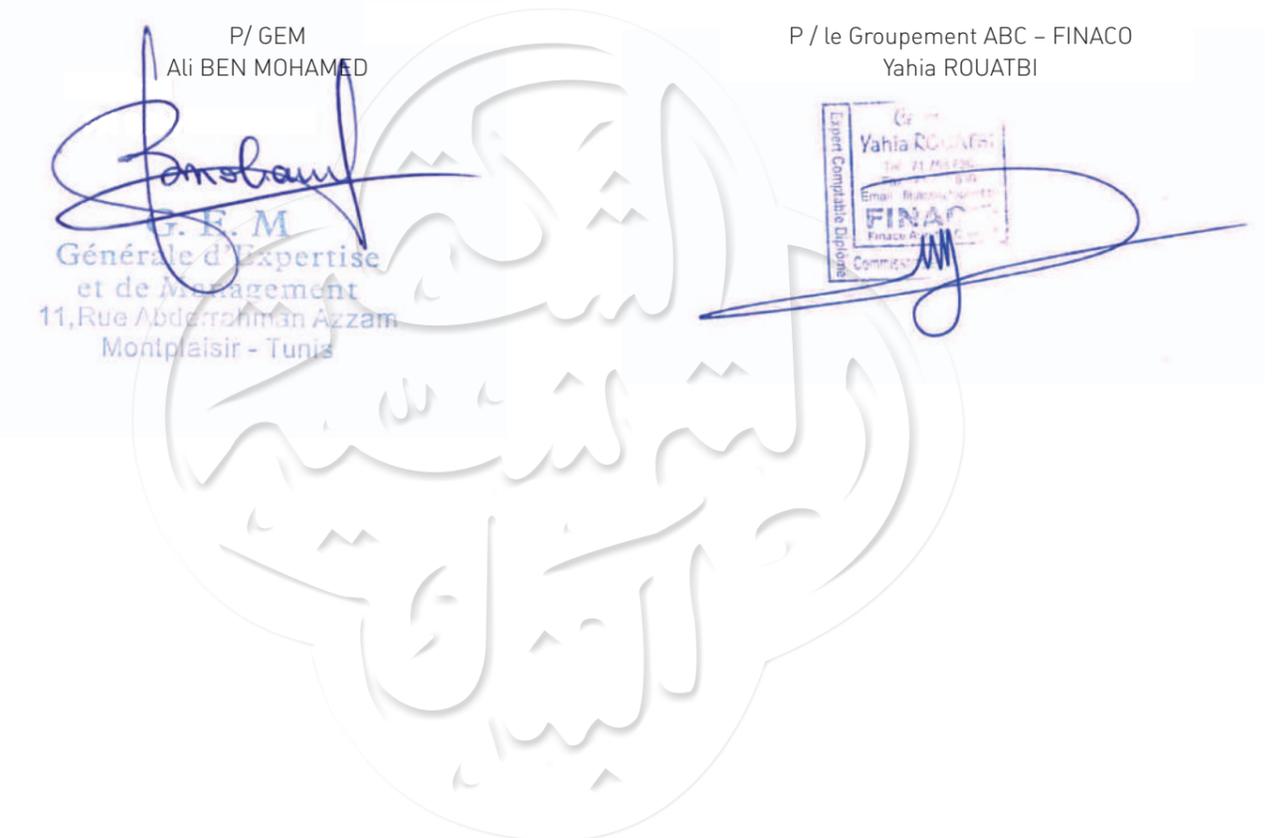
LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P / GEM
Ali BEN MOHAMED

P / le Groupement ABC – FINACO
Yahia ROUATBI

G. F. M
Généraliste d'Expertise
et de Management
11, Rue Abderrahman Azzam
Montplaisir - Tunis

Expert Comptable Diplômé
Yahia Rouatbi
TUNIS 21 00 00 00
FINACO
FINACO ABC



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions des articles 43 et 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, et des articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les conventions prévues par lesdits articles, réalisées ou qui demeurent en vigueur, durant l'exercice 2016.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers.

Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues à travers nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

1. Conventions et opérations réalisées au cours de l'année 2016 autres que la rémunération des dirigeants

1-1. La Banque a conclu avec sa filiale STB Moyens Généraux «STB MG» une convention de prestation de services portant sur le nettoyage de ses locaux et établissements. Les prestations de nettoyage sont facturées sur la base du salaire brut mensuel de chaque agent, majoré des charges patronales afférentes et des avantages accordés, ainsi que des frais du siège de la «STB MG».

La charge comptabilisée par la STB en 2016 et afférente à ces services est de : 3 244 KDT hors taxes.

1-2. La Banque a conclu avec sa filiale STB Sécurité et Gardiennage «STB SG» une convention de prestation de services portant sur le gardiennage de ses locaux et établissements. Les prestations de

gardiennage sont facturées sur la base du salaire brut mensuel de chaque agent majoré des heures supplémentaires, charges patronales afférentes et des avantages accordés, ainsi que des frais du siège de la «STB SG».

La charge comptabilisée par la STB en 2016 et afférente à ces services est de : 2 730 KDT hors taxes.

2. Conventions et opérations réalisées au cours des exercices précédents, autres que la rémunération des dirigeants, et qui ont continué à produire leurs effets au cours de l'exercice 2016

2-1. La Banque a conclu avec la société STB-Finance les conventions suivantes :

- Une convention de délégation de la gestion des lignes de l'emprunt obligataire national 2014.

En vertu de cette convention la STB délègue à la société STB Finance la gestion des opérations sur titres de toutes les lignes de l'Emprunt Obligataire National 2014, souscrites par elle-même et par ses clients.

La société STB Finance rétrocède à la STB le tiers des commissions perçues dans le cadre du traitement des lignes de l'Emprunt Obligataire National 2014.

- Une convention de gestion de l'actionariat au titre de laquelle la STB confie à la STB Finance de procéder pour le compte de l'émetteur aux opérations relatives à la tenue du registre des actionnaires, et la tenue des assemblées et opérations rattachées.

En rémunération de ces services, la STB Finance percevra un montant forfaitaire annuel de 40.000 dinars hors taxes.

- Une convention de gestion pour le compte de la STB de toutes les lignes de portefeuilles, titres, actions et droits y afférents et obligations en dépôt sur ses comptes et s'engage à transférer tous les portefeuilles titres propres et pour le compte de ses clients.

La STB-Finance rétrocédera à la STB une commission, dénommée commission de courtage, égale à 40% des commissions facturées par la STB Finance se rapportant aux transactions émanant du réseau de la Banque.

Aucune commission n'a été encaissée par la STB au titre de l'exercice 2016.

La STB règlera à la STB Finance une commission de 0.2% sur toutes les opérations qui lui sont confiées et se rapportant au portefeuille titres de la STB. Toutefois, au-delà d'un certain montant, un plafond sera fixé en commun accord entre les deux parties.

Le transfert effectif de la base de données «TITRES» de la STB à la STB Finance a eu lieu le 26 septembre 2016.

2-2. Parmi les capitaux propres de la STB figure une dotation de l'Etat d'un montant de 117000 KDT, constatée en application de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012, assortie d'une éventualité de restitution après cinq années et après rétablissement de l'équilibre financier de la Banque ;

2-3. En vertu de la convention signée suite à la décision du Conseil Ministériel du 02 juin 2011, la Banque a accordé à sa filiale, la Banque Franco-Tunisienne, un emprunt interbancaire de 70 000 KDT assorti d'une garantie de l'Etat, pour une période de trois mois renouvelable, avec un taux d'intérêt de 5,25% ;

2-4. La Banque a conclu des conventions de comptes courants associés avec les filiales suivantes du Groupe STB :

En milliers de dinars

Société du groupe	Encours au 31/12/2016	Taux de rémunération	Intérêts 2016
Société Tunisienne de Recouvrement des Créances "STRC"	56 250	TMM+0.5%	2 776
L'Immobilière de l'Avenue	24 371	TMM + 2%	-
ACTIV HOTELS	12 800	TMM + 2%	-
SMT Maison Blanche	1 623	Non rémunéré	-
Total	95 044		2 776

2-5. La Banque a signé avec sa filiale «STB-SICAR» plusieurs conventions de gestion des fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se présente au 31 décembre 2016, comme suit :

En milliers de dinars

Fonds gérés	Date de souscription	Montant souscrit	Encours au 31/12/2016
FG STB 1	22/03/1999	8 000	4 727
FG STB 2	23/02/2001	8 000	5 130
FG STB 3	05/05/2001	5 000	4 048
FG STB 4	23/02/2002	6 500	6 011
FG STB 5	31/10/2003	6 824	6 045
FG STB 6	13/09/2004	2 707	2 063
FG STB 7	28/11/2006	800	793
FG STB 8	28/03/2008	6 752	6 430
FG STB 9	23/03/2009	4 800	4 830
FG STB 10	23/03/2009	8 748	8 840
FG STB 11	12/01/2010	6 000	7 238
FG STB 12	12/01/2010	9 898	11 625
FG ID 1	28/12/2002	2 000	1 235
FG ID 2	28/12/2002	2 000	1 262
FG ID 3	22/09/2003	5 436	3 832
FG ID 4	15/06/2005	360	372
FG ID 5	30/09/2006	1 133	1 274
FG ID 6	29/03/2008	4 000	3 619
Total		88 958	79 374

Les conditions de rémunération au titre de la gestion des fonds gérés à capital risque se résument comme suit :

- Une rémunération annuelle hors taxe de 1% prélevée sur la base des actifs valorisés ou sur la base de la valeur nominale du fonds, à la fin de chaque exercice et payée préalablement à la déduction de tous les autres frais et commissions ;

- Une commission de performance égale à 10% ou à 20% des plus-values réalisées sur les cessions d'actions, de parts sociales et des dividendes servis ;

- Une commission de rendement égale à 10% des produits de placements réalisés par chaque fonds.

Au cours de l'exercice 2016, la Banque a comptabilisé une charge globale de 1 042 KDT au titre de ces différentes commissions sur fonds gérés.

2-6. Les conditions annuelles des contrats de location conclus entre la Banque et certaines de ses filiales se résument dans le tableau suivant :

En milliers de dinars

Filiale	Montant annuel du loyer (DT)	Date début de la location	Majoration annuelle en(%)	Loyer 2016 (TTC)
STRC	1 ^{er} étage	01/07/2004	5% à partir de la 2 ^{ème} année de la location.	17,531
	2 ^{ème} étage	01/09/2001	5% à partir de la 2 ^{ème} année de la location.	20,294
	3 ^{ème} étage	01/04/2005	5% à partir de la 2 ^{ème} année de la location.	16,900
STB FINANCE	52,073	01/11/2011	5%	61,447
STB INVEST	23,718	01/12/2011	5%	27,988
STB MANAGER	22,631	01/12/2011	5%	26,704
SOFI ELAN	5,762	01/12/2011	5% Tout les deux ans à partir de la 3 ^{ème} année de la location.	5,763
Total				176,627

2-7. L'encours des emprunts obligataires souscrits par les administrateurs de la Banque, totalise au 31 décembre 2016, 33 932 KDT. Cet encours se détaille par administrateur dans le tableau suivant :

En milliers de dinars

Administrateur	Emprunt (E)	Taux	Montant souscrit	Encours 31/12/2016
STAR	E- 2011 Catégorie A	6,10%	10 000	4 284
	E-2008/1 Catégorie C	TMM+1,75	2 000	1 200
	E-2008/1 Catégorie D	TMM+2	5 000	3 400
	E-2008/2	6,50%	10 000	5 625
Hamrouni Abdelkader	E-2010/1 Catégorie B	5,30%	20 000	11 996
	E-2011 Catégorie A	6,10%	8 000	3 427
	E-2012/1	6,15%	20 000	4 000
Total			75 000	33 932

2-8. La Banque assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour :

(i.) Les trois SICAV suivantes : SICAV L'Épargnant, SICAV L'Investisseur et SICAV L'Avenir. En rémunération des prestations fournies à ce titre, elle bénéficie des commissions suivantes :

- 0,05% du montant de l'actif net de la «SICAV L'Épargnant» calculé quotidiennement.
- 0,1% du montant de l'actif net de la «SICAV L'Investisseur» calculé quotidiennement.
- 1 000 DT (Hors taxes), à verser annuellement par la SICAV L'Avenir.

(ii.) Les deux fonds FCP DELTA et FCP EL HIKMA, gérés par la STB MANAGER. En rémunération des

prestations fournies à ce titre, la Banque bénéficie d'une commission de :

- 0,1% (TTC) du montant de l'actif net de chaque fond calculé quotidiennement.

(iii.) Les deux fonds FCP INNOVATION et FCP CAPITAL PLUS, gérés par la STB FINANCE. En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque bénéficie d'une commission de :

- 0,1% (HT) du montant de l'actif net de chaque fond calculé quotidiennement.

2-9. Les concours bancaires accordés par la Banque à ses administrateurs et ses dirigeants totalisent, au 31 décembre 2016, un montant de 121 898 KDT, réparti comme suit :

En milliers de dinars

	Encours au 31/12/2016
Groupe KHALFALLAH BECHIR	111 038
Groupe HAMROUNI ABDELKADER	7 885
LOUATI ABDERRAZEK	12
STAR	2 877
Sous total «Administrateurs»	121 812
Directeur Général Adjoint	86
Sous total «Dirigeants»	86
Total général	121 898

3. Obligations et engagements de la Banque envers ses dirigeants

3-1. Les obligations et engagements de la Banque envers ses dirigeants tels que visés à l'article 200 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

(i.) La rémunération du Directeur Général a été fixée par le décret gouvernemental n° 2015-968 du 06 août 2015. Elle se compose, d'une partie fixe, d'une partie variable et d'un ensemble d'avantages en nature :

- La rémunération fixe correspond à un salaire brut mensuel de 28 013 dinars, soit un salaire net mensuel de 16 000 dinars.

- La rémunération variable est fixée par le comité de nomination et des rémunérations de la Banque, sur la base des éléments qualitatifs et quantitatifs contenus dans le contrat programme. Elle est plafonnée à 50% de la rémunération fixe.

- Les avantages en nature sont les suivants :

- Une voiture de fonction avec un quota de 500 litres de carburant par mois ;

- Une deuxième voiture de fonction à usage domestique avec un quota de 250 litres de carburant par mois ;

- Un remboursement des frais téléphoniques ;

- Un remboursement de toutes les dépenses engagées dans le cadre de l'exercice de son activité moyennant la présentation des factures y afférentes (frais de transport, frais de missions à l'étranger etc...).

(ii.) La rémunération du Directeur Général Adjoint a été actualisée par décision du Conseil d'Administration de la Banque réuni en date du 09 novembre 2016. Elle se compose, d'une partie fixe, d'une partie variable et d'un ensemble d'avantages en nature :

- La rémunération fixe correspond à un salaire brut mensuel de 4 767 dinars, soit un salaire net mensuel de 2 670 dinars ;

- La rémunération variable est fixée par le comité de nomination et des rémunérations de la Banque, sur la base des éléments qualitatifs et quantitatifs contenus dans le contrat programme. Elle est plafonnée à 50% de la rémunération fixe ;

- Les avantages en nature sont les suivants :

- Une voiture de fonction avec un quota de 400 litres de carburant par mois ;

- Un remboursement des frais téléphoniques ;

(iii.) Le montant brut des jetons de présence servis aux administrateurs au cours de l'année 2016 au titre de l'exercice 2015 s'élève à 191 500 dinars conformément à la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 28 juillet 2016

(iv.) Le montant des rémunérations servies aux trois comités émanant du Conseil d'administration : le Comité d'Audit, le Comité Risques et le Comité de nomination et des rémunérations s'est élevé à 39 000 dinars au titre de l'exercice 2016.

3-2. Les obligations et engagements de la Banque envers ses dirigeants et ses membres du conseil d'administration tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016, se présentent comme suit :

En milliers de dinars

Nature de la rémunération	PDG		DGA		Administrateurs	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016
Avantages à court terme	313,409	-	103,005	-	144,000	164,000
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-	-	24,977	-	-
Total	313,409	-	103,005	24,977	144,000	164,000

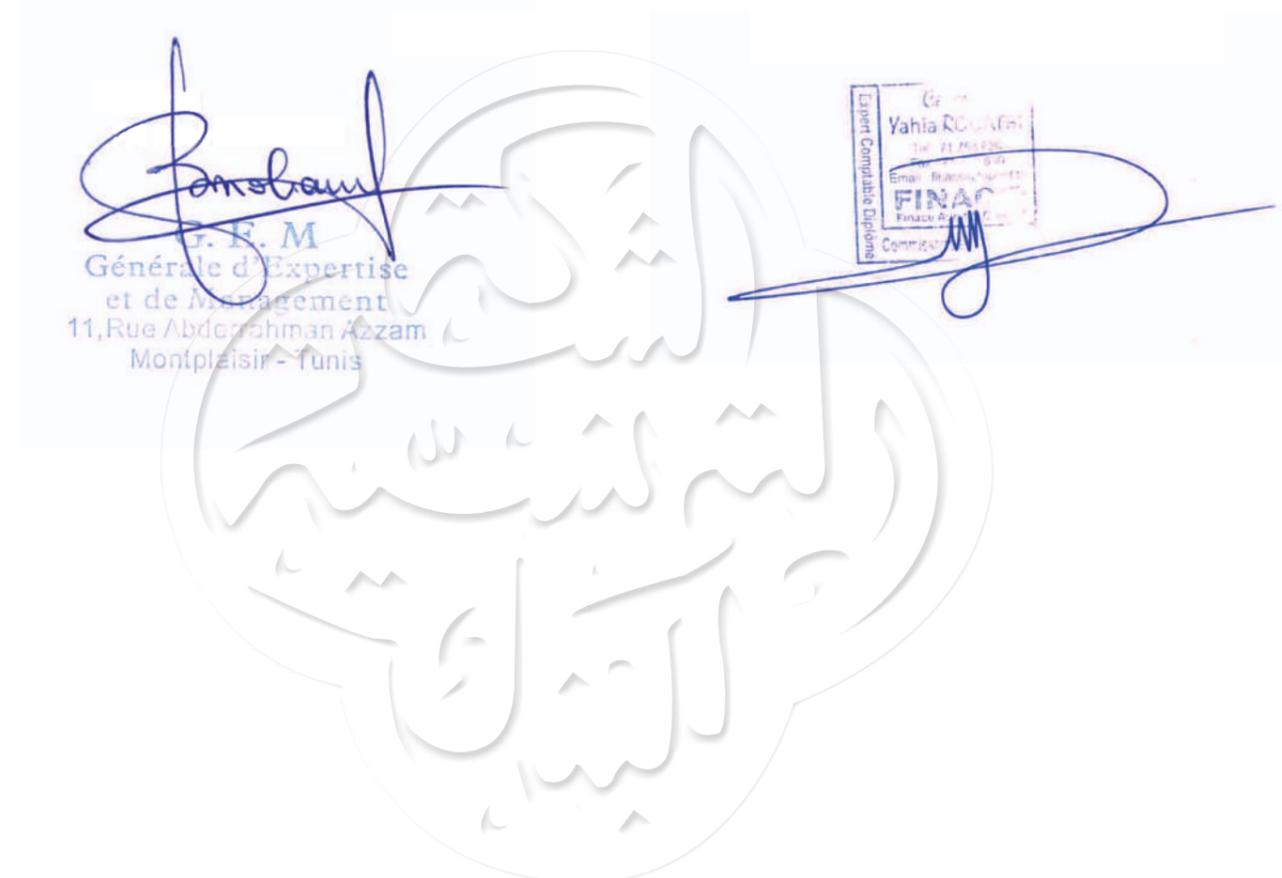
Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux d'audit n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des textes de loi sus-indiqués.

Tunis, le 08 Mai 2017

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ GEM
Ali BEN MOHAMED

P / le Groupement ABC – FINACO
Yahia ROUATBI



RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

MARDI 23 MAI 2017 (EXERCICE 2016)

PREMIERE RÉOLUTION :

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2016 et du rapport général des commissaires aux comptes ainsi que les explications complémentaires fournies, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le rapport du Conseil d'Administration et les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la Majorité

DEUXIEME RÉOLUTION

Après avoir pris acte du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales ainsi que les articles 43 et 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et établissements financiers, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve toutes les opérations rentrant dans le cadre des dispositions desdits articles telles qu'elles ont été présentées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la Majorité

TROISIEME RÉOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport de gestion relatif au groupe STB et du rapport général des commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la Majorité

QUATRIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion relative à l'exercice 2016.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la Majorité

CINQUIEME RÉOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice 2016, ci-dessous détaillé, en résultats reportés :

	En Dinars
- Résultat de l'exercice 2016 :	40 517 977,222
- Reports à nouveau (2015)	-694 734 248,325
- Résultats reportés :	-654 216 271,103

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la Majorité

SIXIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe :

- un montant de quatre mille dinars (4.000 DT) net par séance à allouer au Président du Conseil d'Administration.
- un montant de deux mille dinars (2.000 DT) net par séance à allouer aux membres du Conseil d'Administration.
- un montant de deux mille dinars (2.000 DT) net par séance à allouer au Président du Comité Permanent d'Audit Interne et au Président du Comité des Risques.
- un montant de mille dinars (1.000 DT) net par séance à allouer :
 - à chaque membre du Comité Permanent d'Audit Interne et du Comité des Risques
 - à chaque Président ou membre des autres comités issus du Conseil d'Administration

Les présidents et les membres appartenant à plus d'un comité ne peuvent bénéficier que d'une seule rémunération calculée sur la base de leurs présences à un seul comité de leur choix.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à la Majorité

SEPTIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie la décision du conseil d'administration du 15 février 2017 portant nomination de Monsieur M'Hamed AYED en tant qu'administrateur représentant l'Etat en remplacement de Madame Dorra BERRAIES pour la période restante de son mandat.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'Unanimité

HUITIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté la fin du mandat des commissaires aux comptes actuels, décide de nommer le Cabinet

d'expertise comptable CFA représenté par Monsieur Fethi SAIDI et le Groupement d'Expertise Comptable le Cabinet Samir LABIDI (CSL) et le Cabinet Nour El Houda HENANE (CNH) en tant que commissaires aux comptes, pour une période de trois ans, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2019.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'Unanimité

NEUVIEME RÉOLUTION

Tous les pouvoirs sont donnés au représentant légal de la Banque ou à son mandataire aux fins de procéder aux formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité légales nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'Unanimité



RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB

EXERCICE 2016



RAPPORT DE GESTION DU GROUPE STB EXERCICE 2016

1. Présentation du Périmètre du Groupe STB

1.1. Présentation Générale du GROUPE STB

Le groupe STB est composé de 22 sociétés évoluant dans divers secteurs d'activité (recouvrement de créances, gestion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, intermédiation en bourse, hôtellerie, services et immobilier).

La société mère, la Société Tunisienne de Banque, est un établissement de crédit fondé en 1958 et régi par les dispositions de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016. Elle est cotée en bourse et son capital qui s'élève à 776.875.000 DT est entièrement libéré et est divisé en 155.375.000 actions ordinaires de valeur nominale égale à 5 dinars.

Le groupe STB exerce essentiellement ses activités au niveau de quatre pôles économiques :

- **Pôle financier** : ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi 2001/65 régissant l'activité des établissements de crédit ainsi que les entités dont l'activité en est le prolongement, à savoir : l'intermédiation en bourse, la gestion des organismes de placement collectif des valeurs mobilières O.P.C.V.M (loi n°88-92 du 2-8-88 & Loi n°2001-83 du 24-7-2001) et les SICAR régies par la loi n°95-87 du 30-10-95.
- **Pôle de l'immobilier** : ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi n° 90-17 du 26 février 1990 pour exercer à titre professionnel des opérations de lotissement et d'aménagement de terrains destinés principalement à l'habitation ainsi que la construction ou la rénovation d'immeubles collectifs ou semi collectifs à usage d'habitation, commercial, professionnel ou administratif.
- **Pôle touristique** : Ce pôle regroupe les entités agréées pour la gestion des unités hôtelières et touristiques.
- **Pôle des services** : ce pôle regroupe les entités qui sont spécialisées dans les études, les prestations commerciales et intellectuelles, le conseil et le recouvrement des créances.

1.2. Présentation des Principales Sociétés appartenant au groupe STB

BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT» :

Créée en 1879, la Banque Franco Tunisienne «BFT» est une société anonyme ayant pour objet l'exercice de toutes opérations financières et bancaires.

L'activité de la BFT est déficitaire.

Au 31/12/2016, la STB détient 78,18 % dans le capital de la Banque Franco Tunisienne «BFT» qui s'élève à 5 000 000 dinars divisé en 1 000 000 actions de 5 dinars chacune. La participation de la Banque est totalement provisionnée.

Le dossier de la BFT est suivi par les Autorités, le devenir de la société dépend du contentieux opposant l'Etat Tunisien à la société ABCI

TUNISIAN FOREIGN BANK «TFB EX UTB»:

Créée en 1977 la Tunisian Foreign Bank «TFB» est une société anonyme ayant pour objet l'exercice de toutes les opérations financières et bancaires.

Le réseau de TFB se compose de trois agences sises à Paris, à Marseille et à Tunis (agence off -shore).

Il convient de souligner, en ce qui concerne l'activité, qu'après une première opération de restructuration de son capital autour d'un noyau dur d'actionnaires (La BCT, la STB et la BH), un programme de restructuration financière a été mis en place. Il consista à :

- La réduction du capital de 35.515 K€ représentant le montant des pertes cumulées à fin décembre 2014.
- L'augmentation du capital de 5.000 K€
- L'émission d'un emprunt subordonné de 16.000 K€ garanti par l'Etat.

Malgré les actions menées, les résultats de 2015 et de 2016 restent déficitaires et cette dernière restructuration n'a pas donné les résultats escomptés.

Au niveau de la gouvernance, un nouveau DGA et un nouveau DG ont été récemment désignés.

En collaboration avec les autorités, un appel d'offres a été lancé et une Banque d'affaires a été choisie ayant pour mission la recherche d'un partenaire stratégique.

Afin d'éviter que la TFB ne fasse l'objet de mesures disciplinaires imposées par l'autorité de Contrôle, un nouveau plan d'assainissement est actuellement en cours d'examen.

Au 31/12/2016, la STB détient 46 % dans le capital de la Tunisian Foreign Bank «TFB» qui s'élève à 19 077 172,92 Euros divisé en 1 251 783 actions de 15,24 Euros chacune. La participation de la Banque est provisionnée à hauteur de 77 %.

ED DKHILA

Créée en 1966, la Société ED DKHILA a pour objet la création et la gestion d'unités hôtelières et touristiques. Elle exploite depuis 1968 le village de vacances «Résidence Club Skanes» sis à la zone touristique de Monastir.

Il est à signaler que l'hôtel, bâti sur environ 16 hectare, est sous contrat de location.

En 2014, une nouvelle location de l'hôtel a été engagée et a abouti à la signature d'un nouveau contrat sur 10 ans moyennant un investissement d'extension et de rénovation d'un montant de 15 millions de dinars.

Toutefois, en 2015 et après l'attentat de Sousse, le locataire a été contraint de fermer l'hôtel et a demandé à la société ED Dkhila de revoir à la baisse le loyer.

Vu la situation actuelle du tourisme, la société a consenti en 2016 une réduction de 67,5% du loyer. Actuellement, les deux parties sont en discussion pour une réduction pour l'année 2017 qui atteindrait 55% du loyer.

Au 31 décembre 2016, la STB détient 61,21% dans le capital de la société ED DKHILA qui s'élève à cette

date à 7 500 000 dinars, divisé en 1 500 000 actions de nominal 5 dinars chacune.

L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE

Créée en 1931, l'Immobilier de l'Avenue est l'une des sociétés de promotion immobilière les plus anciennes du secteur.

En raison surtout de la concurrence rude dans le secteur et de l'importance des charges, l'Immobilier de l'Avenue est en difficulté depuis plusieurs années.

Un plan d'assainissement et de restructuration a été élaboré et est en cours d'exécution, basé notamment sur un assainissement social, un contrôle plus rigoureux des coûts de réalisation, une prospection des opportunités de terrain en vue d'assurer la facilité de la commercialisation et une restructuration organisationnelle de la société.

L'opération de désengagement de personnel a été réalisée et a concerné le départ de 23 employés et la restructuration organisationnelle (organigramme, manuel de procédures et règlement intérieur) a été mise en place.

Aussi, dans le cadre de ce plan, l'immobilière de l'Avenue a entamé la cession des actifs hors exploitation suivants :

- l'immeuble Jean Jaurès, estimé à 1.800 m D;
- Le terrain Green Park, estimé à 11.700 m D;
- Les titres de participations dont la valeur comptable est de 2.371mD.

Le produit de cession de ces actifs servira à amortir les engagements de la société vis à vis de la STB.

L'Immobilier de l'Avenue a déjà réalisé la cession du terrain Green Park et a entamé les procédures pour la cession des deux autres actifs.

Au 31 décembre 2016, la STB détient 84,71% dans le capital de l'Immobilier de l'Avenue qui s'élève à cette date à 9 400 000 dinars, divisé en 1 880 000 actions de valeur nominale égale à 5 dinars.

STB INVEST

La STB INVEST a été Créée en 1991, son objet social consiste en la promotion des investissements dans le pays sous le régime des sociétés d'investissement à capital fixe SICAF.

Son capital actuel est de 36 000 000 dinars et est divisé en 3 600 000 actions de valeur nominale égale à 10 dinars.

L'activité de la STB Invest est bénéficiaire et elle distribue régulièrement des dividendes.

Au 31 décembre 2016, la STB détient 94,39% dans le capital de cette société.

Les SICAV (SICAV L'INVESTISSEUR, SICAV L'Epargnant et SICAV Avenir)

Fondées en 1994, chacune des trois SICAV est une société d'investissement à capital variable ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières par l'utilisation de ses fonds propres.

Leurs objectifs est de procurer à leurs actionnaires des revenus réguliers et conséquents ainsi qu'une liquidité optimale.

L'activité des trois SICAV est bénéficiaire et elles distribuent régulièrement des dividendes.

STB MANAGER

Créée en 2002, son objet social est la gestion des portefeuilles des organismes de placement collectif en valeurs mobilières du groupe STB.

L'activité de la STB Manager est bénéficiaire.

Son capital actuel est de 500 000 dinars et est divisé en 5 000 actions de valeur nominale égale à 100 dinars.

Au 31 décembre 2016, la STB détient 29,98% dans le capital de la STB MANAGER.

SOCIETE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES

La STRC, créée en 1999, est la première société de recouvrement des créances bancaires agréée dans le cadre de la loi 98-4 du 02 février 1998. L'objet social de la STRC est le recouvrement des créances pour son propre compte et pour le compte d'autrui.

L'activité de la STRC est déficitaire.

Pour répondre aux objectifs d'efficacité et d'efficience, la société devrait renforcer ses moyens humains, matériels et logistiques et développer son système d'information, ses procédures et son organisation.

Un plan d'assainissement et de restructuration de la société est en cours de mise en place.

Au 31 décembre 2016, la STB détient 91,35% dans le capital de la STRC qui s'élève à cette date à 37 000 000 dinars, divisé en 370 000 actions de nominal 100 dinars chacune.

STB SICAR

Créée en 1998, la société d'investissement à capital risque du Groupe, STB SICAR, est une société à capital risque ayant pour objet la prise de participations pour son propre compte ou pour le compte de tiers dans le capital social des sociétés en vue d'une rétrocession.

Depuis sa création, la STB SICAR est restée tributaire des fonds alloués par la Banque et des commissions de gestion payées par celle-ci.

Après restitution des fonds échus, la STB SICAR risque de se trouver dans une situation de déséquilibre où ses produits ne couvrent plus ses charges. Pour amener la STB SICAR à compter sur elle-même et à développer son activité, un plan d'assainissement et de restructuration a été élaboré et qui concerne les actions suivantes :

- * Mise en place d'une organisation et d'un mode de management répondant à l'activité du capital risque;
- * Mise en place d'un nouveau système d'information;
- * Orientation vers de nouveaux produits;

* Adoption d'une politique de recouvrement active en synergie avec la STRC;

* Recherche de la meilleure adéquation entre productivité, rentabilité et charges de fonctionnement;

* Evolution de la SICAR en tant que mode de financement et d'accompagnement aux crédits classiques de la Banque.

Au 31 décembre 2016, la STB détient directement 55,83% dans le capital de la STB SICAR qui s'élève à 19 495 mille dinars.

La STB FINANCE (Ex SOFIGES)

Créée en 1967, cette société opère dans le domaine de l'intermédiation en bourse.

Elle a pour objet de réaliser toutes les opérations de transaction et de gestion des valeurs mobilières.

La part de marché de la SOFIGES reste faible (2%) et son positionnement par rapport aux autres intermédiaires a reculé (13^{ème} sur 22). La STB Finance reste non compétitive.

Un programme de mise à niveau comportant plusieurs volets (changement de dénomination, aménagement du local, mise à jour du Site Web et lancement de nouveaux produits) vient d'être mis en place et un programme de restructuration sociale est en cours d'étude.

En 2016, le résultat de l'activité de la STB Finance est déficitaire.

Au 31 décembre 2016, la STB détient 61,34% du capital de la STB Finance qui s'élève à 6 500 mille dinars.

SOFI ELAN SICAF

Créée en 1994, la SOFI ELAN SICAF a pour objet social la gestion des portefeuilles titres.

La SOFI ELAN est une société bénéficiaire et qui distribue régulièrement des dividendes.

Au 31 décembre 2016, la STB détient directement 15,52% dans le capital de la SOFI ELAN SICAF qui

s'élève à cette date à 5 000 000 dinars, divisé en 500 000 actions de nominal 10 dinars chacune.

La GENERALE DE VENTE «GEVE»

La GEVE a été Créée en application de la décision de la CAREPP du 12/3/2007 dans le cadre de l'opération de privatisation de la STIA.

Son objet social est l'acquisition des actifs hors exploitation de la STIA (Participations, Terrains et construction) puis leur revente.

Pour financer ses achats, la société a contracté un crédit de 11.800 mD répartis à part égale entre la STB et la BNA ;

En 2013 la GEVE a réalisé la vente d'un Immeuble et a enregistré une plus value de l'ordre de 2 MD.

En 2014 la GEVE a réalisé la cession de 340.000 actions Sicar Invest et a enregistré une plus value de 636 mD.

La cession de sa participation au capital de la STB Sicar (204.000 actions) sera incessamment réalisée et les cahiers des charges relatifs à la cession des terrains et de la villa sis à Sousse sont en cours d'élaboration.

Les produits de cession ont servi à amortir ses engagements.

La situation financière de la GEVE au 31/12/2016 est déficitaire à cause des charges financières.

Au 31 décembre 2016, la STB détient 50 % dans le capital de la GEVE qui s'élève à cette date à 4 000 000 dinars, divisé en 4 000 000 actions de nominal 1 dinar chacune.

ACTIV HOTELS

Créée en 2006, ACTIV HOTELS est une société anonyme qui a pour objet la création, l'acquisition, la vente, la location, l'exploitation et la gestion de tout ensemble hôtelier, touristique ou balnéaire.

Depuis son entrée en exploitation, la société a réalisé l'acquisition de deux unités en rapport avec l'activité touristique.

Les résultats enregistrés sont déficitaires à cause du retard enregistré dans la cession des unités

hôtelières et du décompte par la STB des frais financiers sur les CCA contractés par la société pour l'achat desdites unités.

Au 31/12/2016, la STB détient directement 30% du capital qui s'élève à 1.000.000 dinars divisé en 10.000 actions de nominal 100 dinars.

STB MOYENS GENERAUX

STB Moyens Généraux est une société anonyme nouvellement créée qui a pour objet d'assurer le service nettoyage des locaux et des établissements appartenant à la STB.

Le capital social est fixé à la somme 500.000 dinars. Il est divisé en 50.000 actions de 10 dinars chacune, intégralement souscrites et totalement libérées.

Au 31/12/2016, la STB détient directement 30% du capital de ladite société et l'ensemble du Groupe STB détient 99% du capital de la société.

STB SECURITE ET GARDIENNAGE

STB Sécurité et Gardiennage est une société anonyme nouvellement créée qui a pour objet d'assurer la sécurité et le gardiennage des biens et établissements appartenant à la STB.

Le capital social est fixé à la somme de 200.000 dinars divisé en 20.000 actions de 10 dinars chacune, intégralement souscrites et totalement libérées.

Au 31/12/2016, la STB détient directement 0,5% du capital et l'ensemble du Groupe STB détient 99% du capital de ladite société.

1.3. Liste des Sociétés du Groupe STB au 31 Décembre 2016

En milliers de Dinars

Raison sociale	Pôle d'activité	capital
STB BANK (Sté Mère)	Etablissement de Crédits	776 875
STB INVEST	Etablissement Financier	36 000
SOFI ELAN SICAF	Etablissement Financier	5 000
STB MANAGER	Etablissement Financier	500
STB FINANCE	Etablissement Financier	6 500
STB SICAR	Etablissement Financier	19 495
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	Services	9 400
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	Services	37 000
STE LA GENERALE DE VENTE	Services	4 000
ED-DKHILA	Touristique	7 500
SOCIETE ACTIVHOTELS	Touristique	1 000
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	Etablissement de Crédits	5 000
SICAV L'INVESTISSEUR	Etablissement Financier	1 000
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	Etablissement Financier	1 795
TUNISIAN FOREIGN BANK «TF BANK»	Etablissement de Crédits	19 077 172,92 euros
STE MOYENS GENERAUX	Services	500
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	Services	2 400
SONIBANK	Etablissement de Crédits	12 000 000 M FCFA
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	Touristique	1 000
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	Services	8 885
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	Touristique	20 000
STE DE SECURITE ET DE GARDIENNAGE	Services	200

1.4. Identification des sociétés rentrant dans le périmètre du Groupe STB au 31 décembre 2016

Sociétés Consolidées par Intégration Globale

En milliers de Dinars

Raison sociale	capital	Pôle d'activité
STB BANK (Sté Mère)	776 875	Etablissement de Crédits
STB INVEST	36 000	Etablissement Financier
SOFI ELAN SICAF	5 000	Etablissement Financier
STB MANAGER	500	Etablissement Financier
STB FINANCE	6 500	Etablissement Financier
STB SICAR	19 495	Etablissement Financier
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	9 400	Services
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	37 000	Services
STE LA GENERALE DE VENTE	4 000	Services
ED-DKHILA	7 500	Touristique
SOCIETE ACTIVHOTELS	1 000	Touristique
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	5 000	Etablissement de Crédits
STE MOYENS GENERAUX	500	Services
STB SECURITE ET GARDIENNAGE	200	Services

Sociétés Consolidées par Mise en Equivalence

Consolidation des deux SICAV du groupe par mise en équivalence :

- Les deux SICAV du groupe sont créées par la STB qui agit en qualité de dépositaire et possède des participations plus ou moins importantes dans le capital de chacune d'elles ;
- Les conseils d'administration des SICAV du groupe sont contrôlés par la STB, directement ou par l'intermédiaire de ses agents financiers habilités (dans le cas du Groupe STB, il s'agit de la participation indirecte à travers la STB MANAGER, filiale liée et créée par la STB et appelée à gérer les OPCVM du Groupe). Ceci explique le pourcentage de contrôle élevé et l'adoption de la méthode de l'intégration globale comme méthode de consolidation pour ces organismes de placements collectifs en valeurs mobilières.

Toutefois, le cadre réglementaire des SICAV en Tunisie stipule que ces sociétés sont soumises au contrôle des autorités du marché, en l'occurrence le Conseil du Marché Financier (CMF). Des règles particulières leurs sont applicables en ce qui concerne la nature des actifs qu'elles peuvent détenir et leur répartition.

En effet, le contrôle exclusif qui est présumé être exercé par la STB sur ses SICAV est incompatible avec le cadre réglementaire des SICAV, d'autant plus, qu'en l'état actuel des choses, la STB n'est pas garante des performances de ses SICAV et ne supporte pas les risques liés à leurs activités ou à leurs actifs bien que la détention des titres de ces entités spécifiques entre dans le contexte classique de détention durable envisagé par la société mère et non pas dans le contexte d'une activité de trading. C'est à juste titre que le groupe a opté pour la consolidation des 2 SICAV l'Avenir & l'Investisseur par mise en équivalence.

Sociétés Consolidées par mises en équivalence (IAS 28.5 et NCT 36) :

Il s'agit des sociétés où la STB est présumée exercer une influence notable concrétisée par un pouvoir lui permettant de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de chaque entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

Les sociétés mises en équivalence du groupe STB opèrent dans des secteurs d'activités diversifiés tel que les SICAV, les services et essentiellement le tourisme; de ce fait, et dans le cadre de son soutien à l'économie nationale, la société mère met en évidence

cette influence notable par les faits suivants :

- Une représentation au Conseil d'Administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue;
- Une participation au processus d'élaboration des politiques par le conseil et l'assistance logistique et financière;
- Des transactions significatives entre la STB et l'entreprise détenue ; en termes d'engagement en participation et/ ou en crédits (pool bancaire) ;
- Un échange de personnels dirigeants (personnels détachés).

En milliers de Dinars

Raison sociale	capital	Pôle d'activité
SICAV L'INVESTISSEUR	1 000	Etablissement financier
SICAV L'AVENIR	1 795	Etablissement financier
TUNISIAN FOREIGN BANK «TF BANK»	19 077 172,92 euros	Etablissement de crédit
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	2 400	Services
SONIBANK	12 000 000 M FCFA	Etablissement de crédit
STE DU PÔLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	20 000	Touristique
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	8 885	Services
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	1 000	Touristique

1.5. Evolution du pourcentage de contrôle, des pourcentages d'intérêts et variation du périmètre

Pourcentages de contrôle

Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Le pourcentage de contrôle traduit le lien de dépendance direct et/ou indirect entre la STB et

les sociétés consolidées. Il permet de déterminer les entreprises qui doivent être retenues dans le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes de consolidation à appliquer. Le pourcentage de contrôle exprime le nombre de droits de vote dont dispose la STB dans l'entreprise consolidée. Il se calcule en faisant la somme de tous les droits de vote détenus directement ou indirectement par les sociétés placées sous le contrôle exclusif de la STB.

Le tableau suivant présente les pourcentages de contrôle arrêtés au 31 décembre 2016, ainsi que ceux

Sociétés du groupe	Evolution du pourcentage de Contrôle dans le groupe		Variation 2016-2015
	2016	2015	En points de pourcentage
STB BANK (Sté Mère)	99,69%	99,69%	0,00%
STB INVEST	99,01%	99,01%	0,00%
SOFI ELAN SICAF	58,59%	59,40%	-0,81%
STB MANAGER	99,96%	99,96%	0,00%
STB FINANCE	96,70%	96,70%	0,00%
STB SICAR	99,50%	99,51%	-0,01%
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99,90%	99,91%	-0,01%
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES «STRC»	100,00%	99,99%	0,01%
STE LA GENERALE DE VENTE	50,00%	50,00%	0,00%
ED-DKHILA	67,87%	67,87%	0,00%
SOCIETE ACTIVHOTELS	99,97%	99,97%	0,00%
BANQUE FRANCO TUNISIENNE «BFT»	78,80%	78,80%	0,00%
SICAV L'INVESTISSEUR	73,28%	73,55%	-0,27%
SICAV AVENIR (EX SICAV BDET)	98,61%	98,62%	-0,01%
TUNISIAN FOREIGN BANK «TF BANK»	46,00%	43,42%	2,58%
STE MOYENS GENERAUX	100,00%	100,00%	0,00%
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS «STCV»	27,06%	27,06%	0,00%
SONIBANK	25,00%	25,00%	0,00%
STE D'ETUDE & DVPT «SOUSSE NORD»	24,92%	24,92%	0,00%
STE CIVILE IMMOBILIERE «LA MAISON DU BANQUIER»	21,64%	21,64%	0,00%
STE DU PÔLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	20,00%	20,00%	0,00%
STB GARDIENNAGE ET SECURITE	99,95%	0,00%	99,95%

arrêtés au 31 décembre 2015 :

1.5. Evolution du pourcentage de contrôle, des pourcentages d'intérêts et variation du périmètre

Pourcentages d'intérêt ou dépendance financière au groupe

Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par la STB directement et/ou indirectement dans chaque société consolidée.

Contrairement au pourcentage de contrôle qui détermine la méthode de consolidation, le pourcentage d'intérêt permet la mise en œuvre de la consolidation. En effet, il permet d'évaluer les droits de

la STB dans l'actif net des sociétés consolidées ainsi que la part revenant aux actionnaires minoritaires. Il est également utilisé comme un outil principal dans la mise en œuvre des écritures de consolidation au moment de l'élimination des opérations réciproques et de la répartition des capitaux propres.

Le pourcentage d'intérêt se calcule en faisant la somme des pourcentages de capital détenus directement par la société mère dans le capital de la filiale et le produit des pourcentages de capital détenus directement et indirectement dans les sous-filiales.

L'état suivant, présente les pourcentages d'intérêt arrêtés au 31 décembre 2016, ainsi que ceux arrêtés

Sociétés du groupe	Evolution du pourcentage d'intérêts dans le groupe		Variation 2016-2015
	2016	2015	En points de pourcentage
STB BANK (Sté Mère)	99,69%	99,69%	0,00%
STB INVEST	98,50%	98,50%	0,00%
SOFI ELAN SICAF	57,22%	58,00%	-0,78%
STB MANAGER	91,43%	91,52%	-0,09%
STB FINANCE	93,23%	93,25%	-0,02%
STB SICAR	85,59%	85,60%	-0,01%
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	98,07%	98,10%	-0,03%
STE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES "STRC"	99,63%	99,62%	0,01%
STE LA GENERALE DE VENTE	49,85%	49,85%	0,00%
ED-DKHILA	67,58%	67,58%	0,00%
SOCIETE ACTIVHOTELS	96,53%	96,53%	0,00%
BANQUE FRANCO TUNISIENNE "BFT"	78,52%	78,52%	0,00%
SICAV L'INVESTISSEUR	72,43%	72,70%	-0,27%
SICAV AVENIR	96,26%	95,94%	0,32%
TUNISIAN FOREIGN BANK " TF BANK"	45,86%	46,67%	-0,81%
STE MOYENS GENERAUX	90,68%	90,79%	-0,11%
SOCIETE TUNISIENNE DE CONTROLE VERITAS "STCV"	26,98%	26,98%	0,00%
SONIBANK	24,92%	24,92%	0,00%
STE D'ETUDE & DVPT "SOUSSE NORD"	24,85%	24,85%	0,00%
STE CIVILE IMMOBILIERE "LA MAISON DU BANQUIER"	21,22%	21,22%	0,00%
STE DU POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR-ELFEJJA	19,94%	19,94%	0,00%
STB GARDIENNAGE ET SECURITE	90,71%	0,00%	90,71%

au 31 décembre 2015 :

2. Aperçu sur l'évolution des indicateurs consolidés

En millions de dinars

	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	CAGR	
Activité	Total du bilan	7 856,1	7 228,2	7 481,2	7 764,2	8 426,5	1,8%
	Dépôts clientèle	5 667,6	5 339,6	5 459,0	5 434,2	5 481,0	-0,8%
	Encours des crédits nets à la clientèle	5 749,8	5 439,4	5 533,1	5 538,1	5 528,5	-1,0%
Résultats	Marge d'intermédiation	131,2	141,2	142,7	129,7	142,1	2,0%
	Volume des commissions nettes	53,3	56,4	55,7	53,6	63,5	4,5%
	Chiffre d'affaires	405,5	454,0	506,6	503,7	519,9	6,4%
	Produit net bancaire	220,5	238,3	246,8	252,6	288,9	7,0%
	Charges opératoires	168,1	153,0	180,1	177,3	185,6	2,5%
	Résultat net de l'exercice	-32,6	-132,8	-25,4	-3,5	8,6	
Capitaux propres	Capital	124,3	124,3	124,3	776,9	776,9	58,1%
	Réserves consolidés	208,9	-229,1	-355,9	-327,9	-341,3	
	Actions propres	-2,9	-2,9	-2,9	-5,5	-5,5	17,8%
	Résultat de la période	-26,9	-127,3	-25,4	-3,5	8,6	
	Capitaux propres	303,5	-235,0	-259,0	440,0	438,7	9,6%
Rentabilité	Rentabilité des fonds propres (ROE)	-10,7%			-0,8%	2,0%	
	Rentabilité des actifs (ROA)	-0,4%	-1,8%	-0,3%	-0,05%	0,10%	
	Résultat Net / PNB	-12,2%	-53,4%	-10,3%	-1,4%	3,0%	
	Commissions nettes /P.N.B	24,2%	23,7%	22,6%	21,2%	22,0%	
	Marges d'intermédiation / PNB	59,5%	59,3%	57,8%	51,4%	49,2%	
	Commissions nettes /masse salariale	47,4%	49,4%	44,5%	43,2%	46,4%	
	Coefficient d'exploitation	76,2%	64,2%	73,0%	70,2%	64,3%	

2.1. chiffres clés

2.2. Principales Evolutions du Bilan Consolidé

Au niveau des postes de l'actif :

A fin 2016, le total actif consolidé du groupe STB s'est élevé à 8.426,5 millions de dinars en hausse de 662.3 millions de dinars ou 8,5% par rapport à son niveau arrêté à fin 2015. La progression enregistrée est expliquée par les principales variations suivantes:

- Accroissement du portefeuille titres commercial de 248,5 MD ou 29 % correspondant quasiment à la variation de l'encours de la société mère : + 252,2 MD
- Hausse du solde de la rubrique «créance sur les

établissements bancaires et financiers» de 137,2 MD provenant à moitié de celle de la société mère (+ 67 MD)

- baisse de l'encours des créances sur la clientèle de 9,4 MD ou -0,2% qui s'est élevé à 5 528,4 MD au terme de l'exercice 2016
- Hausse du portefeuille titres d'investissement de 37,1 MD ou 16,9%, celui de de la société mère enregistre une évolution de 55,4 MD.

Au niveau des postes du passif:

Le total du passif du Groupe a enregistré une progression de 669,3 MD ou 9,1% qui s'explique principalement par les variations différenciées

suivantes :

- Banque Centrale et CCP : +634,7 MD ou 158,4%, celui de la société mère enregistre une hausse du recours au refinancement auprès de la BCT de 515,1 MD. Il importe toutefois de souligner que la BFT a aussi bénéficié de la garantie de l'Etat de 140 MD au titre de refinancement BCT.
- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers : +69,1 MD ou 41,7%.
- Dépôts et avoirs de la clientèle : +46,8 MD ou 0,9% portant ainsi leur encours au terme de l'exercice 2016 à 5.481 MD contre 5.434,2 MD à fin 2016. La Société mère enregistre une hausse de 158,2 MD
- Emprunts et ressources spéciales : -54,1 MD ou -12% provenant de la baisse de l'encours de cette catégorie de ressources de la société mère (-89,7 MD ou -20,2%)

Au niveau des postes des capitaux propres :

Le total des capitaux propres du groupe STB s'est établi à 438,7 MD, enregistrant ainsi une légère baisse de 1,3 MD.

2.3. Evolution du Résultat du Groupe et de ses Principales Composantes

A fin décembre 2016, le résultat net consolidé du groupe STB s'est situé à 8,6 MD contre un résultat négatif à fin 2015 (-3,5 MD), provenant essentiellement des :

- Contributions positives de la société mère (44,2 MD), et de STB Invest (0,9 MD) ;
- Contributions négatives de la Banque Franco

Répartition du résultat net du groupe par secteur :

Secteur	En milliers de dinars	
	Résultat consolidé	Réserves consolidées
ETABLISSEMENTS DE CREDITS	(17 751)	293 073
ETABLISSEMENTS FINANCIERS	(853)	(16 497)
TOURISME	1 652	5 537
SERVICES	8 391	59 152
Total	(8 561)	341 265

Tunisienne (-28,1 MD), la Tunisian Foreign Bank (-12,1 MD) et l'Immobilière de l'avenue (-4 MD).

L'analyse des composantes du résultat net du groupe permet de relever les remarques suivantes :

- Le produit net bancaire s'est situé à 288,9 MD, enregistrant une hausse de 36,2 MD ou 14,4% se détaillant comme suit:
- Les produits d'exploitation bancaire: +16,3 MD ou 3,2% ;
- Les charges d'exploitation bancaire: - 20 MD ou -8%.

Les charges opératoires se sont accrues de 8,3 millions de dinars pour totaliser 185,63 millions de dinars à fin décembre 2016. Cette situation est expliquée au niveau des variations différenciées suivantes :

- Hausse de la masse salariale de 12,7 millions de dinars ou 10,2%, englobant en majeure partie le coût du recrutement opéré par la société mère durant le 3ème trimestre 2016 ;
- Régression des charges générales d'exploitation de 5,4 millions de dinars ;
- Le coefficient d'exploitation s'est remarquablement amélioré et est passé de 70,2% à 64,3 %. Celui de la société mère a atteint 50,1% en 2016 contre 51,2% au terme de 2015 ;
- Le résultat d'exploitation du groupe s'est élevé à 4,9 millions de dinars à fin décembre 2016 contre -6,5 millions de dinars à fin 2015.

Répartition du résultat net du groupe selon la norme de consolidation:

En milliers de Dinars

Société Consolidée	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2 016	2 015	2 016	2 015
• SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT	(365 705)	(365 362)	6 971	4 112
1 STB	(51 126)	(83 880)	44 229	23 950
2 STB INVEST	13 060	13 898	920	(92)
3 SOFI ELAN SICAF	1 499	1 655	175	109
4 STB MANAGER	763	813	359	325
5 STB FINANCE	1 947	3 478	(828)	(1 008)
6 STB SICAR	(773)	1 650	225	960
7 IMMOB. DE. L'AVENUE	(8 559)	(11 514)	(4 049)	5 861
8 STRC	(49 433)	(48 992)	135	3 347
9 LA GENERALE DES VENTES	(1 101)	(812)	(295)	(285)
10 ED DKHILA	799	356	(1 335)	(525)
11 ACTIVHOTELS	(6 337)	(4 986)	(316)	(1 320)
12 BFT	(266 386)	(234 756)	(28 067)	(27 108)
13 STE SECURITE ET GARDIENNAGE	(18)	0	(1 886)	-
14 STE MOYENS GENERAUX	(40)	0	(2 296)	5
NEPTUNIA*	0	(2 272)	0	(107)
• SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	24 440	37 481	1 590	(7 624)
15 SICAV L'INVESTISSEUR	(90)	225	78	(90)
16 SICAV L'AVENIR	(84)	0	(64)	(50)
17 STCV VERITAS	1 012	1 028	386	391
18 TUNISIAN FOREIGN BANK «TF BANK»	(8 426)	9 925	(2 904)	(12 097)
19 SONI BANK	24 575	17 339	4 836	4 246
20 EL FEJJA	3 531	1 875	142	223
21 MAISON DU BANQUIER	(714)	373	68	54
22 SED SOUSSE NORD	4 636	6 716	(952)	(301)
TOTAL GROUPE	(341 265)	(327 881)	8 561	(3 512)

(*) : la Contribution de NEPTUNIA sortante du périmètre de consolidation dans les réserves et les résultats consolidés de l'exercice 2015

3. Perspectives du Groupe STB

Le premier semestre 2016 a connu l'élaboration par la société mère d'une nouvelle stratégie quinquennale 2016-2020. Compte tenu de l'importance et du poids des filiales de la Banque et du modèle bottom-up participatif sur lequel a été bâtie cette stratégie, des représentants des filiales ont été directement impliqués dans l'élaboration des nouvelles orientations stratégiques de la Banque et particulièrement celles relatives aux filiales.

Cette stratégie «STB 2020», fondée sur la vision stratégique «Redevenir La Banque, Locomotive Performante de l'Economie Tunisienne» repose sur 13 axes de développement (8 axes de performance et 5 axes de moyens) dont un axe a été dédié aux filiales. Cet axe «Rentabilité des filiales et participations» est articulé autour des objectifs, des orientations et des chantiers suivants:

Objectifs:

- Augmenter la contribution des participations et des filiales dans la performance de la banque ;
- Améliorer le rendement du portefeuille de participations.

Orientations:

- Améliorer la rentabilité du portefeuille existant via son assainissement et sa priorisation;
- Définir une politique d'investissement orientée vers les secteurs porteurs;
- Renforcer les synergies entre la STB et ses filiales, pour améliorer la performance conjointe.

Chantiers détaillés en initiatives:

- Spécialisation des filiales au service du groupe dans l'objectif de:
 - Renforcer l'expertise et le niveau de compétences des filiales dans leurs domaines;
 - Faire bénéficier le groupe de cette spécialisation.

- Exploration des synergies entre groupe et filiales (PNB, coûts, investissement) dans l'objectif de:
 - Enrichir l'offre STB via les synergies identifiées;
 - Améliorer la performance globale du groupe.
- Refonte de la fonction gestion de participations et assainissement du portefeuille dans l'objectif de:
 - Améliorer le taux de rendement du portefeuille par la prise de participation dans les secteurs porteurs et la consolidation des participations rentables;
 - Améliorer le rendement et l'organisation des filiales;
 - Redresser les filiales, améliorer leur gouvernance et élaborer leurs plans de développement.

Ces différentes initiatives, qui seront planifiées dans le cadre de la stratégie opérationnelle détaillée, permettront de retrouver une meilleure rentabilité des participations et une synergie forte avec la société mère.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ARRÊTÉS AU 31/12/2016

BILAN CONSOLIDÉ
 ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ
 ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ
 ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31-12-2016

		En milliers de dinars	
	note	31/12/16	31/12/15
ACTIF			
Caisse et avoir auprès de la BCT, CCP ET TGT		286 380	232 738
Créances sur les établissements bancaires et financiers		308 715	171 469
Créances sur la clientèle		5 528 457	5 537 868
Portefeuille titres commercial	3.1	1 104 445	855 915
Portefeuille d'investissement	3.2	257 353	220 217
Titres mis en équivalence	3.3	69 920	57 451
Ecart d'acquisition		(6 259)	507
Valeurs immobilisées		123 846	114 645
Actif d'impôt différé		6 877	7 139
Autres actifs		746 811	566 267
TOTAL ACTIF		8 426 545	7 764 216
PASSIF			
Banque centrale et C.C.P		1 035 393	400 711
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers		234 916	165 784
Dépôts et avoirs de la clientèle		5 480 964	5 434 187
Emprunts et ressources spéciales		397 573	451 640
Passif d'impôt différé		23 119	23 436
Autres passifs		886 303	913 219
TOTAL PASSIF		8 058 268	7 388 977
Intérêts Minoritaires	3.4	(70 385)	(64 765)
CAPITAUX PROPRES			
Capital		776 875	776 875
Réserves consolidées	3.5	(341 265)	(327 881)
Actions propres	3.6	(5 509)	(5 478)
Résultat Consolidé	3.5	8 561	(3 512)
TOTAL CAPITAUX PROPRES		438 662	440 004
TOTAL PASSIF, INTERETS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES		8 426 545	7 764 216

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31-12-2016

		En milliers de dinars	
	note	31-12-2016	31-12-2015
PASSIFS EVENTUELS			
Cautions,avals et autres garanties données	3.7	1 167 114	943 954
Crédits documentaires	3.8	335 605	228 807
Actifs donnés en garantie			
TOTAL PASSIFS EVENTUELS		1 502 719	1 172 761
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financements donnés		128 194	77 031
Engagements sur titres		4 933	3 083
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		133 127	80 114
ENGAGEMENTS REÇUS			
Engagements de financements reçus			
Garanties reçues	3.9	1 476 761	1 261 250
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS		1 476 761	1 261 250

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

ARRÊTÉ AU 31-12-2016

	En milliers de dinars		
	note	31/12/16	31/12/15
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
PR 1 Intérêts et revenus assimilés		369 388	376 517
PR 2 Commissions (en produits)		65 953	56 643
PR 3 Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières		68 073	53 137
PR 4 Revenus du portefeuille d'investissement		16 532	17 376
Total Produits d'Exploitation Bancaire		519 946	503 673
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
CH 1 Intérêts encourus et charges assimilées		(227 304)	(246 794)
CH 2 Commissions encourues		(2 447)	(3 040)
CH 3 Pertes sur portefeuille-titre commercial et opérations financières		(1 336)	(1 228)
Total Charges d'Exploitation Bancaire		(231 087)	(251 062)
PRODUIT NET BANCAIRE		288 859	252 611
PR5/CH4 Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif		(121 712)	(100 533)
PR6/CH5 Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		(10 468)	(17 463)
PR7 Autres produits d'exploitation		32 253	43 850
CH6 Frais de personnel		(136 728)	(124 046)
CH7 Charges générales d'exploitation		(39 441)	(44 846)
CH8 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(9 435)	(8 422)
CH8 Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		1 590	(7 624)
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 918	(6 473)
PR8/CH9 Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires		(1 264)	(1 196)
CH11 Impôt sur les bénéfices		(3 821)	(3 619)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		(1 167)	(11 288)
PR 9/CH10 Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires		(110)	24
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		(1 277)	(11 264)
PR 9/CH10 Intérêts minoritaires dans le résultat	3.4	(8 838)	(7 752)
PART DANS LE RESULTAT DES MINORITAIRES IMPUTABLE AUX MAJORITAIRES		-	-
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE AVANT MODIFICATION COMPTABLE	3.5	8 561	(3 512)
Effet de la modification comptable		-	-
RESULTAT NET CONSOLIDE DE L'EXERCICE APRES MODIFICATION COMPTABLE		8 561	(3 512)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

ARRÊTÉ AU 31-12-2016

	En milliers de dinars		
	Note	31/12/16	31/12/15
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaissés		542 827	501 666
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(228 735)	(259 330)
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements bancaires et financiers		(23 137)	9 391
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(344 726)	177 582
Dépôts / Retrait des dépôts de la clientèle		49 080	(30 837)
Acquisitions/cessions des titres de placement		(314 811)	(419 830)
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(121 594)	(141 557)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(26 450)	(6 488)
Impôts sur les sociétés payés		(4 325)	(2 275)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation		(471 871)	(171 678)
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement		16 116	15 094
Acquisitions / cessions sur portefeuille investissement		(58 102)	5 977
Acquisitions / cessions des immobilisations		(18 141)	(14 167)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement		(60 127)	6 904
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emissions d'actions		0	756 987
Emissions / Remboursements d'emprunts et ressources spéciales		(88 077)	(45 501)
Dividendes versés		(126)	(137)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement		(88 203)	711 349
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		(620 200)	546 575
Ajustement suite aux variations du périmètre		200	503
Liquidités et équivalents en début de la période		28 912	(518 166)
Liquidités et équivalents en fin de la période	3.10	(591 088)	28 912

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1.1. REFERENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés, du groupe STB, sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictés notamment par :

- La norme comptable générale (NCT 1) ;
- Les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- Les normes comptables relatives à la consolidation (NCT 35 à 37) ;
- La norme comptable relative au regroupement d'entreprises (NCT 38) ;
- Les règles de la Banque Centrale de Tunisie prévues par la circulaire N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires N° 99-04 du 19 mars 1999 et N° 2001-12 du 4 mai 2001.

1.2. PERIMETRE ET METHODE DE CONSOLIDATION

1.2.1. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du groupe STB comprend :

La société mère : STB ;

Les filiales : les sociétés sur lesquelles la STB exerce un contrôle exclusif ;

Les entreprises associées : les sociétés sur lesquelles la STB exerce une influence notable.

Sont exclus du périmètre de consolidation :

Les sociétés en liquidation ;

Les sociétés dont les états financiers sont indisponibles.

Les sociétés dont la STB a perdu le contrôle suite à une décision de justice ;

Les sociétés dont la STB a cessé d'exercer une influence notable ;

Les sociétés acquises et détenues dans l'unique perspective d'une cession ultérieure dans un avenir proche ainsi que les sociétés pour lesquelles une procédure de cession est engagée ;

Les sociétés qui se trouvent dans l'impossibilité de transférer des fonds à la STB, ou se trouvent sous contraintes durables.

Le tableau suivant synthétise le périmètre, les méthodes de consolidation et les pourcentages d'intérêts utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du groupe STB.

Par ailleurs, il est à signaler que les travaux de consolidation ont été effectués sur la base des états financiers non certifiés de 12 sociétés sur un périmètre de consolidation composé de 22 sociétés.

Sociétés consolidables	% de Contrôle du Groupe			Méthode de consolidation		% d'intérêt du Groupe			ETATS FINANCIERS 2016
	2016	2015	Var %	2016	2015	2016	2015	Var %	
1. STB BANK (société Mère)	99,69%	99,69%	0,00%	I-G	I-G	99,69 %	99,69 %	0,00%	C.E
2. STB INVEST	99,01%	99,01%	0,00%	I-G	I-G	98,50%	98,50%	0,26%	N.E
3. SOFI ELAN SICAF	58,59%	59,40%	-0,81%	I-G	I-G	57,22%	58,00%	-0,78 %	C.E
4. STB MANAGER	99,96%	99,96%	0,00%	I-G	I-G	91,43 %	91,52 %	-0,09%	C.E
5. STB FINANCE	96,70%	96,70%	0,00%	I-G	I-G	93,23 %	93,25 %	-0,02%	C.E
6. STB SICAR	99,50%	99,51%	-0,01%	I-G	I-G	85,59 %	85,60 %	-0,01%	N.C
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	99,90%	99,91%	-0,01%	I-G	I-G	98,07 %	98,10 %	-0,03%	C.E
8. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"	100,00%	99,99%	0,01%	I-G	I-G	99,63 %	99,62%	0,01%	C.E
9. SOCIETE LA GENERALE	50,00%	50,00%	0,00%	I-G	I-G	49,85%	49,85 %	0,00%	N.C
10. SOCIETE ED DKHILA	67,87%	67,87%	0,00%	I-G	I-G	67,58 %	67,58 %	0,00%	N.C
11. SOCIETE ACTIVHOTELS	99,97%	99,97%	0,00%	I-G	I-G	96,53%	96,53 %	0,00%	N.C
12. BFT	78,80%	78,80%	0,00%	I-G	I-G	78,52 %	78,52 %	0,00%	N.C
13. SICAV L'INVESTISSEUR	73,28%	73,55%	-0,27 %	M-E	M-E	72,43%	72,70%	-0, 27%	C.E
14. SICAV L'AVENIR	98,61%	98,62%	-0,01%	M-E	M-E	96,26%	95,94%	0,32 %	C.E
15. TUNISIAN FOREIGN BANK	46,00%	43,42%	2,58%	M-E	M-E	45,86 %	43,29 %	2,57%	N.C
16. STE MOYENS GENERAUX	100,00%	100,00%	0,00%	I-G	I-G	90,68%	90,79%	-0,11 %	N.C
17. S.T.C.V VERITAS	27,06 %	27,06 %	0,00%	M-E	M-E	26,98 %	26,98 %	0,00 %	N.C
18. SONI BANK	25,00%	25,00%	0,00%	M-E	M-E	24,92 %	24,92 %	0,00 %	C.E
19. S.E.D SOUSSE NORD	24,92 %	24,92 %	0,00%	M-E	M-E	24,85 %	24,85 %	0,00 %	N.C
20. S.C.I «LA MAISON DU BANQUIER»	21,64 %	21,64 %	0,00%	M-E	M-E	21,22 %	21,22 %	0,00 %	N.C
21. S.P.C.M «ELFEJJA»	20,00%	20,00%	0,00%	M-E	M-E	19,94 %	19,94 %	0,00 %	C.E
22. STB SECURITE ET GARDIENNAGE	99,95%	0,00%	99,95%	I-G		90,71%		90,71%	N.C

- I-G : consolidation par intégration globale ;
- M-E : consolidation par mise en équivalence ;
- [-]: Voir tableau Variation du périmètre du groupe STB (2016-2015) ;

LES SOCIETES DU GROUPE PAR POLE D'ACTIVITE ET PAYS DE RESIDENCE

FILIALE	POLE D'ACTIVITE	PAYS DE RESIDENCE
STB	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	TUNISIE
BANQUE FRANCO-TUNISIENNE B.F.T	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	TUNISIE
TUNISIAN FOREIGN BANK	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	TUNISIE
SONIBANK	ETABLISSEMENTS DE CREDIT	TUNISIE
STB SICAR	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
STB INVEST	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
SOFI ELAN SICAF	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
STB MANAGER	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
STB FINANCE	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
SICAV AVENIR	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
SICAV L'INVESTISSEUR	ETABLISSEMENTS FINANCIERS	TUNISIE
ED-DKHILA	TOURISME	TUNISIE
STVC VERITAS	TOURISME	TUNISIE
SOCIETE ACTIVHOTELS	TOURISME	TUNISIE
SED SOUSSE	TOURISME	TUNISIE
EL FEJJA	SERVICE	TUNISIE
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	SERVICE	TUNISIE
"STRC"	SERVICE	TUNISIE
MAISON DU BANQUIER	SERVICE	TUNISIE
STE LA GENERALE DE VENTE	SERVICE	TUNISIE
STE SECURITE ET GARDIENNAGE	SERVICE	TUNISIE
STE MOYENS GENERAUX S.A	SERVICE	TUNISIE

1.2.2. Variation du Périmètre de consolidation du groupe STB (2016-2015)

Le périmètre de consolidation du groupe STB arrêté au 31/12/2016 a connu les variations suivantes par rapport à l'exercice précédent :

Sociétés sortant du périmètre du groupe STB au 31 décembre 2016			Sociétés entrant dans le périmètre du groupe STB au 31 décembre 2016	
Dénomination sociale	% d'intérêt (2015)	Motifs de Sortie en (2016)	Dénomination sociale	Motifs d'entrée en (2016)
1. STE AHLA HOTEL NEPTUNIA	46,67 %	Impossibilité de communiquer les états financiers au 31/12/2016	1. STB SECURITE ET GARDIENNAGE	Contrairement à l'exercice 2015, la société a pu communiquer des états financiers au titre de l'exercice 2016

La liste des sociétés exclues du périmètre de consolidation ainsi que les motifs d'exclusion est présentée en annexe 1 de ces notes.

la contribution de la filiale (IG) sortante du périmètre dans les réserves et les résultats consolidés de l'exercice 2016 :

En milliers de dinars

SOCIETES	RESERVES CONSOLIDEES 2015	RESULTATS CONSOLIDES 2015
1. STE AHLA HOTEL NEPTUNIA	-2 272	-107
TOTAUX	- 2 272	-107

la contribution de la filiale (IG) entrante dans le périmètre dans les réserves et les résultats consolidés de l'exercice 2016 :

En milliers de dinars

SOCIETES	RESERVES CONSOLIDEES 2016	RESULTATS CONSOLIDES 2016
1. STB SECURITE ET GARDIENNAGE	- 18	-1 886
TOTAUX	-18	-1 886

1.2.3. Méthode de consolidation

Les sociétés consolidées par intégration globale

Les sociétés intégrées globalement sont les filiales de la Banque dans lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif de droit, présumé ou de fait.

La méthode de l'intégration globale consiste dans les étapes successives suivantes :

Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.

Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique

Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.

La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

Les sociétés mises en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont les filiales de la Banque dans lesquelles elle n'exerce qu'une influence notable.

La méthode de la mise en équivalence consiste dans les étapes successives suivantes :

Retraiter les capitaux propres de la société mise en équivalence par élimination des opérations réciproques ayant un impact sur ses résultats ou ses réserves.

Constater la quote-part du groupe dans les capitaux propres de la société mise en équivalence par un poste d'actif «Titres mis en équivalence».

Eliminer les participations des sociétés intégrées globalement dans la société mise en équivalence par la quote-part du groupe dans les capitaux propres et constater la différence dans le résultat consolidé parmi le poste «Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence» en tenant compte des effets sur les réserves consolidées.

1.3. REGLES SPECIFIQUES A LA CONSOLIDATION

1.3.1. Traitement des écarts de première consolidation

L'écart de première consolidation est la différence au moment de l'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée. Cet écart se décompose entre écart d'évaluation correspondant aux plus ou moins-values latentes sur les actifs ainsi que l'écart d'acquisition qui correspond au Goodwill positif ou négatif.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en tant que tels parmi les immobilisations incorporelles en actif.

Les écarts d'acquisition déterminés ont été amortis linéairement sur une période de 5 ans.

1.3.2. Traitement des impôts différés

Seules les éliminations des opérations réciproques ayant une incidence sur les résultats et les réserves ont donné lieu à la constatation de l'impôt différé.

Les différences temporelles issues des états financiers individuels des sociétés du groupe, n'ont pas donné lieu à la constatation éventuelle d'impôts différés.

NOTE 2 – FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE :

2.1. GARANTIE DE L'ÉTAT AU PROFIT DE LA BANQUE FRANCO-TUNISIENNE :

La Banque Franco-Tunisienne BFT détenue par la société mère à concurrence de 78,18% a bénéficié de la garantie de l'Etat à hauteur de 201 millions de

dinars pour le refinancement BCT et 140 millions de dinars pour l'emprunt accordé par les banques, dont 70 Millions de dinars par la STB.

La garantie de l'Etat couvre environ 80% du passif de la BFT.

NOTE 3 - NOTES SUR LES POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de dinars tunisiens)

3.1. Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2016 un total de 1 104 445 mDT contre 855 915 mDT au 31 décembre 2015 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	1 066 542	814 370
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	37 903	41 545
Total	1 104 445	855 915

3.2. Portefeuille titres d'investissement

Le solde de ce poste a atteint au 31 décembre 2016 un total de 257 353 mDT contre 220 217 mDT au 31 décembre 2015 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Portefeuille Société Tunisienne de Banque	178 757	134 103
Portefeuille Filiales consolidées par intégration globale	78 596	86 114
Total	257 353	220 217

3.3. Titres mis en équivalences

Au 31 décembre 2016, le total de cette rubrique est de 69 920 mDT contre 57 451 mDT au 31 décembre 2015, et se détaille comme suit :

Société Mis en Equivalences	2016	2015
1. SICAV L'INVESTISSEUR	963	913
2. SICAV L'AVENIR	995	1 187
3. STCV VERITAS	1 512	1 534
4. TUNISIAN FOREIGN BANK	12 179	8 444
5. SONI BANK	37 599	29 772
6. EL FEJJA	9 520	5 786
7. MAISON DU BANQUIER	1 173	1 105
8. SED SOUSSE NORD	59 79	8 710
Total	69 920	57 451

3.4. Intérêts minoritaires

Au 31 décembre 2016, le total de cette rubrique s'élève à - 70 385 mDT contre - 64 765 mDT au 31 décembre 2015, et se détaille comme suit :

Société	31/12/2016			31/12/2015		
	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total	Intérêts minoritaires dans les résultats	Intérêts minoritaires dans les réserves	Total
1. S.T.B	142	-158	- 16	50	-504	-454
2. STB INVEST	14	641	655	-1	568	567
3. SOFI ELAN SICAF	131	3 353	3484	79	3 228	3 307
4. S.T.B MANAGER	34	117	150	30	76	106
5. STB FINANCE	- 60	630	570	-73	466	393
6. S.T.B SICAR	38	3 069	3107	162	373	535
7. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	-80	-21	-101	114	-215	-101
8. S.T.R.C	1	-161	-160	13	- 184	-171
9. GENERALE DES VENTES	-297	892	595	-287	1 183	896
10. STE ED DKHILA	-641	2 151	1510	-252	2 580	2 328
11. ACTIVHOTELS	- 11	-195	-206	-47	-179	-226
12. BFT	- 7 680	-71 927	-79 607	-7 416	-63 167	-70 583
13. STE AHLA HOTEL NEPTUNIA				-123	- 1 238	-1361
14. STE GARDIENNAGE	- 193	18	-175			
15. STE MOYENS GENERAUX	- 236	45	-191	1	0	1
TOTAL	-8 838	-61 546	-70 385	- 7 752	-57 013	-64 765

3.5. Réserves et Résultat Consolidés

Au 31 décembre 2016, le résultat consolidé, s'est situé à 8 561 mDT contre -3 512 mDT au 31 décembre 2015. Par ailleurs, les réserves consolidées s'élèvent à la même date à - 341 265 mDT .

En milliers de dinars

Sociétés Consolidées	Réserves Consolidées		Résultats Consolidés	
	2016	2015	2016	2015
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT	-365 705	-365 362	6 971	4 112
1 STB	-51 126	- 83 880	44 229	23 950
2 STB INVEST	13 060	13 898	920	- 92
3 SOFI ELAN SICAF	1 499	1 655	175	109
4 STB MANAGER	763	813	359	325
5 STB FINANCE	1 947	3 478	-828	- 1008
6 STB SICAR	-773	1 650	225	960
7 IMMOB.DE.LAVENUE	- 8 559	- 11 514	- 4049	5 861
8 STRC	- 49 433	- 48 992	135	3 347
9 LA GENERALE DES VENTES	- 1 101	- 812	- 295	- 285
10 ED DKHILA	799	356	-1 335	- 525
11 ACTIVHOTELS	- 6 337	- 4 986	-316	- 1320
12 BFT	- 266 386	- 234 756	- 28 067	-27 108
13 STE SECURITE ET GARDIENNAGE	-18	-	- 1 886	-
14 STE MOYENS GENERAUX	-40	0	- 2 296	5
15 NEPTUNIA	-	-2 272	-	-107
SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	24 440	37 481	1 590	- 7 624
16 SICAV L'INVESTISSEUR	-90	225	78	-90
17 SICAV L'AVENIR	-84	0	-64	-50
18 STCV VERITAS	1 012	1 028	386	391
19 UNION TUNISIENNE DE BANQUE «UTB»	-8 426	9 925	- 2 904	-12 097
20 SONI BANK	24 575	17 339	4 836	4 246
21 EL FEJJA	3 531	1 875	142	223
22 MAISON DU BANQUIER	-714	373	68	54
23 SED SOUSSE NORD	4 636	6 716	-952	- 301
TOTAUX	- 341 265	-327 881	8 561	- 3 512

3.6. Rachats des actions propres par des sociétés du groupe

Au 31 décembre 2016, ce poste affiche un solde de 5 509 mDT contre 5 478 mDT au 31 décembre 2015. Il renferme les rachats d'actions effectués par la société consolidante.

3.7. Cautions, avals et autres garanties données

Au 31/12/2016, le montant inscrit dans cette rubrique correspond au cumul des Cautions, avals et autres garanties données par la société mère et sa filiale BFT.

3.8. Crédits documentaires

Au 31/12/2016, le montant inscrit dans cette rubrique correspond au cumul des crédits documentaires de la société mère et de la BFT.

3.9. Garanties reçues

Au 31/12/2016, le montant inscrit dans cette rubrique correspond au cumul des garanties reçues de la société mère et de la BFT.

3.10 Les liquidités et équivalents de liquidités consolidés au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

En milliers de dinars

Libellé	31/12/2016	31/12/2015
Liquidités et équivalents de liquidités Société Mère	-397 035	140 313
Liquidités et équivalents de liquidités BFT	-345 881	-234 200
Liquidités et équivalents de liquidités Autres Filiales	151 828	122 799
liquidités et équivalents de liquidités Consolidés	-591 088	28 912

ANNEXE I

Liste des Sociétés Normalement Consolidables, mais exclues de périmètre du groupe STB au 31 décembre 2016 conformément aux dispositions de la NCT n°35

N° Ordre	Raison Sociale	V.N Capital social	% détenu	N° du Motif
1	SKANES PALACE	6 195 000	99.76%	En liquidation.
2	AFRICA SOUSSE	9 800 000	96.94%	En liquidation.
3	STE ANONYME DE CONSTR. ELECTROMECHANQUES «SACEM»	5 174 000	85.94%	En liquidation.
4	CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS)	3 540 000	70.28%	En veilleuse. La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
5	STE TUN. DE DEVPT. DU CINEMA & DE L'AUDIOV. «STDCA»	10 000	50%	En liquidation..
6	STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM «HOTEL NOUR EL AIN»	2 299 500	49.66%	En liquidation.
7	STE RAMLA TOZEUR	5 947 800	47.88%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
8	STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA	4 259 840	42.68%	Au 31 décembre 2016, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
9	CIE MED. DE TOURISME «HOTEL DALIA»	3 429 000	45.29%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur.
10	CIE DE DEVELOPPEMENT «LELLA HADHRIA»	770 000	39.61%	Cette filiale est en phase d'investissement ou en arrêt d'activité en raison de la réalisation d'un programme d'investissement.
11	STE TOURISME & ANIMATION «RAIS CLUB»	1 523 000	41.96%	Au 31 décembre 2016, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
12	STE D'ACTIVITE TQUE «HOTEL ZODIAC»	4 637 000	37.44%	Au 31 décembre 2016, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
13	STE HOTEL BYZANCE	2 675 000	35.07%	Au 31 décembre 2016, la STB compte céder la filiale dans un avenir proche.
14	EL MARASSI	1 380 000	34.78%	En liquidation..
15	Sté d'Etudes et de Prom.Tque «Hôtel Mariqueen»JERBA MARITIM	4 087 500	36.70%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
16	STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA)	2 059 000	31.03%	En liquidation.
17	STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD «SEDHS»	1 000 000	30%	En liquidation..
18	COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBOUS	250 000	30%	En veilleuse. La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
19	STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE «SEDAT»	1 015 000	28.33%	En liquidation.
20	CIE TQUE ARABE «CTA» (MARINA MONASTIR)	15 098 120	28%	Au 31 décembre 2016, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.

N° Ordre	Raison Sociale	V.N Capital social	% détenu	N° du Motif
21	STE INTLE DE GEST. HOT. «H. BYBLOS»	3 520 000	25%	Cette filiale est en phase d'investissement.
22	STE COND. IMPR. & PUBLICITE «CIP»	532 525	26.24%	En liquidation.
23	STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE	1 000 000	25%	En veilleuse. La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
24	STE D'ET. & DE DEVPT «ZOUARAA»	200 000	25%	En veilleuse. La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
25	STE HOTEL YOUNES	3 987 000	24.76%	Au 31 décembre 2016, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB.
26	STE HOT ET DE DEV TQUE «HOTEL DREAMS BEACH»	3 182 000	24.58%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
27	STE HOTELIERE «BEL AIR»	5 423 510	23.97%	Sous administration judiciaire, sa direction est attribuée à un juge administrateur.
28	STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR	6 236 055	23.56%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
29	STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI «SOCIK»	200 000	22.50%	Filiale en arrêt d'activité en raison de la réalisation d'un programme d'investissement
30	STE DES IND. METALLURGIQUES «SIMET»	2 025 000	21.47%	En liquidation.
31	STE DE PROMOTION TOURISTIQUE LES CYCLAMENS	4 319 000	21%	La STB n'exerce aucun contrôle sur la filiale.
32	S.H.T. LES BERGES 2000 «Hôtel l'Atrium»	1 375 000	20.18%	En veilleuse. La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
33	COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL	2 150 000	20%	Au 31 décembre 2016, cette filiale est soumise à des restrictions durables et fortes qui limitent de façon importante sa capacité de transférer des fonds à la STB
34	DUNES DE NEFZAEQUA	2 868 400	22.87%	En veilleuse. La continuité de son exploitation est compromise et aucune récupération d'actifs n'est espérée.
35	STE HOTELIERE «DAR DHIAFA» TROPICANA CLUB	2 550 000	31.26%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.
36	SIDCO SICAR	16 226 080	19.60%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.
37	SMT MAISON BLANCHE	3 640 000	39.01%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.
38	NEPTUNIA	2 555 000	46.81%	Cette filiale se trouve dans l'impossibilité de communiquer à la STB les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur les états financiers consolidés du Groupe de la Société Tunisienne de Banque -STB- arrêtés au 31 décembre 2016, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

1. Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe de la Société Tunisienne de Banque -STB-, comprenant le bilan et l'état des engagements hors bilan arrêtés au 31 décembre 2016, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette même date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs de 438 662 KDT (part du Groupe), y compris un résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 8 561 KDT.

2. Responsabilité de la Direction

Les organes de Direction et d'Administration du Groupe STB, sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un système de contrôle interne permettant la préparation et la présentation d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent

de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

3. Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques en vue de s'assurer que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation des méthodes et des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

4. Justification de l'opinion avec réserves

4-1. Nos travaux d'audit ont été limités par :

- L'absence des états financiers audités au 31 décembre 2016 de sept filiales : La STB SICAR, La société ED DKHILA, La Générale des Ventes, La Banque Franco-Tunisiennes, la STB INVEST, La société ACTIVHOTELS, et la société Moyens Généraux et de quatre sociétés dans lesquelles le STB exerce une influence notable : la Tunisian Foreign Bank, la Société d'Etude et Développement Sousse Nord, la société Tunisienne de contrôle Veritas, et la société EL FAJJA

Ainsi, les travaux d'élimination et de mise en équivalence ont été effectués sur la base des liasses de consolidation préparées par ces sociétés du Groupe.

Il y a lieu de signaler à ce niveau que les états financiers audités pour l'exercice 2014 de la Banque Franco Tunisienne -BFT-, détenue par la société mère à concurrence de 78,18%, affichent des capitaux propres négatifs de 293 984 KDT. Ces états financiers ont fait l'objet d'un avis défavorable de la part des commissaires aux comptes, au 31 décembre 2014, en raison de l'incertitude significative qui pèse sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de la BFT.

- Comme il est indiqué dans la note aux états financiers n°1.2, le périmètre de consolidation a été limité à 22 entreprises. Trente-huit entreprises ont été exclues du périmètre de consolidation pour les motifs suivants :

i. Quatre entreprises n'ont pas fait l'objet de consolidation pour non communication des états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.

ii. Trente-quatre entreprises qui devraient être incluses dans le périmètre de consolidation ont été exclues pour diverses raisons.

Par conséquent, les conclusions d'audit des états financiers des sociétés ci-dessus énoncées ainsi que la prise en compte au niveau du périmètre de

consolidation des trente-huit sociétés exclues au 31 décembre 2016, pourraient modifier d'une manière significative les états financiers du Groupe.

- L'absence d'une notation récente attribuée par une agence de notation et/ou d'états financiers récents et audités par un commissaire aux comptes légalement habilité pour plusieurs relations de la société mère qui présentent des engagements auprès du système financier dépassant individuellement les seuils respectifs de 25 000 KDT et de 5 000 KDT, tel que prévus par l'article 7 de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991.
- L'absence d'un inventaire physique des «garanties reçues» par la société mère en couverture des risques encourus sur sa clientèle ainsi que l'indisponibilité de documentation justifiant la valeur retenue de certaines garanties réelles, notamment des rapports d'expertise conformément à la réglementation en vigueur.

Ainsi, les conclusions des travaux d'un inventaire physique des «garanties reçues» par la STB et la prise en compte des données financières pour l'évaluation du risque encouru sur certaines relations pourraient avoir un impact significatif (positif ou négatif) sur le résultat et sur les capitaux propres du Groupe.

4-2. Le traitement des créances vendues par la société mère à sa filiale la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances «STRC», s'est limité à l'élimination du solde du compte courant associé au 31 décembre 2016, et l'intégration du solde de ces créances telles qu'elles apparaissent au niveau des comptes de la «STRC».

Aucun traitement d'homogénéisation n'a été opéré pour ramener ces créances à leur valeur nominale par la reconstitution de l'encours brut consolidé ainsi que les provisions et les agios réservés correspondants, et après élimination des résultats de cession interne.

4-3. Les soldes comptables des engagements figurant au niveau des rubriques AC3 «Créances sur la clientèle», AC7 «Autres actifs» et HB «Engagements hors bilan» sont inférieurs au solde des engagements

détaillés au niveau de la base de gestion des crédits de la STB, pour un montant net de 8 092 KDT. Cet écart négatif concentré principalement au niveau des engagements par signature, devrait être justifié par les structures de la Banque.

4-4. L'état des engagements hors bilan de la STB, arrêté au 31 décembre 2016, fait apparaître des engagements donnés et reçus pour des valeurs respectives de 1 609 832 KDT, et de 1 418 553 KDT. Il est établi d'une manière extra-comptable sur la base des inventaires physiques préparés par les structures internes de la Banque.

Nous ne pouvons pas par conséquent, nous assurer de l'exhaustivité des engagements donnés et/ou reçus par la société mère.

4-5. La société mère n'a pas encore mis en place une comptabilité autonome tenue en devises pour la comptabilisation de ses opérations effectuées en monnaies étrangères et ce contrairement aux dispositions de la NCT 23 relative aux opérations en devises dans les établissements bancaires. Cette situation ne permet pas d'évaluer l'impact de ces opérations sur les actifs, les passifs et les capitaux propres du Groupe.

4-6. Les rubriques du bilan : «Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT», «Créances sur les établissements bancaires et financiers» et «Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers», comportent des suspens se rapportant principalement aux comptes BCT dinars, BCT Devises et correspondants devises.

Aussi, les comptes «Correspondants locaux» et le compte «BCT compte BDET/BNDT» présentent des soldes anciens, figés, provisionnés et non rapprochés.

Par ailleurs, les rubriques «Autres actifs» et «Autres passifs» comportent, d'une part, des soldes figés qui totalisent respectivement 10 480 KDT, et 16 293 KDT et d'autre part, des suspens se rapportant principalement aux comptes inter-sièges (en dinars et en devises) et aux comptes liés à la télé-compensation.

Les travaux de justification et d'apurement des soldes figés et des suspens entamés par la société mère au cours de l'année 2014, ne sont pas encore achevés à la date de ce rapport.

Il en découle que l'impact des résultats de ces travaux sur les actifs, les passifs, les capitaux propres et le résultat de l'exercice du groupe ne peut être actuellement cerné avec précision.

4-7. Les créances consolidées, prises en charge par l'État sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application de l'article 25 de la loi de finances pour l'année 1999, présentent, au 31 décembre 2016, une valeur comptable de 35 349 KDT, alors que leur juste valeur est estimée à 26 804 KDT, en actualisant les encaissements futurs au taux d'intérêt prévalant sur le marché, tel que prévu par le paragraphe 07 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus.

Ainsi, la moins-value non constatée par la société mère est de l'ordre de 8 545 KDT.

4-8. Les capitaux propres du Groupe-STB comportent des «Réserves pour fonds social» de la société mère, qui s'élèvent au 31 décembre 2016, à 8 652 KDT, alors que les encours des prêts sur fonds social s'élèvent à la même date à : 20 154 KDT, soit une différence de 11 502 KDT, due principalement aux changements successifs des règles de fonctionnement du fonds. Des travaux de justification de cette différence ont été entamés par les structures de la société mère au cours du mois de juin 2016, dont les résultats n'ont pas été traduits au niveau des états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31 décembre 2016.

4-9. Contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au Système Comptable des Entreprises, les résultats de l'inventaire physique des immobilisations corporelles et incorporelles de la société mère n'ont pas été rapprochés avec les données comptables correspondantes au 31 décembre 2016.

Nous ne pouvons pas par conséquent nous assurer de l'existence et de l'exhaustivité des immobilisations corporelles et incorporelles figurant au bilan de la

société mère et dont le solde comptable net s'élève au 31 décembre 2016, à 99 183 KDT.

5. Opinion avec réserves sur les états financiers consolidés

A notre avis et sous réserves de ce qui a été mentionné aux paragraphes 4.1 à 4.9, les états financiers consolidés ci-joints, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe-STB ainsi que le résultat de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 décembre 2016, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

6. Paragraphe d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous attirons votre attention sur les deux points suivants :

6-1. les capitaux propres du Groupe STB comportent une dotation de l'État d'un montant de 117 000 KDT, constituée en vertu de la loi approuvée par l'Assemblée Nationale Constituante courant septembre 2012, et objet d'une convention conclue entre l'Etat Tunisien et la société mère en date du 09 octobre 2012. Ce montant est remboursable après cinq années de la date de signature de la convention susvisée et après rétablissement de l'équilibre financier de la STB au sens de l'article 4 de la même convention.

6-2. La société mère est défenderesse dans un procès l'opposant à une personne physique étrangère réclamant la restitution de sept bons de caisse d'une valeur totale de sept millions de dollars américains, prétendant les avoir déposés auprès de l'ex Banque Nationale de Développement Touristique «BNDT». Un jugement en première instance a été prononcé à l'encontre de la STB la condamnant à restituer les sept bons de caisse ou à défaut à verser la valeur équivalente, soit sept millions de dollars américains majorés des intérêts.

La STB a interjeté appel et la première audience est fixée pour le mois d'octobre 2017, aucune provision n'a été constatée à ce titre et ce en attendant l'issue finale de ce procès.

7. Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

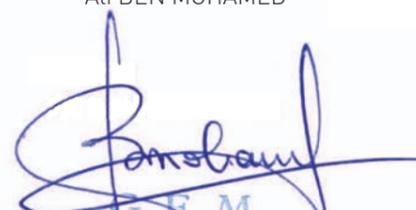
Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Sur la base de notre vérification, et à l'exception des éléments ci-dessus énoncés nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du Groupe de la «Société Tunisienne de Banque» arrêtés au 31 décembre 2016.

Tunis, le 08 Mai 2017

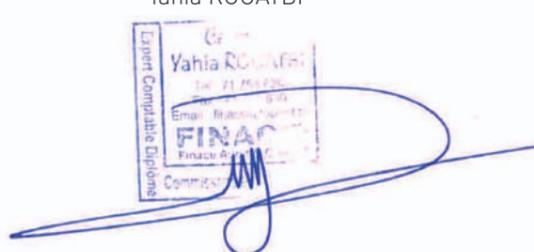
LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ GEM
Ali BEN MOHAMED



G. F. M
Généraliste d'Expertise
et de Management
11, Rue Abderrahman Azzam
Montplaisir - Tunis

P / le Groupement ABC – FINACO
Yahia ROUATBI



Expert Comptable Diplômé
Yahia ROUATBI
N° 21 751 034
Email: trahou@finaco.tn
FINACO
Finances Audit & Conseil
Commissaire